

CORRESPONDANCE
PARTICULIÈRE
DU COMTE DE SAINT-GERMAIN,
MINISTRE D'ÉTAT,
AVEC M. PARIS DU VERNEY.



CORRESPONDANCE

P A R T I C U L I È R E

DU COMTE DE SAINT-GERMAIN, K

Ministre et Secrétaire d'État de la Guerre,
Lieutenant-Général des Armées de France,
Feld-Maréchal au service de Danemarck,
Chevalier de l'Ordre de l'Éléphant,

AVEC M. PARIS DU VÉRNEY,

CONSEILLER D'ÉTAT.

On y a joint la Vie du *Comte de Saint-Germain*,
et plusieurs Pièces qui le concernent.

T O M E P R E M I E R .

A L O N D R E S .

1 7 8 9 .

CORRESPONDANCE

PAR M. CULIÈRE

DE COMTE DE SAINT-GERMAIN

Ministre et Secrétaire d'Etat de la Guerre,
Général-Gouverneur des Armées de France,
Chef-Major Général de l'Armée,
Général de Division de l'Armée.

AVEC M. PARIS DUVENEY

CONSEIL D'ETAT

C'est à l'occasion de la Guerre-Gouverneur
et l'Armée de France.



TOME PREMIER.

A LONDRES

1782

AVERTISSEMENT.

LE Comte de Saint-Germain a joué un rôle trop distingué pour que tout ce qui le concerne n'excite pas la curiosité. Ses talens, et la singularité de sa destinée et de son caractère le placent au nombre des hommes célèbres du dix-huitième siècle.

Les Lettres qu'on publie aujourd'hui comprennent un espace d'environ douze années, et offrent une foule de traits et de faits également curieux : le Comte de Saint-Germain s'y peint lui-même avec d'autant plus de ressemblance, que l'intimité de ses liaisons avec M. Paris du Verney le dispensait de toute dissimulation.

Ces Lettres ont été copiées sur les originaux, que M. de Saint-Germain confia, quelques mois avant sa mort, à un de ses Amis, à qui il voulut donner une idée de ce qui s'était passé à son

vj AVERTISSEMENT.

sujet depuis le commencement de la Guerre , en 1757 , jusqu'à l'époque à laquelle il entra au service de Danemarck. On n'a pas cru devoir supprimer celles qui précèdent , à compter de 1749 , parce qu'elles contribuent au moins autant que les autres à faire connaître son caractère et ses opinions. On a joint aux dernières , quelques Pièces authentiques qu'on s'est procuré d'ailleurs , et qui y répandent du jour.

Cette Collection , quoique fort intéressante par elle - même , n'aurait montré qu'imparfaitement les diverses fortunes qu'a éprouvées le Comte de Saint-Germain , si on ne les avait fait précéder par sa Vie , composée par un Militaire qui le connut particulièrement , et qu'il employa pendant son Ministère , dont il a été ainsi à portée de suivre les opérations.

V I E
DU COMTE
DE SAINT-GERMAIN,
MINISTRE D'ÉTAT.

ON ne donne pas ici une Vie fort détaillée du Comte de Saint-Germain; on se propose uniquement de jeter un coup-d'œil rapide sur la carrière qu'il a parcourue, et de rassembler les principaux traits qui peuvent faire connaître son caractère.

Né à Lons-le-Saunier, ville de Franche-Comté, en 1708, d'une famille noble et ancienne, mais fort pauvre et sans illustration, il étudia chez les Jésuites, et prit même l'habit de cet Ordre. Des inclinations peu monastiques l'engagèrent à s'enfuir du couvent en 1726 : il étoit alors âgé de dix-sept ans. Les uns assurent qu'il s'engagea dans un régiment de Dragons; d'autres

prétendent qu'il s'y attacha en qualité de Volontaire ; quoi qu'il en soit, son père, qui périt, dit-on, en 1733, dans une inondation du Rhin, près de Brisac en Haute - Alsace, lui procura bientôt une lieutenance dans le bataillon de Milice de Franche-Comté, qu'il commandait, et successivement une compagnie. Le Comte de Saint - Germain eut une affaire d'honneur avec un Gentilhomme qu'il tua ; la crainte d'être poursuivi par la Justice, le fit passer en Allemagne, où il chercha du service. M. de Blondel, depuis Conseiller d'Etat, et alors Ministre de France près de l'Electeur Palatin, lui procura, en 1734, de l'emploi dans les troupes de ce Prince.

La guerre avait commencé en 1733, entre la France, l'Empereur et l'Empire. L'année suivante les Français assiégèrent Philisbourg, et le célèbre Prince Eugène de Savoie s'avança avec l'armée combinée de l'Empereur et de l'Empire, dans l'intention de dégager la place. Les Officiers de l'armée Impériale allaient fréquemment à Mannheim, où M. de Blondel fit connaître

le Comte de Saint-Germain au neveu du Prince Eugène : celui-ci en parla à son oncle , qui vit ce Français , démêla ses talens , lui proposa de passer au service de l'Empereur , lui donna une compagnie dans son régiment , et l'attacha à son neveu en qualité de Gouverneur - ami.

En 1737, le Comte de Saint-Germain épousa une fille de l'illustre et ancienne Maison d'Osten , qui lui donna des alliances très-distinguées dans l'Empire , mais aucuns biens : il n'en a jamais eu d'enfans. Il se distingua en Hongrie en 1738 , dans la guerre contre les Turcs , et il était parvenu au grade de Major de Dragons , lorsque l'Empereur Charles VI mourut , en 1740. Bientôt la France se déclara contre Marie-Thérèse sa fille. Quoique le Comte de Saint-Germain n'osât revenir dans sa patrie , il ne put se résoudre à porter les armes contre elle : il exposa ses scrupules à la jeune Archiduchesse , Reine de Hongrie et de Bohême , d'une manière si touchante , qu'elle approuva sa résolution et lui accorda une démission honorable.

L'Electeur de Bavière le reçut à son service , et le nomma Colonel - Commandant du Régiment de Dragons de Hohenheim , dont il obtint la propriété peu de temps après. L'Electeur entra en guerre avec la Reine de Hongrie , et fut élu Empereur sous le nom de Charles VII , par la protection de la France , qui lui procura en outre les moyens de résister à l'Autriche. Le Comte de Saint - Germain , devenu Chambellan de l'Empereur , manifesta dans cette guerre des talens et un courage qui le firent élever rapidement , dans le cours de quelques campagnes , aux grades de Général-Major , de Feld-Maréchal-Lieutenant , et enfin à celui de Général de cavalerie , qui est une dignité intermédiaire entre celle de Lieutenant-Général et de Feld-Maréchal.

Au commencement de 1745 , l'Empereur Charles VII mourut. La France n'étant pas disposée à continuer ses efforts en faveur de son fils , il se réconcilia avec la Cour de Vienne , afin de recouvrer son Electorat qu'elle avait envahi. Le jeune Electeur de Bavière ,

DE SAINT-GERMAIN. 5

privé des subsides que la France payait à son père, se trouva dans la nécessité de réformer une partie de ses troupes et de ses Généraux, et de n'en conserver que le nombre que comportaient ses revenus. Le Comte de Saint-Germain, qui avait essayé ses talens avec succès, et qui était avide de gloire et de réputation, jugea alors la Bavière un théâtre trop resserré pour son ambition, et il forma le projet de passer à quelqu'autre service plus distingué ; mais toujours arrêté par la scrupuleuse attention de ne jamais porter les armes contre sa patrie, il jugea que le service du Roi de Prusse, alors allié de la France, pouvait seul lui convenir. Le Comte de Saint-Germain était connu de Frédéric II, et en avoit reçu dans différentes circonstances des marques d'estime : il ne balança donc pas à se rendre auprès du Monarque, qui l'accueillit avec joie, et dont il obtint tout ce qu'il demandait. Le vieux Prince d'Anhalt-Dessau, créateur de la discipline sévère qui règne parmi les troupes Prussiennes, entretint le Comte de

Saint - Germain sur la manière dont elles étaient gouvernées. Ce discours jeta un tel effroi dans son ame, qu'il se repentit des engagemens qu'il venait de contracter. Dans cet état de perplexité, sans songer à ce qu'il deviendrait, ni où il trouverait un asyle et de l'emploi, il s'enfuit le même jour, et prit la route de Francfort sur le Mein, d'où il écrivit au Maréchal de Saxe (qu'il avait connu en Bavière, et qui commandait alors l'armée Française dans les Pays-Bas), pour solliciter son appui, et le prier de le faire entrer au service de France aux conditions qu'il jugerait convenables. Le Maréchal, qui estimait le Comte de Saint - Germain, lui procura les suivantes :

1°. L'agrément pour lever un régiment d'infanterie Allemande de deux bataillons, afin de lui faciliter les moyens de placer quelques Officiers d'un mérite reconnu, tels que le Baron de Clausen et M. de Guelb, qui avaient servi dans son régiment en Bavière (1).

(1) Le régiment du Comte de Saint-Germain

2°. Le grade de Maréchal-de-Camp en date du premier Avril 1746, avec la promesse d'être Lieutenant-Général à la première promotion. On en fit une le premier de Janvier 1748, dans laquelle il fut cependant omis ; mais on le comprit dans la suivante, le 10 de Mai de la même année.

3°. Un traitement pécuniaire assez considérable pour lui procurer une existence aisée et heureuse.

Le Comte de Saint-Germain avait insisté pour obtenir le grade de Lieutenant-Général ; et il répliqua au Comte d'Argenson, Ministre de la Guerre, qui lui disait qu'il ne fallait pas exciter la jalousie, et débiter par se faire une foule d'ennemis : *Puisque vous m'accordez du service, c'est parce que vous me croyez quelques talens, et il est évident que je peux être employé plus utilement comme Lieutenant-Général, que comme Maréchal-de-Camp ; ainsi il*

fut levé en 1747, réduit à un bataillon après la paix de 1748, et incorporé en 1760 dans celui de Nassau.

paraît de votre intérêt de me procurer le premier de ces grades. Cette raison, quoique spécieuse, ne produisit aucun effet sur M. d'Argenson; il en résulta dans la suite beaucoup d'inconvéniens, en ce que le Comte de Saint-Germain se trouva aux ordres de plusieurs Lieutenans-Généraux moins capables que lui, et qu'il aurait commandés si le Ministre n'avait pas persisté dans son opinion, réellement peu judicieuse. Cette idée, qui se représentait à son esprit chaque fois qu'il servait sous un de ces Officiers généraux, lui donnait de l'humeur, et il s'écriait : M. d'Argenson m'a coupé la gorge !

Le Comte de Saint-Germain joignit l'armée, et y fut employé pendant les campagnes de 1746, 1747 et 1748. Dans la première, on le chargea de divers détachemens, et il se trouva à la bataille de Rocoux, où il commandait deux brigades d'infanterie. En 1747, il fut détaché plusieurs fois avec des corps assez considérables; et lorsque le Maréchal de Saxe s'avança pour combattre les ennemis à Lawfeld, il

laissa près de Tongre le Comte de Saint-Germain, avec douze bataillons et cinquante pièces de canons, pour protéger au besoin la retraite de l'armée Française. En 1748, il commanda la première des six divisions destinées à investir Mastricht, à la droite de la Meuse. Ce corps, composé de vingt bataillons, de cinquante hommes de l'artillerie, de six pièces de canon, de sept escadrons de Hussards et de Dragons, et d'une compagnie franche de cinquante Hussards, partit de Longwi. Mastricht se rendit, et la paix fut signée à Aix-la-Chapelle.

Quoique les circonstances n'eussent pas mis le Comte de Saint-Germain à portée de faire, pendant ces trois campagnes, aucune action d'éclat; soit que le suffrage du Maréchal de Saxe eût entraîné tous les autres, soit que le ton et le maintien de M. le Comte de Saint-Germain en imposassent, il eut constamment pour lui l'opinion publique. Après la paix d'Aix-la-Chapelle, on lui confia le commandement de la Basse-Alsace, et il s'établit à Landau.

C'est à cette époque que commence sa correspondance avec M. Paris du Verney, avec qui il s'était lié d'amitié à l'armée de Flandre, où celui-ci était Munitionnaire-Général, et l'un des conseils du Maréchal de Saxe.

En 1751, le Comte de Saint-Germain alla commander sur la Meuse : son domicile était à Givet. On lui accorda la même année le cordon rouge. En 1754, il transporta sa résidence à Valenciennes, parce qu'il venait d'obtenir le commandement du Hainaut. Au commencement de 1756, la guerre entre la France et l'Angleterre étant devenue inévitable, le Comte de Saint-Germain reçut ordre d'aller commander à Dunkerque, qui était en mauvais état, et où on craignait sans doute quelques entreprises de la part des Anglais. Il jouissait d'un revenu suffisant pour être heureux ; cependant il manifesta, dans ses lettres, une inquiétude d'esprit qui le rendait sans cesse mécontent de sa situation et de sa fortune.

L'Angleterre s'allia avec le Roi de Prusse, et la Cour de France avec celle

de Vienne. Elles mirent dans leurs intérêts la Saxe , la Russie et la Suède , et toutes ces Puissances se préparèrent à attaquer Frédéric II et ses alliés. La France ne devait d'abord , conformément au Traité de Vienne , fournir à l'Autriche qu'un secours de vingt-quatre mille hommes. Le Comte de Saint-Germain fut désigné pour servir en qualité de Lieutenant-Général avec ces troupes , dont la Cour réservait le commandement au Prince de Soubise ; mais les projets ayant changé avant que ce corps fût rassemblé , il fit dans la suite partie d'une armée d'environ cent mille hommes , que la France destina , au commencement de 1757 , à opérer sur le Bas-Rhin , aux ordres du Maréchal d'Etrées. Le Comte de Saint-Germain passa le Rhin au mois d'Avril , à la tête d'un corps qui servait d'avant-garde à l'armée , et avec lequel il obligea les ennemis d'évacuer diverses places. Quoiqu'il se trouvât très-près d'eux , et hors de portée d'être soutenu , sa contenance fut toujours si ferme et ses mesures si bien prises , qu'ils n'osèrent

l'attaquer; mais il désapprouvait, dans ses lettres, la manière dont nos Généraux réglaient leurs opérations, et il jugea dès-lors que cette guerre ne serait pas heureuse pour la France.

Au mois de Juin, il se rendit à la Cour, pour y recevoir des ordres relatifs à une nouvelle destination. Peu auparavant, la France avait commencé à former sur le Mein une seconde armée, dont le commandement fut donné au Prince de Soubise, et qui était destinée à joindre à Erfurt, celle de l'Empire, conduite par le Prince de Saxe-Hildburgshausen, et à pénétrer en Saxe. Le Comte de Saint-Germain fut envoyé vers la fin de Juillet, pour concerter avec ce dernier les opérations de cette armée, avec laquelle il servit; et comme dans toutes les situations de sa vie son caractère le rendit toujours inquiet et défiant, et qu'il soupçonnait à ceux mêmes qui lui marquaient le plus d'estime et d'attachement, un dessein caché de lui nuire et de le perdre, il commença à s'éloigner du Prince de Soubise. Les opérations de l'armée

combinée furent mal conduites, ainsi que le Comte de Saint-Germain l'avait prévu : il n'avait prédit que des malheurs, et ses prédictions se réalisèrent. La bataille de Rosbach se donna le 5 de Novembre, contre son opinion et celle du Prince de Soubise, avec qui il s'accorda sur ce point. M. de Saint-Germain n'eut aucune part à l'action ; mais il couvrit la retraite avec un corps séparé, qui ne fut point entamé. On peut dire qu'il contribua à sauver les débris de l'armée Française, qui se replia vers la Hesse et le Comté de Hanau, tandis que celle de l'Empire regagna précipitamment la Franconie.

Au commencement de 1758, le Comte de Saint-Germain entra dans la grande armée, commandée alors par le Comte de Clermont : il venait de remplacer le Maréchal de Richelieu, qui avait succédé, en Juillet 1757, au Maréchal d'Etrées. Les Français s'étaient trop dispersés en prenant leurs quartiers d'hiver, et les ennemis commençaient à les leur faire lever, pour

les obliger de rétrograder de la gauche de l'Elbe à celle du Rhin.

Le Comte de Saint-Germain, chargé du commandement d'un corps séparé qui occupait Bremen, y arriva la nuit du 15 au 16 de Février; et quoiqu'on l'eût abandonné à ses propres forces et laissé couper, il sortit de Bremen le 24, et gagna Osnabruck sans échec. Ses ennemis même convinrent qu'il manifesta toujours à la guerre autant de prévoyance que d'habileté. Il est inutile de rapporter ici des détails d'opérations militaires, qui se trouvent dans ses lettres, et presque toujours accompagnés de réflexions piquantes et vraiment originales. Le Comte de Clermont le manda à Hamelen, afin de le consulter sur un projet, pour le succès duquel il fallait qu'une assez mauvaise place, occupée par un Officier général insusceptible de la bien défendre, opposât quelque résistance. Il assura qu'elle serait bientôt prise. *Mais, répondit le Prince, admettons qu'elle se défende encore deux jours.*

— *Pour me rapprocher du sentiment de V. A. S.*, réplique M. de Saint-Germain, avec son sérieux imperturbable, *je suppose qu'elle en tienne quatre, à quoi cela vous servira-t-il?* Le Comte de Clermont, qui crut, peut-être avec raison, appercevoir une épigramme dans ces mots : *Pour me rapprocher du sentiment de V. A. S.*, et dans les deux jours de plus qu'on lui accordait, conçut de l'éloignement pour le Comte de Saint-Germain, qui avait d'ailleurs auprès de lui des rivaux, et par conséquent des ennemis. Quelque temps après, cet Officier général étant posté en observation à quelque distance de l'armée, un jeune Prince fort appliqué, qui y était employé, envoya, pour s'informer au juste de la position de l'ennemi, un de ses Aides-de-Camp, qui trouve le Comte de Saint-Germain s'entretenant avec quelques Officiers, et lui expose l'objet de sa commission. Le Comte continue sa conversation; l'Aide-de-Camp le prie de l'expédier : il l'invite à dîner ; celui-ci s'excuse, en disant qu'on lui a ordonné de revenir

promptement. *Vous voulez donc absolument*, répond le caustique Général, *savoir où est l'ennemi : eh bien , venez.* Il le conduit à une fenêtre , braque une lunette d'approche sur le quartier général , et lui dit : *Regardez. Que voyez-vous ?* — *Notre quartier général*, réplique le jeune homme. *Bon*, répond M. de Saint-Germain , *c'est là qu'est l'ennemi.* Après cette plaisanterie , il lui donne les éclaircissemens qu'il demande , et le congédie.

Un jour qu'il dînait avec M. chez le Général de l'armée , celui-ci les quitta en sortant de table , pour aller , prétendait-il , écrire à la Cour. M. le voyant rentré dans son cabinet , dit au Comte de Saint-Germain : *Que peut-il mander à la Cour , il ne se passe rien , et cependant il écrit continuellement ?* — *Je vais avoir l'honneur de vous le dire*, répond le Comte ; *il mande : Je me suis levé aujourd'hui à neuf heures , après avoir fort bien dormi , et même ronflé ; j'ai été faire , à dix heures , une reconnaissance dans laquelle je n'ai rien vu. Je suis rentré au*
quartier

quartier général à onze heures ; on m'a fait la barbe , et mon valet-de-chambre , en frisant ma perruque , au lieu de commencer par le côté droit , selon son usage , a commencé par le côté gauche. — Le Ministre lui répond : Votre dernière dépêche , qui est fort intéressante , nous a suggéré des réflexions profondes qu'il est bon de vous communiquer. Pourquoi ne vous êtes-vous pas levé à huit heures ? Vous eussiez pu faire à neuf , et non à dix , la reconnaissance dont vous parlez , et dans laquelle vous eussiez peut-être vu quelque chose. Il est tout simple qu'on vous ait rasé , sur-tout si votre barbe était longue : Dieu veuille qu'on ne vous ait pas écorché ; mais il est extraordinaire que votre valet-de-chambre ait dérogé à son usage , en commençant à papilloter votre perruque du côté gauche. Comme le Roi en a été surpris , vous voudrez bien m'en mander les raisons par un courrier exprès , afin que je puisse au plutôt en rendre compte à Sa Majesté , dont je vous ferai savoir les intentions ultérieures. — Il réplique au Ministre : Vous voudrez bien observer que je n'ai

pas dit qu'on eût mis des papillottes à ma perruque, mais seulement qu'on l'avait frisée, ce qui est très-différent; et quoiqu'on ait commencé par le côté gauche, vous pouvez tranquilliser le Roi, et l'assurer qu'il n'en résultera aucun inconvénient essentiel. — Telle est, Monsieur, ajouta le Comte de Saint-Germain, la correspondance de la plupart de nos Généraux avec la Cour. Ces épigrammes égaiant les auditeurs; mais elles humilient et ulcèrent ceux qui en sont l'objet, parce qu'elles sont presque toujours rapportées et envenimées. On ne peut douter que la causticité de M. de Saint-Germain n'ait autant contribué que ses talens à lui susciter des ennemis.

Le 23 de Juin, la bataille de Crevelt se donna: il n'y eut guère que l'extrémité de l'aile gauche, commandée par le Comte de Saint-Germain, qui combattit; et la France aurait eu à se glorifier d'une victoire, si cet Officier général avait été soutenu et renforcé à propos; mais, attaqué par des forces six à sept fois supérieures aux siennes,

il fut obligé de se retirer , après avoir fait des prodiges de valeur , ainsi que les troupes à ses ordres. On prétendit dans l'armée , que la jalousie et l'intrigue des ennemis personnels du Comte de Saint-Germain l'avaient fait battre volontairement. On prétend , qu'il doit exister parmi ses papiers un mémoire dans lequel il développe cette atrocité , et la minute d'une lettre , par laquelle il s'en plaint au Maréchal de Belle-Île , alors Secrétaire d'Etat de la Guerre , et que ce Ministre , par un engouement déplacé pour un des accusés , ne fit pas de la lettre et du mémoire l'usage que son devoir lui prescrivait ; mais nous avons de fortes raisons pour révoquer en doute ces détails , et pour assurer qu'il est plus vraisemblable que l'ignorance seule de ceux qui dirigeaient les opérations de l'armée , empêcha de faire une bonne disposition , et de secourir à propos l'aile gauche. On ne négligea rien , dans la relation qui fut envoyée à la Cour , pour pallier cette impéritie , et on n'y nomma pas seulement le Comte de Saint-Germain. Il

se plaignit de cette réticence ; et ses plaintes, quoique fondées, lui attirèrent sans doute les tracasseries dont il parle dans ses lettres à M. du Verney. Le Comte de Clermont fut rappelé , et M. le Marquis de Contades lui succéda dans le commandement ; les ennemis repassèrent le Rhin, et on l'éleva au grade de Maréchal de France.

M. le Duc de Broglie, avec l'avant-garde de l'armée du Prince de Soubise, battit, le 23 de Juillet, à Sandershausen en Hesse, le corps du Prince d'Isembourg. Comme les succès excitent toujours la jalousie et la haine, plusieurs Officiers généraux, qui servaient sous M. le Maréchal de Contades, se déchainèrent contre M. de Broglie : ils lui reprochaient de n'avoir pas attendu, pour attaquer, que l'armée qui le suivait fût à portée de le soutenir, et de s'être ainsi exposé à un échec, par ambition et desir de se faire valoir. Le Comte de Saint-Germain prit généreusement la défense de M. de Broglie, et réduisit ses censeurs au silence.

Au mois d'Octobre, M. le Maréchal

de Contades envoya à l'armée de Soubise un renfort commandé par M. de Chevert, qui aida à gagner, le 10, la bataille de Lutzelberg, après laquelle le Prince de Soubise fut nommé Maréchal de France. Le Comte de Saint-Germain était un des Lieutenans-Généraux attachés au corps qui marcha en Hesse, et qui rejoignit M. le Maréchal de Contades après la victoire de Lutzelberg.

M. le Duc de Broglie commanda sur le Mein pendant l'hiver de 1758 à 1759. Les ennemis s'étant portés sur lui, il les battit à Bergen le 13 d'Avril. Le Comte de Saint Germain, qui commandait sur le Bas-Rhin, et qui s'était mis en marche pour venir le renforcer, ne put arriver qu'après l'action; mais il rendit hautement justice à la bonne conduite de M. le Duc de Broglie. M. le Maréchal de Contades reprit le commandement de l'armée, se porta sur le Weser, et fut battu à Minden le premier d'Août. Pendant la retraite qui suivit cette malheureuse journée, le Comte de Saint-Germain commandait un corps détaché,

avec lequel il couvrit la retraite et remporta sur le Prince Héréditaire, aujourd'hui Duc de Brunswick, dans les gorges de Dransfeld, près de Munden, un avantage considérable ; puisqu'il sauva les bagages de l'armée, et facilita son arrivée à Cassel, où les ennemis voulaient la prévenir ; elle se replia ensuite entre la Lahn et le Mein. La Cour de Versailles, effrayée de cette retraite précipitée, envoya le Maréchal d'Etrées, pour aider de ses conseils M. le Maréchal de Contades. Ces deux Généraux ne purent changer la face des affaires : ils retournèrent en France à la fin d'Octobre, après avoir remis le commandement de l'armée à M. le Duc de Broglie ; il n'était encore que Lieutenant - Général, et on ne peut guère douter que le Comte de Saint-Germain ne fût jaloux de ce choix : il ne considéra pas que M. de Broglie était son ancien, qu'il avait battu les ennemis à Sandershausen en 1758, et récemment à Bergen, et que ces motifs réunis devaient lui procurer la préférence. L'humeur de M. de Saint-Germain n'était

pas encore dissipée, lorsque le nouveau Général le consulta sur les opérations qui précédèrent la retraite des ennemis: il donna son avis par écrit, et y employa des expressions sèches, et même dures. M. de Broglie se plaignit avec raison de ce procédé, que les amis même de M. de Saint-Germain désapprouvèrent. L'un d'eux lui en fit des reproches, et il répondit: *Qu'on n'aurait pas dû se formaliser contre un homme qui, dans une situation déplorable, ne tourne pas des observations sur un projet militaire en termes académiques et galans.* Cette plaisanterie ne le disculpait pas, attendu qu'une pasquinade n'est pas une raison. Son aigreur augmenta au mois de Décembre, lorsqu'il vit M. le Duc de Broglie élevé à la dignité de Maréchal de France. Il lui supposait, ainsi qu'au Comte de Broglie, de la jalousie et le dessein de lui nuire, quoiqu'il fût certain que jusqu'à cette époque, les deux frères s'étaient toujours expliqués sur son compte, de manière à prouver qu'ils avaient la plus grande estime pour sa personne et ses

talens. Le Comte de Saint-Germain, de son côté, avait toujours rendu justice à M. de Broglie, notamment après la bataille de Bergen.

Au commencement de 1760, le Comte de Saint-Germain se rendit à la Cour, et déclara formellement, qu'il ne servirait pas dans l'armée de M. le Maréchal de Broglie. Selon le plan de campagne que le Maréchal de Belle-Isle proposa au Conseil, il devait y avoir sur le Bas-Rhin un corps d'armée particulier, dont on destinait le commandement à M. le Prince de Condé. Le Ministre projetait de n'y employer aucun Lieutenant-Général plus ancien que le Comte de Saint-Germain, et d'en faire le Directeur du Prince, encore jeune ; mais il témoigna la plus grande répugnance pour cette destination, à laquelle il paraît cependant qu'il avait d'abord consenti : il finit par la taxer de périlleuse, et allégua : « Qu'à la guerre tout est affaire du moment ; qu'un Général ne peut concevoir trop promptement et exécuter avec trop de célérité ; qu'il existe une

» foule de circonstances importantes et
» décisives, où le conseil est impossible,
» et où celui qui commande doit être
» en état d'agir d'après ses propres
» lumières ; que d'ailleurs les jeunes
» Princes, entourés de flatteurs et de
» complaisans, sont toujours plus dis-
» posés à les écouter, qu'un ancien
» Militaire dépourvu de l'art des cour-
» tisans, et de cette souplesse qui les
» caractérise ; qu'un tel homme ne
» pouvait que déplaire et inspirer de
» l'éloignement pour ses avis ; qu'il en
» résulterait que d'autres conseils pré-
» vaudraient sur les siens ; que s'il sur-
» venait un revers, la faute lui serait
» imputée, et que le mérite des succès
» serait attribué aux favoris ; enfin, que
» comme il n'entrevoyait dans cette
» commission que les moyens de com-
» promettre sa fortune militaire et sa
» réputation, il ne pouvait l'accepter ».
Le Maréchal de Belle-Ile ne négligea
rien pour rassurer M. de Saint-Germain.
Il lui dit : « Que le caractère de M. le
» Prince de Condé était connu ; qu'il
» aimait la gloire et ambitionnait de

» s'instruire , en même-temps qu'il an-
» nonçait de la capacité ; qu'il n'avait
» aucun favori de l'espèce de ceux dont
» il venait de lui parler ; qu'il devait
» donc être certain qu'il jouirait de
» toute sa confiance , et que le service
» le plus important et le plus méritoire
» qu'il pût rendre à sa patrie , était de
» contribuer au développement des ta-
» lens de M. le Prince de Condé ».
Pour donner plus de force à ces raisons ,
le Ministre promit au Comte de Saint-
Germain , qu'il serait élevé à la dignité
de Maréchal de France au premier
succès. Il avait des préventions contre
les promesses ministérielles : celle-ci ne
produisit aucun effet , et il persista dans
son refus. Le Maréchal de Belle-Ile eut
alors recours au Roi , dans l'espérance
que M. de Saint-Germain ne résisterait
pas à son Souverain. Louis XV le mande
dans son cabinet , lui prodigue ces pro-
posmielleux dont les Grands abondent ,
quand ils veulent amener à leur but un
homme qui peut leur être utile. Le
Comte de Saint-Germain lui répète ce
qu'il a dit au Maréchal. Le Monarque

insiste , et on lui réplique froidement :
Sire , je ne sais que deux choses à la guerre , commander ou obéir ; s'il s'agit de conseiller , je n'y entends rien.
Louis XV , piqué de cette réponse , tourne le dos à M. de Saint-Germain , et le prend dans une sorte d'aversion.

Cependant , comme il importait au succès de la campagne d'avoir à la tête du corps du Bas-Rhin un Général digne de confiance , on se décida , malgré la répugnance du Roi , à en donner le commandement en chef au Comte de Saint-Germain. Il ne l'accepta qu'à condition , que ce corps serait constitué comme une armée ; qu'il aurait son Etat - Major distinct , et qu'il concerterait seulement avec M. le Maréchal de Broglie l'exécution des projets militaires. La nécessité fit souscrire le Maréchal de Belle-Ile à ces demandes ; d'un autre côté , il éprouvait quelque satisfaction à donner du dégoût à M. de Broglie , qu'il n'aimait pas.

Le Comte de Saint - Germain partit pour l'armée , et prit sa route par Francfort , où il vit M. le Maréchal de

Broglie, dont il témoigna être satisfait, ainsi que de son frère : il se rendit ensuite sur le Bas Rhin. Mais à peine la campagne fut-elle ouverte, qu'il s'éleva une discussion entre les deux Généraux. M. de Saint-Germain était d'avis de ne pas abandonner le Bas-Rhin ; M. le Maréchal de Broglie pensait au contraire, qu'il fallait réunir toutes les forces dans le même point, pour rejeter, par un effort puissant, l'armée ennemie dans l'Electorat de Hanover. Cette opinion prévalut, et le Comte de Saint-Germain fut obligé de céder. Des gens mal intentionnés, qui voulaient vraisemblablement perdre les deux Généraux l'un par l'autre, et procurer leur dépouille à un troisième (objet qui fut rempli à la fin de la campagne de 1761), ne négligèrent rien pour augmenter l'humeur de M. de Saint-Germain. Son caractère irascible, et qui le portait à voir tout en noir, lui fit recevoir avidement des impressions fâcheuses contre M. le Maréchal de Broglie, qu'il considéra comme son plus cruel ennemi. Il crut entrevoir,

dans les lettres les plus simples et les plus honnêtes, des expressions dures et méprisantes : il répondit avec une aigreur qu'on peut appeller insolente. Quoique M. le Maréchal dut être blessé de ce procédé, il paraît qu'il ne répliqua qu'avec douceur et modération ; mais il jugea convenable d'adresser toute cette correspondance au Ministre, qui ne put que blâmer M. de Saint-Germain. En même-temps celui-ci demandait son rappel. Cependant, conformément aux ordres qui lui avaient été envoyés, il joignit assez tôt, avec une partie de son corps, la grande armée, pour se trouver au combat de Corbach, qui se donna le 10 de Juillet, et pour partager la gloire du succès. Les conseils modérés, que différentes personnes lui proposèrent, et qui, dans une autre conjoncture, eussent fait impression sur lui, furent inutiles dans cette circonstance, parce que plusieurs Officiers généraux, ennemis personnels de M. le Maréchal et du Comte de Broglie, ne cessaient de le confirmer dans ses préventions. Il persista donc à voir dans les deux frères

l'intention de le tromper et de le perdre. Il vivait fort retiré dans son camp de Canstein, au-delà de Corbach, lorsqu'on lui apporta une mauvaise relation du combat, rédigée le jour ou le lendemain de l'action, par M. de Cornillon, Major-Général de l'armée, qui avait à Paris des amis avides de nouvelles. M. de Saint-Germain, blessé de ce qu'on ne lui rendait pas justice dans cette relation, se persuade, que M. le Maréchal de Broglie l'a dictée : en vain ce Général la désavoue, et réprimande même M. de Cornillon ; il ne peut éviter avec le Comte de Saint-Germain une scène assez vive, après laquelle ce dernier part brusquement, le 20 de Juillet, pour Aix-la-Chapelle, et mande à la Cour et à ses amis, qu'on l'a chassé de l'armée. Le commandement de son corps fut donné au Chevalier du Muy, depuis Ministre d'Etat et Maréchal de France, à qui il succéda lui-même, dans la suite, au département de la Guerre.

La plupart des Officiers généraux et particuliers, ainsi que les troupes qui aimaient jusqu'à l'idolatrie le Comte de

Saint-Germain (aussi doux et aussi bien-faisant avec ses subordonnés, qu'incompatible avec ses supérieurs), éclatèrent en regrets et en plaintes, parce qu'ils ignoraient les détails que nous venons de rapporter. Nous avons eu sous les yeux toutes les pièces relatives à cette discussion; nous l'avons exposé avec impartialité; et quoique nous soyons étranger, et même inconnu à M. le Maréchal de Broglie, l'amour de la vérité ne nous permet pas de dissimuler, que le Comte de Saint-Germain nous témoigna quelque confiance pendant son ministère, et qu'ayant eu occasion de lui parler de cette affaire, il répondit : *Des intrigans m'ont entraîné trop loin.* Il est vraisemblable que M. le Maréchal de Broglie ne regretta pas d'être débarrassé d'un second aussi incommode; mais nous croyons qu'il tenta de bonne foi de prévenir la scission.

La retraite de M. de Saint-Germain à Aix-la-Chapelle, produisit à la Cour et à Paris une sensation aussi vive qu'à l'armée. Il paraît que le Maréchal de

Belle-Ile, ennemi personnel de M. le Maréchal de Broglie, résolut d'abord de soutenir son adversaire, qui sollicitait vivement d'être jugé par un Conseil de Guerre. Le Ministre lui répondit, que la contestation ne pouvait donner lieu à un procès, parce qu'il n'existait point de loix sur les affaires de procédés; qu'il ne devait avoir aucune inquiétude; qu'il était suffisamment justifié par le suffrage du Roi, du Ministère et de l'armée; que seulement quelques-unes de ses lettres à M. le Maréchal de Broglie ne pouvaient être approuvées; qu'à la fin de la campagne il était le maître de revenir à Paris en même-temps que les autres Officiers généraux, et que le Roi se trouverait vraisemblablement en situation de lui donner des marques de la satisfaction qu'il avait de ses services, et du cas qu'il faisait de ses talens. M. de Crémille, Sous-Ministre de la Guerre, et M. du Verney, amis particuliers du Comte de Saint-Germain, lui mandaient à-peu-près les mêmes choses, mais plus en détail. Il insista toujours pour comparaître devant

devant un Conseil de Guerre , et le Maréchal de Belle-Ile persista à lui refuser cette satisfaction. D'un autre côté , le Ministre paraissait disposé à le bien traiter , et il fut même question de lui donner le cordon bleu. Enfin M. de Crémille fut envoyé , en Septembre , à Aix-la-Chapelle , pour le faire consentir à ce qu'on exigeait de lui , et qu'on n'avait pas jugé prudent de lui mander. Il paraît que M. de Crémille fut satisfait du succès de son voyage ; mais , peu après son retour , les dispositions du Maréchal de Belle-Ile , à l'égard de M. de Saint-Germain , changèrent tout-à-coup. Les motifs de cette variation ne se trouvent pas dans les pièces qu'on a eues sous les yeux ; mais ils sont faciles à pénétrer.

On a dit précédemment , qu'on avait des raisons pour croire , que ceux qui semèrent la désunion entre M. le Maréchal de Broglie et le Comte de Saint-Germain , voulaient les perdre l'un par l'autre. Le premier déplaisait à la Marquise de Pompadour , maîtresse de Louis XV , à cause de ses liaisons avec

le Dauphin et les amis de ce Prince , et peut-être par d'autres raisons que l'on ignore : elle voulait lui substituer , dans le commandement des armées , quelqu'un qui lui fût entièrement dévoué , et elle y réussit totalement à la fin de 1761 , après avoir fait exiler M. le Maréchal de Broglie et le Comte son frère. On croit qu'elle avait déjà conçu le projet de les éloigner à l'époque où le Comte de Saint - Germain était à Aix-la-Chapelle. S'il fût resté au service , comme la voix publique et celle de l'armée lui étaient plus favorables qu'au Maréchal Prince de Soubise , il devenait le successeur naturel de M. le Maréchal de Broglie. Cet arrangement ne convenant pas à la Marquise , elle obligea sans doute le Maréchal de Bellelle de se refuser à l'exécution des promesses , que M. de Crémille était allé faire à M. de Saint-Germain. On écrivit en même - temps à celui - ci des lettres anonymes , contenant , pour sa personne , des témoignages d'intérêt en vertu desquels on croyait devoir l'avertir , que le Ministère le trompait ,

et voulait le ramener en France pour le faire arrêter avec éclat. Le Maréchal de Belle-Ile différant à remplir ses promesses, les écrits ténébreux dont on vient de parler produisirent la plus forte impression sur le Comte de Saint-Germain, et lui inspirèrent la crainte de n'être pas en sûreté à Aix-la-Chapelle, d'où il partit précipitamment, en Décembre, pour se sauver en Hollande. Il commença seulement à cette époque à négocier sérieusement son admission au service de Frédéric V, Roi de Danemarck, qui le faisait solliciter depuis long-temps d'y entrer.

Le Comte de Saint-Germain avait renvoyé son cordon rouge à M. de Crémille, en le priant de le remettre au Maréchal de Belle-Ile, si, comme on le lui avait écrit, on était dans l'intention de le lui redemander, et dans ce cas, d'observer, à l'égard du Roi, toutes les formes de respect convenables. Les uns croient que M. de Crémille, refroidi et fatigué par les démarches multipliées que l'affaire de M. de Saint-Germain exigeait, remit

simplement le cordon au Ministre, qui s'écria : *Que rien n'était plus indécent, que de voir un Officier général renvoyer une décoration aussi honorable que les marques de Commandeur de l'Ordre de Saint Louis, de la même manière qu'un laquais rend son habit de livrée en quittant son maître*, et que cette démarche décida irrévocablement du sort du Comte de Saint-Germain. D'autres, qui paraissent mieux instruits, prétendent, que l'amitié de M. de Crémille pour lui ne varia pas, mais que le Maréchal de Belle-Ile adopta cette tournure, propre à le justifier du reproche de manquer de parole à M. de Saint-Germain. Le fragment d'une lettre de M. du Verney (1), qui était à portée d'être bien instruit, impute positivement au Ministre le blâme d'avoir fait perdre à la France le Comte de Saint-Germain. Quoi qu'il en soit, le Maréchal de Belle-Ile mourut le 26 de Janvier 1761, et le Duc de Choi-

(1) A M. de Chavigni : elle se trouve page 250 du tome 2 de cette collection.

seul , son successeur , eut la même conduite à l'égard de cet Officier général , qui préféra le service de Danemarck à celui de toute autre Puissance , parce qu'il le mettait à l'abri de porter les armes contre sa patrie. Il se rendit , en Février , à Hambourg , d'où il écrivit au Duc de Choiseul , pour le prier de lui obtenir du Roi la permission d'accepter les offres de la Cour de Copenhague : il paraît que le Ministère Français s'y refusa d'abord , et qu'il tenta même d'engager le Roi de Danemarck à se désister du projet de s'attacher le Comte de Saint-Germain ; mais que Frédéric V insista , et obtint enfin l'agrément de Louis XV. M. de Saint-Germain se rendit alors à Copenhague , et fut nommé Ministre de la guerre et Feld-Maréchal , dignité qui correspond à celle de Maréchal de France.

On a passé rapidement jusqu'ici sur les événemens de la vie du Comte de Saint-Germain , parce que , dans sa jeunesse , ils n'étaient pas de nature à exciter un bien vif intérêt , ou parce

que , depuis son admission au service de France , ils se trouvent suffisamment détaillés dans sa correspondance avec M. du Verney , et dans les pièces qu'on y a jointes ; mais on s'étendra davantage sur sa carrière ministérielle en Danemarck , sur les malheurs qu'il éprouva et sur son retour en France.

Quelques mois après l'arrivée du Comte de Saint - Germain à Copenhague , Elisabeth , Impératrice de Russie , mourut le 5 de Janvier 1762. Pierre III , Duc de Holstein , qui lui succéda , établit des prétentions sur quelques parties des Etats de sa Maison , dont les Danois étaient en possession. Les deux Cours négociaient en même-temps qu'elles se préparaient à décider la querelle par les armes. Déjà les Russes , qui avaient fait la paix avec le Roi de Prusse , étaient en marche. Le Roi de Danemarck rassembla une armée aux ordres du Comte de Saint-Germain , pour s'opposer à leurs entreprises. La cavalerie Danoise , belle , mais nullement exercée , une infanterie qui ne pouvait être consi-

dérée que comme des milices, une artillerie peu nombreuse et en pitoyable état, une trop petite quantité de munitions de guerre, des magasins mal pourvus et une grande disette d'argent ne permettaient pas de concevoir des espérances favorables sur le succès de cette guerre. Rien n'était plus inquiétant que de voir une poignée de Soldats mal armés, encore plus mal disciplinés, commandés par des Officiers sans expérience, toucher au moment de lutter contre les Russes, qui avaient vaincu plusieurs fois les Prussiens, et qui étaient animés par leurs succès. C'était cependant avec une pareille armée, que le Comte de Saint-Germain se trouvait réduit à soutenir sa réputation et à manifester ses talens pour le généralat. Sa situation l'inquiétait vivement ; cependant il suppléa de son mieux à ce qui lui manquait. Il rançonna la ville de Hambourg, pour remplir la caisse militaire. Les Ministres Danois crurent excuser cet étrange procédé, en alléguant la nécessité, qui n'a point de loix. Le Comte de Saint-Germain s'approcha

ensuite de Lubeck, dont il projetait de s'emparer aussi-tôt que la guerre serait déclarée; et pour en éloigner le théâtre des frontières de Danemarck, il s'avança dans le Duché de Mecklenbourg, et campa dans un poste avantageux, environné de marais et d'étangs, où il aurait vraisemblablement pu arrêter les Russes pendant quelque temps, et leur disputer l'entrée du Holstein. La fortune vint au secours du Roi de Danemarck. Pierre III fut détrôné le 9 de Juillet 1762, et mourut le 17, comme tout le monde sait, d'une *colique hémorrhoidale*. La Princesse d'Anhalt-Zerbst, sa femme, qui lui succéda sous le nom de Catherine II, fit promptement la paix avec Frédéric V. Le Comte de Saint-Germain sépara son armée, renvoya les troupes dans leurs garnisons, et retourna à Copenhague, où le Roi lui donna, le premier d'Avril 1763, l'Ordre de l'Éléphant, qui est le cordon bleu de Danemarck. Il représenta au Monarque, qu'un Souverain sans armée n'a ni pouvoir, ni considération; que tôt ou tard il devient la proie de ses voisins,

dont il est méprisé et forcé de recevoir la loi. Le Comte de Saint-Germain décida facilement le Roi de Danemarck à adopter, pour son armée, des plans de réforme, qu'il dressa sans une connaissance suffisante du pays, dont il ignorait même la langue.

Il entreprit sans délai de changer totalement la constitution du Militaire Danois. Comme il ne le connaissait pas assez à fond, sa marche fut incertaine, et toutes ses opérations ministérielles décousues et sans liaisons. L'autorité sans bornes dont il jouissait le préserva d'abord des contradictions. Quand on lui faisait des objections, il répondait avec fierté : *Qu'il ne reconnaissait que le Roi de Prusse pour Juge compétent de ses projets.* Les Ministres, les Courtisans et les Militaires osèrent cependant les juger, mais en secret. Intimidés par le crédit de leur auteur, ils feignaient en public d'approuver ses idées, tandis que sous main ils en entravaient l'exécution. Le Comte de Saint-Germain ne considéra pas, que des établissemens dont la perfection demande une longue

suite d'années, réussissent rarement ; qu'il était plus sage de redresser les principaux inconvéniens du Militaire Danois , et de le rapprocher autant qu'il serait possible , sans commotion , du degré de perfection auquel il pouvait atteindre , soit en conservant ce qui pouvait subsister , soit en reconstruisant en détail , d'après un plan régulier et bien réfléchi , que de détruire légèrement. Il ruina donc la cavalerie Danoise , non en la diminuant , car elle était trop nombreuse proportionnellement au besoin et à l'infanterie , mais en lui donnant une mauvaise constitution. Cette cavalerie , de l'aveu de plusieurs connaisseurs , serait devenue , avec peu de changemens , une des meilleures de l'Europe. Le Comte de Saint-Germain gâta de même l'infanterie : en général il voulait tout asservir à ses idées , sans distinction de lieu et de circonstances. Quant aux fortifications , il en fit raser quelques-unes , et en laissa tomber d'autres en ruines. Il ne fit pas attention qu'une bicoque , dans des îles où il faut que l'ennemi débarque des troupes , de

l'artillerie, des munitions, enfin apporte tous ses moyens avec lui, produit souvent le même effet que la place la mieux fortifiée en terre ferme. M. de Saint-Germain avait assuré au Roi de Danemarck qu'il aurait une armée et des places : il ne tint aucune de ces promesses. Le Monarque voyant son Militaire bouleversé, sous prétexte d'améliorations qui lui parurent alors illusoires, commença à s'inquiéter ; l'impatience suivit, et le crédit du Ministre baissa visiblement. Il avait mal choisi ses amis, en prenant pour tels de vils flatteurs, qui l'abandonnèrent aussi-tôt qu'il eut satisfait leurs prétentions, ou qu'ils le virent en discrédit.

La mort de Frédéric V, arrivée le 13 de Janvier 1766, plaça sur le trône Christian VII, son fils. La considération et le pouvoir du Comte de Saint-Germain diminuèrent de nouveau au point de lui rendre son existence insupportable. Il demanda sa retraite en 1768, et obtint une pension viagère de 7000 écus, avec la permission de se retirer où bon lui semblerait, et même d'entrer au service

d'une autre Puissance ; mais il s'obligea de revenir en Danemarck s'il était mandé. Il alla s'établir près de Worms. Le jeune Roi était sans expérience, d'un esprit et d'une constitution trop faibles pour gouverner ; ainsi ce n'était qu'un vain fantôme propre à voiler l'autorité de quiconque parviendrait à l'usurper. La Cour de Danemarck fut bientôt agitée par une foule d'intrigues. Christian, qui ne pouvait s'en appercevoir, partit de Copenhague pour voyager, et pendant son absence, les diverses cabales, qui tendaient toutes au même but, se bornèrent à s'observer. Deux femmes se disputaient l'autorité souveraine. La Reine douairière, Julie-Marie de Brunswick - Wolfembuttel, belle-mère du nouveau Roi, et la Reine régnante, Caroline-Mathilde, sœur de Georges III, Roi d'Angleterre, eurent chacune leur parti. Toutes deux montraient des qualités ; mais Julie - Marie avait plus d'adresse que Caroline-Mathilde, qui paraît avoir manqué de prudence. Les courtisans, si attentifs à étudier la conduite et les penchans de

leurs Souverains , afin d'en profiter , jugèrent bientôt laquelle des deux Reines l'emporterait sur sa rivale , et le plus grand nombre se rangea dans le parti de Julie - Marie , peu de temps après le retour de Christian en Danemarck. On prétend que ce Roi avait rapporté de ses voyages en Angleterre et en France une maladie dont il n'avait pris aucun soin , qu'il la transmit à la jeune Reine , qu'un Médecin nommé Struensée , qui avait acquis du crédit sur l'esprit du Monarque pendant ses voyages , la guérit , et qu'elle finit par lui accorder , soit le jour , soit la nuit , un accès assez libre près de sa personne pour faire suspecter sa vertu. Quoi qu'il en soit , le Médecin finit par supplanter les favoris du Roi , et on assure que , pour l'empêcher de s'appercevoir de ses liaisons avec la Reine , il lui fit prendre de si grandes doses d'opium , que son physique , naturellement délicat , en souffrit , que sa raison s'aliéna , et qu'il eut des absences si longues et si fortes , que la Reine et le Médecin s'emparèrent totalement des rênes du

gouvernement. Struensée avait réellement de la capacité. Devenu rapidement Comte et premier Ministre, il paraît, qu'ainsi que tous les nouveaux parvenus, il manifesta trop de hauteur, et se fit beaucoup d'ennemis, sur-tout parmi les Militaires.

Struensée fit rappeler le Comte de Saint-Germain en 1771. On crut d'abord qu'il voulait l'opposer au Comte de Rantzau, qui avait acquis, au gré du Ministre, trop d'autorité dans le Conseil de guerre; mais comme M. de Saint-Germain n'y reprit pas séance, on jugea alors que Struensée n'avait agi que par des vues d'économie, et qu'il s'était flatté que ce Général sacrifierait peut-être une partie de sa pension, pour se dispenser de revenir en Danemarck. Il trompa l'attente de Struensée, et se rendit à Copenhague. On le reçut à la Cour avec beaucoup d'égards; mais on ne lui rendit pas le département de la Guerre. Se trouvant sans emploi, sa seule ressource fut de s'efforcer de gagner l'amitié du Ministre, et on lui reprocha d'être presque le seul Chevalier

de l'Eléphant (Ordre fort considéré en Danemarck), qui fit une cour assidue à Struensée, qui jouissait d'un pouvoir absolu. Les Grands s'en indignèrent; et jugeant que le projet du Ministre était de faire déclarer le Roi incapable de régner, la Reine Régente, et de continuer à gouverner sous son nom, ils se joignirent presque tous à Julie-Marie, et conspirèrent la perte de Caroline-Mathilde et de ses partisans.

La nuit du 17 de Janvier 1772, Julie-Marie, suivie de plusieurs conjurés, se rend secrettement dans la chambre du Roi, à qui on fait signer de force l'ordre d'arrêter Caroline-Mathilde, Struensée, le Comte de Brandt, Grand-Maître de la Garderobe, et leurs principaux amis. La Reine fut enfermée le lendemain 18 dans la forteresse de Cronembourg, et on instruisit le procès des prisonniers. On imputait à Brandt d'avoir manqué de respect au Roi au point de le mordre. Il fut jugé le 25 d'Avril, ainsi que Struensée, et tous deux expirèrent sur un échafaud le 29. Le dernier, flatté de l'espérance d'ob-

tenir son pardon , eut la faiblesse d'avouer l'intimité de son commerce avec Caroline-Mathilde. Plusieurs des Juges proposèrent de déclarer illégitime la Princesse Louise-Auguste (1), sous prétexte qu'elle était la fille, non du Roi, mais du Ministre , qui , se souvenant de son premier métier , avait accouché lui-même la Reine en présence de son Médecin ordinaire. Des raisons politiques empêchèrent cet avis d'être suivi; mais on prononça contre Caroline-Mathilde une Sentence de répudiation , en vertu de laquelle on la fit embarquer le 30 , sur des vaisseaux Anglais qui la transportèrent à Stade. Le Roi d'Angleterre, son frère, lui avait permis de fixer son séjour dans l'Electorat de Hanover , et elle mourut à Zell le 23 de Mai 1775 , âgée de vingt-quatre ans. C'est ainsi que Julie-Marie parvint à la souveraine autorité en Danemarck, qu'elle gouverna de concert avec le Prince Frédéric, son fils, frère puîné du Roi, jusqu'au moment où une nouvelle

(1) Née le 7 de Juillet 1771. révolution

révolution remit la Régence entre les mains d'un autre Frédéric , Prince Royal, et fils de Christian VII et de Caroline-Mathilde.

Soit que le Comte de Saint-Germain fût persuadé de l'innocence des accusés, que son cœur s'ouvrit à la pitié, ou qu'il trouvât des inconvéniens à traiter aussi rigoureusement une Souveraine, il prit ouvertement la défense de Caroline-Mathilde et de Struensée pendant la durée de leur procès; mais lorsqu'il vit la faction de la Reine douairière devenue dominante par leur condamnation, il craignit qu'on ne le voulût perdre, pour le punir d'avoir manifesté une opinion opposée aux vues de cette Princesse, et il jugea prudent de demander sa retraite, qu'on lui accorda sans difficulté (1). La pension ou traitement

(1) On nous a assuré que le Comte de Saint-Germain avait quitté entièrement le service de Danemarck avant la révolution de 1772. Quoique la personne de qui nous tenons ce fait soit digne de foi, elle n'a pu cependant alléguer de preuves assez fortes pour détruire celles d'après

stipulé par sa capitulation , lorsqu'il entra au service de Danemarck , fut converti en une somme d'argent qui lui fut payée comptant : il y joignit ses économies , et se trouva propriétaire de plus de cent mille écus , avec lesquels il se retira à Hambourg , en attendant qu'il eût obtenu la permission dont il avait besoin pour rentrer en France , où il voulait se fixer. Incertain de l'emploi qu'il ferait de son argent , il le remit à un Banquier Hambourgeois , qui s'engagea à lui en payer l'intérêt et à le rembourser à sa première demande. Il acheta en Haute-Alsace , à Luterbach , près de Munster , une assez jolie maison , qui appartenait à MM. du Bois , dont l'un fut depuis Commandant du Guet de Paris , et avec lesquels il avait d'anciennes liaisons.

Le Comte de Saint-Germain vécut quelque temps dans sa solitude en Phi-

lesquelles nous avons avancé ce qu'on vient de lire. Nous le laissons donc subsister , en y ajoutant cette note , qui servira de correctif , si nous avons été mal instruits.

losophe , et dans une honnête aisance , sans ambition , et se flattant de terminer paisiblement sa carrière. Ses principales occupations consistaient à cultiver lui-même son jardin , à herboriser , à recueillir des simples , et à soulager les pauvres et les malheureux de son voisinage : il leur faisait du bien de la manière la plus noble et la plus désintéressée , en achetant des denrées de peu de valeur , qu'il leur payait largement. Tout-à-coup il apprit la banqueroute de son Banquier de Hambourg , qui le réduisait absolument à l'aumône. Il bâtit alors , fit cesser les travaux et congédia ses domestiques. La lettre suivante , qu'il écrivit à l'Abbé du Bois , Aumônier du Cardinal de Rohan , fait connaître la déplorable situation dans laquelle il se trouva réduit.

A Cernai , le 24 Décembre 1774.

« J'ai l'honneur de vous écrire sur de
» mauvais papier , parce que la pau-
» vreté m'accable , et qu'il ne me reste

» pas de quoi en avoir de meilleur. J'ai
» essuyé une banqueroute de plus de
» cent mille écus, et je me vois, dans
» toute l'étendue du terme, le plus
» pauvre des hermites.

» M. de Blosset, Ministre du Roi à
» Copenhague, m'a jetté dans cet abîme.
» J'ai malheureusement pris confiance
» dans un homme qu'il m'avait très-
» singulièrement recommandé, et au
» frère duquel j'avais fait la fortune.
» Enfin la providence l'a voulu ; ses
» jugemens sont justes, et je mets toute
» ma confiance en elle.

» J'ai commencé par acquitter tout
» ce que je dois : tout sera payé dans
» le courant de Janvier ou au commen-
» cement de Février ; ensuite j'ai payé
» et renvoyé mes domestiques. Mais
» alors quel spectacle douloureux et
» attendrissant ! Tous voulaient rester
» à mon service pour rien : c'a été là
» mon plus grand déchirement de cœur.
» Heureusement ma pauvre femme sup-
» porte ce désastre avec une patience
» et une résignation héroïques. Eh !

» qu'elle est respectable à mes yeux et
 » devant Dieu ! Le digne Major (1)
 » me propose de prier M. le Cardinal
 » de Bernis d'écrire au Cardinal de
 » Rohan (2). Vous connaissez les
 » Grands et les gens en place. Je réflé-
 » chirai sur tout cela quand ma tête
 » sera un peu tranquille. Vous voyez
 » que j'avais bien des raisons de ne pas
 » aller à Saverne (3). Mon malheur
 » s'annonçait depuis l'été : il doit m'ex-
 » cuser auprès du Cardinal. Je lui écris
 » une lettre de nouvelle année, et j'y
 » touche légèrement cet article ; mais
 » faites-le valoir convenablement.
 » Mille complimens à votre frère (4) :
 » je lui écrirai dès que je pourrai. Je
 » vous souhaite à l'un et à l'autre mille

(1) M. du Bois, frère de l'Abbé, et Major de la ville de Colmar : il avait été Aide-de-Camp du Comte de Saint-Germain.

(2) Le Prince Constantin, Evêque de Strasbourg.

(3) Maison de plaisance des Evêques de Strasbourg.

(4) Depuis Commandant du Guet de Paris ; et fort attaché au Comte de Saint-Germain.

» bonheurs et ce que vous pouvez désirer.

» Qu'est-ce que la vie de l'homme sur cette malheureuse terre ? Peines et malheurs. La religion seule et la vertu peuvent y adoucir un peu nos maux. Vous connaissez la sincérité de tous les sentimens tendres et distingués que je vous ai voués pour la vie ».

« P. S. Pourriez-vous procurer une bonne condition à la Femme-de-chambre de ma femme ? Elle a avec elle un petit garçon de sept à huit ans qu'il faudrait aussi nourrir. C'est une très-digne femme. Je lui donnais par année 220 livres , et je nourrissais et logeais son enfant. Si vous pouvez l'aider , vous ferez une grande charité , et vous m'obligerez infiniment ».

C'est dans cette circonstance qu'on ne peut refuser au Comte de Saint-Germain une admiration complete. Tous ceux qui ont été à portée de le voir à cette époque conviennent , qu'il soutint

son malheur avec un courage stoïque , et que son affliction était d'autant plus touchante , qu'elle portait presque uniquement sur le regret qu'il éprouvait de se séparer d'anciens domestiques , qu'il ne pouvait récompenser , quoiqu'ils l'eussent fidèlement servi. A peine la détresse de M. de Saint-Germain eut-elle éclaté , que les Colonels des régimens Allemands , excités par le Baron de Wimpfen (1) , l'un d'eux , et qui tous le connaissaient et l'aimaient , s'assemblèrent , et prirent la résolution de se cotiser , ainsi que les Officiers de leurs corps , pour lui faire une pension de seize mille francs , dont huit mille réversibles à sa femme. Cette démarche généreuse , qui rappella le Comte de Saint-Germain au souvenir de la Nation , fut applaudie par le Public et blâmée par le Ministère ; mais les défenses mêmes du Comte du Muy , Secrétaire d'Etat de la Guerre , ne

(1) Maréchal-de-Camp en 1770 , Commandeur de l'Ordre de Saint-Louis en 1777 , et tué raide , par le Médecin Bouvard , en 1781.

purent en arrêter l'effet : les Colonels convinrent entre eux de s'exposer à tous les dangers de la désobéissance , plutôt que de renoncer à leur projet. Déjà ils avaient écrit au Comte de Saint-Germain pour l'informer de leur résolution , quand une clameur générale obligea le Comte du Muy à proposer au Roi , d'accorder à cet ancien et malheureux Militaire une pension de dix mille livres : elle fut affectée sur le Trésor royal ; et comme à cette époque les paiemens y étaient incertains et souvent retardés , le Commis des Finances de la Guerre (1) le fit observer au Ministre , qui répondit séchement : *Ce fonds est encore trop bon pour un déserteur* ; propos dur , mais qui était plutôt l'effet du rigorisme naturel au Comte du Muy , que d'aucune haine particulière pour le Comte de Saint-Germain , dans lequel il ne voyait qu'un Officier général qui avait quitté par humeur l'armée dans une conjonc-

(1) Le Sieur Claverie de Bannière.

ture délicate , et renoncé peut-être trop légèrement au service de sa patrie.

M. de Saint-Germain trouvant dans les bienfaits du Roi ce qui était nécessaire à ses besoins , refusa , avec les expressions de la plus vive reconnaissance , le secours des régimens Allemands. D'un autre côté , le Baron de Wurmser , Lieutenant - Général des Armées du Roi , et Grand-Croix de l'Ordre du Mérite Militaire , qui n'avait pas approuvé l'expédient adopté par les autres Colonels Allemands , auxquels il représenta , que la cotisation devait être volontaire , et qu'il était injuste d'y faire concourir des Officiers pauvres , ou qui ne connaissaient pas M. de Saint-Germain , vint à son secours d'une manière plus noble et plus généreuse que ses collègues. Il déposa , chez les Sieurs Kornmann , Banquiers à Strasbourg , deux mille écus à la disposition du Comte de Saint-Germain , et l'en prévint par une lettre anonyme , qui lui annonçait en même-temps , qu'il trouverait chaque année , chez ces Banquiers , la même somme , jusqu'à ce que

le rétablissement de ses affaires lui permit de s'en passer. M. de Saint-Germain reçut cet argent une seule fois, sans savoir à qui il en avait l'obligation; et quoiqu'il l'ait remboursé depuis, on croit qu'il a toujours ignoré à qui il était redevable de ce bienfait, du moins il n'en a parlé à personne, et M. de Wurmser a été aussi fidèle à garder ce secret, qu'on n'a découvert que par un hasard singulier. Ce procédé est d'autant plus beau, que loin d'être alors dans aucune liaison avec le Comte de Saint-Germain, il existait entre eux une ancienne brouillerie, qui se dissipa dans la suite. Ces nuages s'étaient élevés en 1760, lors de l'incorporation de plusieurs régimens Allemands, du nombre desquels était celui de M. de Saint-Germain. Il sut mauvais gré de cet arrangement au Baron de Wurmser, qui en était l'auteur, mais qui n'avait consulté que le bien du service. Quelqu'un louant cet Officier général sur la noblesse de sa conduite, d'autant plus généreuse, que l'injustice du Comte de Saint-Germain à son égard était plus

manifeste, il répondit : *On ne doit jamais être brouillé avec les malheureux ;* paroles qui font trop d'honneur à l'ame du Baron de Wurmser, pour être passées sous silence, sa modestie dût-elle en être blessée.

La pension que venait d'obtenir le Comte de Saint-Germain lui suffisait. Parvenu à l'âge de soixante-huit ans, il ne subsistait plus dans son ame d'autre desir que celui du repos. *J'avais*, dit-il dans ses Mémoires (publiés après sa mort avec et sans commentaires (1)), *éprouvé à un tel point l'une et l'autre fortune, que tout sentiment d'ambition était éteint en moi.* Peu d'hommes ont effectivement éprouvé au même degré que M. de Saint-Germain les différentes destinées humaines. Dans l'aurore de sa vie, la fortune seconda ses vœux et

(1) Il a paru trois éditions de ces Mémoires, l'une in-8°, à Amsterdam en 1779, la seconde in-8°, grand format, avec des commentaires, à Londres en 1780, et la troisième en 1781, aussi à Londres, avec des commentaires, et en deux volumes in-12.

son ambition, en l'élevant rapidement aux premiers emplois militaires : dans un âge avancé, elle le précipita dans la misère ; mais la nature même de ses malheurs, et la manière dont il supporta l'adversité le firent regarder comme un sage, et le rendirent respectable aux yeux de beaucoup de gens, qui, sans le connaître, devinrent ses partisans zélés. Lié de rechef à sa patrie par un bienfait inattendu de Louis XVI, il voulut lui donner une preuve de sa reconnaissance, en consignant dans des Mémoires sur les moyens de rectifier et de perfectionner le Militaire Français (1), le fruit de ses talens et de son expérience : il les adressa au Comte de Maurepas, principal Ministre, et au Maréchal du Muy ; mais il ne paraît pas qu'ils eussent fait dans le temps la moindre attention à ces écrits ; on ignore même si le Maréchal du Muy les lut, et on est assuré que le Comte de Maurepas les négligea totalement.

(1) Il fonda depuis ces Mémoires dans ceux dont on a parlé plus haut.

Le Maréchal du Muy, attaqué de la pierre, se fit tailler, et mourut des suites de cette opération. C'était un homme austère, de la plus rare probité, mais brusque, et même violent : il est vrai que ses emportemens, occasionnés quelquefois par les douleurs aiguës qu'il souffrait, duraient peu. Quoiqu'il n'eût pas une grande étendue d'esprit, son application au travail, son amour pour l'ordre et la justice, et une fermeté de caractère également propre à maintenir la discipline parmi les troupes, et à résister à l'intrigue et à la protection, rendent son administration mémorable, et doivent faire ranger sa perte au nombre des calamités publiques. Nommé Secrétaire d'Etat de la Guerre en Juin 1774, Ministre d'Etat le 4 de Juillet suivant, et Maréchal de France le 24 de Mars 1775, il mourut le 10 d'Octobre de la même année. Il lui fallait un successeur, et un grand nombre d'Officiers généraux aspiraient à le remplacer; mais aucun ne parut d'abord au principal Ministre susceptible de remplir ses vues. Enfin M. Turgot, Contrôleur-

Général des Finances , lui parla du Comte de Saint - Germain , dont il se rappella alors les Mémoires : il les lut , et jugea qu'on ne pouvait proposer au Roi personne qui fût digne du ministère de la Guerre , que M. de Saint-Germain , qui n'avait d'ailleurs ni paréns assez proches , ni liaisons de Cour qui pussent lui faire préférer des intérêts particuliers au bien de l'Etat. Il était personnellement inconnu à M. Turgot ; mais on a lieu de croire que M. de Blondel , ami de ce Ministre (et qui avait déjà contribué à placer le Comte de Saint-Germain au service de l'Electeur Palatin et de la Maison d'Autriche) , fut encore un des moteurs de sa nomination au département de la Guerre. On soupçonne aussi que , d'un autre côté , M. du Bois , qui avait servi d'Aide - de - Camp au Comte de Saint-Germain , et qui , en qualité de Commandant du Guet , avait des rapports directs avec M. de Mallesherbes , Secrétaire d'Etat de Paris et de la Maison du Roi , parla si avantageusement à ce Ministre de son ancien Général , que M. de Mallesherbes ,

intimément lié avec M. de Blondel et M. Turgot, se joignit à celui-ci pour procurer au Comte de Saint-Germain le département de la Guerre. L'Abbé du Bois, dont on a déjà parlé, et frère du Commandant du Guet, fut chargé par le Comte de Maurepas d'aller le lui proposer. En arrivant à Luterbach, il le trouva dans son jardin, en mauvaise redingotte, avec un bonnet de laine rouge semblable à ceux que portent les paysans, occupé à planter des légumes. L'Abbé exposa sa commission, et remit au Comte de Saint-Germain les lettres du Roi et de M. de Maurepas.

Le Monarque, après l'exposition des motifs qui le déterminaient à le choisir pour remplir la place de Secrétaire d'Etat de la Guerre, lui imposait quelques conditions dictées par la justice et la raison. Le Roi manifestait le desir que le Comte de Saint-Germain occupât d'abord de l'établissement du Conseil de Guerre dont il était question dans ses Mémoires, et dont Sa Majesté avait senti l'utilité : elle lui annonçait en

même-temps, qu'elle le nommait Président de ce Conseil, et lui laissait une entière liberté sur le choix des membres qui le composeraient. Le Roi ajoutait, qu'il n'ignorait pas les démêlés qui avaient existé autrefois entre M. le Maréchal de Broglie et le Comte de Saint-Germain ; qu'il avait lu son mémoire justificatif, qui lui avait paru satisfaisant ; mais que comme M. le Maréchal de Broglie avait commandé les armées avec succès, qu'il était destiné à les commander encore, s'il survenait une guerre, il ne convenait pas que l'avènement de M. de Saint - Germain au Ministère devînt un sujet de mortification et d'inquiétude pour M. le Maréchal, et que Sa Majesté exigeait qu'il oubliât le passé, et eût pour ce Général les égards dus à ses services. Le Roi finissait en disant, que comme tout bon citoyen se doit à l'État, il était persuadé que le Comte de Saint-Germain n'avait aucun motif pour refuser le département de la Guerre, mais que dans la supposition contraire, il lui ordonnait de l'accepter. On voit que ces conditions

conditions laissaient au nouveau Ministre un pouvoir illimité, pour opérer dans le Militaire tous les changemens qu'il croirait utiles, et qu'il ne lui fallait pour cela que du caractère.

Le Comte de Saint-Germain parut d'abord étonné du message de l'Abbé du Bois; il l'écouta avec attention, lut ses lettres, et lui dit assez froidement : *La Cour songe donc encore à moi.* Après une courte conversation, il rentra dans sa maison, s'habilla et partit sur-le-champ. Comme la première année de sa pension et les six mille livres de M. de Wurmser ne lui avaient pas permis de payer toutes ses dettes, il était encore sans domestique au moment de sa nomination : il prit celui d'un paysan, et quitta son village au milieu des bénédictions des Habitans, partagés entre le regret de le perdre et la satisfaction de le voir reconcilié avec la fortune.

Comme il s'était écoulé une quinzaine de jours entre la mort du Maréchal du Muy et la publicité de la nomination de son successeur, cet espace de temps parut long aux courtisans, toujours

empressés de connaître les nouveaux Ministres. Cette curiosité générale amusait le Roi. *On est fort intrigué, dit-il, de savoir qui aura le département de la Guerre ; mais ce choix surprendra, car il regarde quelqu'un à qui le Public ne songe nullement.* Les frères mêmes du Monarque n'étaient pas dans le secret ; et on rapporte que M. le Comte d'Artois répondit aux questions qu'on lui fit à cet égard : *Je n'en sais rien ; mais il me paraît qu'on veut s'assurer si le nouveau Ministre a la pierre comme son prédécesseur, car on le sonde longtemps.*

En arrivant, le 26 d'Octobre, à Fontainebleau où était la Cour, le Comte de Saint-Germain descendit, sans se nommer, dans un cabaret pour s'habiller et se faire raser. Le Perruquier qu'on lui amena était, ainsi que beaucoup de ses pareils, un jovial et un politique. En voyant au Comte de Saint-Germain un habit écarlate fort rapé et garni d'un petit bordé d'or à l'ancienne mode, il le prend pour un provincial sans conséquence, lui ra-

contre les nouvelles, l'informe qu'on attend incessamment le nouveau Ministre, qui est, dit-il, un homme de bien, et lui demande s'il le connaît. *Je l'ai vu à la guerre*, répond M. de Saint-Germain, *et je suis venu ici, parce que j'aurai affaire à lui.* Vous paraissiez un galant homme, réplique le Perruquier, *il faut espérer qu'il vous fera du bien, et vous avez l'air d'en avoir besoin.* Ces propos amusaient le Comte de Saint-Germain, qui les excitait par ses réponses. Le Frater, que cette bonhomie mettait à son aise, jura après la perruque du Comte, dont les faces trop usées se prêtaient difficilement à la frisure. *Vous avez là, Monsieur,* lui dit-il enfin, *une très-vilaine perruque, dont l'accommodage ne peut me faire honneur. Outre qu'elle est fort âgée, on voit bien qu'elle a été faite en province, où les ouvriers sont mauvais. Si vous voulez, je vous en ferai une belle.* Très-volontiers, mon ami, répond le Comte, mais comme j'aurai besoin demain matin de cette belle perruque, allez-y travailler

sans délai ; passez même la nuit , et je vous paierai bien.

Le lendemain de son arrivée, M. de Saint-Germain parut avec le cordon bleu de Danemarck, chez le Roi, qui lui rendit de sa main la croix de Saint-Louis. Les courtisans étaient fort attentifs à la manière dont il débiterait à la Cour et y serait traité. Le Roi l'appella *Monsieur le Maréchal*, parce qu'il avait la dignité de *Feld-Maréchal* au service de Danemarck ; mais on conclut que c'était en quelque sorte un engagement contracté par le Monarque, de lui accorder le grade équivalent à la première promotion. En attendant, il reprit son rang en France, parmi les Lieutenans-Généraux nommés le 16 de Mai 1748. Le Roi lui fit donner cent mille écus pour se meubler et monter sa maison, et lui accorda un logement à l'Arsenal.

La nomination du Comte de Saint-Germain au département de la Guerre fut généralement applaudie. Jamais choix n'excita autant de démonstrations

de joie et une plus grande unanimité de suffrages, même dans les pays étrangers. Le Roi de Prusse, Frédéric II, manda à Voltaire, le 4 de Décembre 1775 : *J'ai pris part à la faveur que le Roi de France a faite à M. de Saint-Germain. Ce brave Officier m'est connu depuis long-temps. Il ne se rendra pas indigne de la place qu'il a obtenue : il a tout le mérite qu'il faut pour la remplir, et pour le bien public un zèle bien louable ; qui doit le rendre recommandable à tous les honnêtes gens (1).* Un grand nombre de personnes de toutes les classes se rendirent à Fontainebleau pour voir cet homme célèbre. Ses anciens ennemis, dans le premier moment d'engouement général, n'osèrent, crainte de se faire honnir, manifester leur mécontentement, ni le moindre doute sur sa capacité administrative.

Peu de jours après son arrivée à Fontainebleau, le Comte de Saint-Germain est abordé dans la galerie par un

(1) Voyez les Œuvres posthumes du Roi de Prusse, édition de Berlin, tome 10, page 304.

ancien Militaire , qui le supplie de l'écouter. *Je ne peux différer de me rendre chez le Roi* , répond le Ministre ; *venez demain me parler à mon audience*. L'air misérable de cet Officier , et quelques larmes qui lui échappent , font impression sur M. de Saint-Germain , qui lui dit : *Il s'agit sans doute d'une chose également fâcheuse et pressée*. — *Oui* , Monseigneur , réplique l'Officier ; *d'anciennes blessures rendent ma santé languissante ; j'ai bien servi , et je meurs de faim*. — *Je conviens* , répond le Ministre , *qu'il n'y a rien de plus fâcheux que la misère ; je l'ai éprouvé par moi-même , et j'en sors à peine*. Donnez votre mémoire , je l'examinerai. *Venez dîner avec moi* , et je vous expédierai promptement. En rentrant chez lui , le Ministre fit vérifier le contenu du mémoire , et il en résulta que celui qu'il concernait , avait bien servi , et été mal récompensé. Après le dîner , le Comte de Saint-Germain l'appelle dans son cabinet , lui remet l'ordonnance d'une gratification annuelle , proportionnée à ses services , et y ajoute quelques louis ,

pour payer les dettes qu'il avait pu faire dans son cabaret, et pour lui donner le moyen de retourner en voiture à Paris, d'où il était venu à pié.

Ce trait fit un honneur infini au Ministre, qui ne conserva pas long-temps la même sensibilité pour les malheureux : il en fit par milliers, en même-temps qu'il s'ôta les moyens d'adoucir leur sort. Quelque temps après l'acte de justice dont on vient de parler, il en fit un autre, mais dans un genre différent. Il travaillait une après-dînée à Versailles, lorsqu'on l'avertit qu'un ancien Militaire le suppliait de lui accorder un moment d'audience : il répond, qu'il ne verra personne avant le lendemain à une heure. Celui qui était occupé avec le Ministre lui observe, que leur travail ne peut souffrir d'une courte interruption, dont il pourra se féliciter d'autant plus, qu'il s'agit peut-être de consoler un malheureux comme celui de Fontainebleau. Le Comte de Saint-Germain dit alors à son Valet-de-chambre : *Faites entrer cet Officier.* Au lieu d'un malheureux, il voit paraître une espèce

de petit-mâitre d'environ soixante ans, bien poudré, vêtu d'un habit vert céladon, et qui se présente avec aisance. Cette tournure choque le Ministre, qui l'aborde séchement et d'un air dédaigneux. On croit devoir rapporter littéralement leur entretien, qui perdrait beaucoup s'il était changé ou abrégé.

L'OFFICIER.

Je ne sais, Monsieur le Comte, si j'ai l'honneur d'être reconnu de vous ?

LE MINISTRE.

Non, Monsieur, en vérité.

L'OFFICIER.

J'ai cependant été assez heureux pour servir sous vos ordres.

LE MINISTRE.

Cela peut être; mais tant de gens ont été sous mes ordres, qu'il m'est impossible de me les rappeler tous. Où avez-vous donc servi avec moi? Je vois à votre manière d'être, que vous avez dû faire quelque action d'éclat qui vous rappellera bientôt à ma mémoire.

L'OFFICIER, *en faisant une révérence.*

Pendant la campagne de 175 ... en Allemagne, vous daignâtes me confier la défense d'un poste près de

LE MINISTRE, *bas à la personne qui travaillait avec lui.*

Je le reconnais: c'est un lâche. (*haut.*)
Eh bien, Monsieur?

L'OFFICIER.

Des forces très-supérieures m'attaquèrent, et après une longue résistance, je fus obligé de me rendre prisonnier de guerre. On me conduisit à M. le Prince Ferdinand de Brunswick, qui me tint un propos bien flatteur.

LE MINISTRE.

Quel est donc ce propos si flatteur?

L'OFFICIER.

Il me dit, Monsieur le Comte, qu'il voudrait bien avoir privé l'armée Française de trente Officiers comme moi.

LE MINISTRE, *d'un ton ironique.*

Certainement , Monsieur , ç'aurait été une bien grande perte pour notre armée. J'ai toujours fort estimé les talens de M. le Prince Ferdinand : c'est un habile Général ; mais j'ignorais qu'il imitât les Chasseurs.

L'OFFICIER.

Oserais - je , Monsieur le Comte , vous demander ce que font les Chasseurs ?

LE MINISTRE.

Ce que fit M. le Prince Ferdinand quand on vous présenta à lui. Lorsqu'ils ont tué un levreau , quelque petit qu'il soit , ils assurent que c'est un lièvre.

L'OFFICIER, *d'un ton rampant.*

J'ose me flatter , Monseigneur , de m'être bien défendu ; au surplus , voilà un mémoire dans lequel

LE MINISTRE, *brusquement.*

Je n'ai pas besoin de votre mémoire

pour savoir qui vous êtes et la manière dont vous défendîtes le poste de Je vous reconnais parfaitement ; ainsi ne vous flattez pas de me tromper. Vous vous êtes complètement déshonoré à mes yeux ; et il faut que vous soyiez doué d'un grand fonds d'impudence pour oser vous présenter devant moi. Vous veniez sans doute mendier quelque grâce ; mais la seule que je puisse vous faire , est de ne pas demander au Roi de vous punir exemplairement. Sortez, et que je ne vous revoie jamais.

(*L'Officier sort.*)

J'avais mis ce vil fanfaron, qu'on m'avait dit brave, dans un poste excellent, que j'avais reconnu moi-même, et qui ne pouvait être forcé sans canon. Quelques troupes légères l'y attaquent à coups de fusil, et après dix minutes de résistance, il se rend comme un coquin. Un détachement ennemi pénètre alors sur les derrières de mon camp, et prend au piquet une partie des chevaux de mon artillerie ; ce qui est fort désagréable.

Le Comte de Saint-Germain, parvenu

au Ministère avec une réputation éclatante , que quarante-neuf années de service et des talens constatés lui avaient méritée, était considéré par les Militaires comme leur ange tutélaire, et ils espéraient de lui tout ce que des lumières jointes à une longue expérience doivent promettre. Les opinions lui étaient d'abord si favorables, que personne n'osait désapprouver ses vues. Les têtes Françaises, toujours vives et ardentes, désiraient, et allaient même au-devant de la révolution qu'on attendait. On ne faisait pas réflexion, que puisqu'il avait bouleversé le Militaire en Danemarck, il pourrait bien en faire autant en France. Il était arrivé à la Cour sans la connaître, et cette circonstance annonçait au petit nombre de bons observateurs, qu'il broncherait à chaque pas. La tourbe des courtisans l'étudiait aussi attentivement qu'elle en est susceptible, mais sans avoir pu encore le pénétrer. Ses projets de réforme pour l'armée Française, se trouvant dans les mémoires publiés immédiatement après sa mort, il serait superflu de les détailler. Les

bornes que l'on s'est prescrites ne permettant pas non plus d'analyser en détail la multitude des Ordonnances, Réglemens et Déclarations qu'il publia, on se bornera à en rapporter une notice complète à la fin de cette Vie, et à parler ici de ses principales opérations. Il les débuta par une Ordonnance, datée du 12 de Décembre 1775, sur la peine décernée jusqu'alors contre les déserteurs : il ne laissa subsister celle de mort que dans certains cas, et y substitua dans d'autres moins graves, la chaîne ou les galères de terre. Cette loi fut approuvée, quant aux principes d'équité et d'humanité qui l'avaient dictée ; mais les arrangemens relatifs aux chaînes établies dans différentes villes frontières du royaume furent critiqués, parce qu'ils ne présentaient pas des vues d'utilité publique assez bien calculées.

Considérant, que pour une occasion où la cavalerie de la Maison du Roi est utile, elle ne sert à rien pendant plusieurs années, le Comte de Saint-Ger-

main résolut d'en supprimer une partie. Il dédaigna sans doute d'observer, que la plupart des Gentilshommes qui composaient ces corps servaient à leurs frais, ou du moins avec des appointemens si modiques et si peu onéreux pour le trésor public, que cette économie ne compenserait pas l'inconvénient de laisser sans état une foule de jeunes gens, dont il faudrait ensuite placer ailleurs le plus grand nombre, et que le remboursement du prix des emplois, ainsi que les pensions de retraite, qu'on ne pouvait refuser à plusieurs, absorberaient l'économie qu'il se flattait d'opérer. Trois Ordonnances, du 15 de Décembre 1775, supprimèrent les deux compagnies des Mousquetaires gris et noirs, et celle des Grenadiers à cheval. Le Comte de Saint-Germain voulait faire éprouver le même sort aux Gendarmes et aux Chevaux-Légers de la Garde; mais le Maréchal Prince de Soubise et le Duc d'Aiguillon, chefs de ces corps, parvinrent à en faire conserver une partie, et on les réduisit à

cinquante hommes chacun (1). Ces premiers arrangemens, auxquels l'Etat ne gagna rien, parurent ridicules par plusieurs raisons indiquées plus haut, et parce qu'il fesait un mal réel à un grand nombre de Particuliers réduits à ne savoir que devenir, sans aucun résultat pour l'utilité générale. En même-temps que le Ministre réduisait la Maison du Roi, il réformait les réghimens provinciaux créés par les Ordonnances du 4 d'Août 1771 et du 19 d'Octobre 1773, et rétablissait à-peu-près sur l'ancien pié les milices auxquelles ils avaient été substitués. Comme cet arrangement n'intéressait pas la Cour, on y fit à peine attention.

Le Comte de Saint-Germain commit une faute irréparable, en morcelant l'exécution de ses projets de réforme, et en ne gardant pas mieux le secret sur ses opérations. Sa conduite avertit ceux

(1) Les Gendarmes et les Chevaux-Légers furent supprimés depuis totalement, le 30 de Septembre 1787, ainsi que le corps de la Gendarmerie.

qui pouvaient craindre des changemens nuisibles à leurs intérêts, de se tenir sur leurs gardes, et d'employer toutes les ressources de leur crédit, pour se faire excepter de la loi générale. Les diverses Ordonnances rendues sur la constitution des Gardes-du-Corps (1) se réduisaient à en réformer quelques-uns, et à changer les noms des Officiers; ainsi ces arrangemens, qu'on peut regarder comme nuls, ne méritent pas qu'on s'y arrête.

On fut étonné de voir M. de Saint-Germain, qui parlait sans cesse d'économie, et de simplifier l'administration de son département, y multiplier les rouages sans nécessité: il s'engoue de M. Sénac de Meilhan, Intendant du Hainaut, et le fait nommer Intendant de la Guerre; peu de mois après, il supprime cet emploi aussi légèrement qu'il l'avait créé. On ne rapporte ce fait, peu important en lui-même, que parce qu'il est un exemple de ces vacillations,

(1) Les 15 de Décembre 1775, 19 de Janvier et 18 de Mars 1776.

qui,

qui, en matière d'administration, deviennent des fautes dangereuses. Le Comte de Saint-Germain en commit une nouvelle, en acceptant pour l'aider, à la sollicitation du Comte de Maurepas, M. le Prince de Montbarey, qui fut nommé Directeur de la Guerre le 25 de Janvier 1776. En prenant un second dans les circonstances où il se trouvait, M. de Saint-Germain semblait s'avouer au-dessous de sa besogne, et se décréditait. Le Comte de Maurepas, toujours gai, malgré son âge avancé, trouva plaisant d'appeller M. de Montbarey *le Prince héréditaire*. Les uns ne virent dans ce mot qu'un sobriquet; mais d'autres, plus clairvoyans, y appercurent une vérité. Le Comte de Saint-Germain projetait de créer un Conseil de Guerre permanent, sur lequel ses Mémoires offrent des détails fort étendus; mais des intérêts particuliers s'opposèrent à cet établissement, qui aurait réduit presque à rien la charge de Secrétaire d'Etat de la Guerre; et le Ministre perdit ainsi le seul moyen qui lui restait de remédier à ses fautes, de

donner de la stabilité à ses loix , et de rassurer l'armée , rebutée par les changemens continuels dont on la tourmentait depuis la paix de 1762. La marche du Comte de Saint-Germain devint alors encore plus incertaine et plus irrégulière qu'auparavant ; et plus le Militaire avait droit d'attendre de lui , plus il fut révolté de se voir trompé dans ses espérances. Le Ministre perdit ainsi en peu de temps , par sa faute , les avantages qui pouvaient seuls assurer l'exécution et le succès de ses opérations.

Il voulut attaquer les Carabiniers et la Gendarmerie ; mais le Marquis de Poyanne et M. le Marquis de Castries, Commandans de ces corps , les préservèrent de la réforme : les privilèges du dernier furent même augmentés par l'Ordonnance du 24 de Février 1776 , qui accorda à tous les Gendarmes le rang d'Officier , qu'ils n'avaient pas auparavant. Ainsi , par une contradiction bizarre et incroyable , plusieurs corps qu'on voulait supprimer ou dépouiller de leurs prérogatives , en obtinrent de plus grandes. Un plaisant adressa au Comte

de Saint-Germain, relativement à la Gendarmerie, sous un nom supposé de Gentilhomme de province, la lettre suivante

« MONSIEUR LE COMTE,

» J'étais navré de douleur en voyant
 » revenir mon fils sans état, sans déco-
 » ration, après avoir eu l'honneur de
 » servir le Roi dans ses Mousquetaires
 » pendant dix-neuf ans, ne désirant que
 » de continuer, et réformé sans aucune
 » pitié. Je me disposais à vous porter
 » mes plaintes sur cette injustice, lors-
 » que mon Fermier est venu me prier
 » de lui faire un remerciement pour vous.
 » Il m'apprend que son fils, petit Gen-
 » darme, a le grade d'Officier, en vertu
 » de l'Ordonnance du 24 Février der-
 » nier, concernant le corps de la Gen-
 » darmerie. J'admire actuellement votre
 » sagesse: je vois qu'il ne faut murmurer
 » de rien; qu'en attendant on découvre
 » la profondeur de vos vues, et que si
 » le Roi perd un Officier d'un côté, il
 » en recouvre quatre de l'autre. Je

» consens à ce prix à mon mal parti-
 » culier, dès que le bien général en
 » résulte. Je dois convenir à présent que
 » nous sommes dans le meilleur des
 » mondes possibles, et sur-tout que
 » nous avons le meilleur des Ministres.
 » Je suis avec respect, etc. »

Jamais Ministre ne reçut un plus
 plus grand nombre de lettres, de pam-
 flets et d'injures anonymes que le Comte
 de Saint-Germain. Tantôt ces écrits lui
 donnaient de l'humeur, et tantôt il s'en
 moquait. La lettre qu'on vient de rap-
 porter lui suggéra une pasquinade très-
 déplacée. Des Officiers de la Gendar-
 merie étant venus chez lui, il leur
 demanda s'ils étaient contents de leur
 nouvelle Ordonnance, et sur-tout s'ils
 l'avaient lue : ils répondirent que oui.
Eh bien, répliqua-t-il, vous êtes plus
avancés que moi, et il leur tourna le dos.

On doit convenir que ce Ministre
 éprouva les plus grandes contradictions;
 mais on peut lui reprocher de n'en avoir
 combattu vigoureusement aucune, et de
 s'être trop laissé intimider par la force

qu'il supposait aux protecteurs puissans. Si, dès le premier obstacle qu'on lui opposa, il s'était raidi, et eût déclaré : que puisque ses vues ne convenaient pas, il ne convenait pas lui-même à sa place qu'il n'avait pas briguée, et qu'il quitterait aussi-tôt qu'il reconnaîtrait l'impossibilité d'y faire le bien, il est vraisemblable qu'on n'aurait osé le contrarier ; et alors il devenait le maître absolu de ses opérations, ou bien il serait rentré dans sa retraite avec gloire : les regrets de la Nation l'y auraient suivi ; mais pour adopter ce parti, il fallait plus de fermeté et de courage d'esprit que l'âge et ses malheurs ne lui en avaient laissé. Quiconque n'est pas doué d'une grande supériorité d'énergie et de caractère, se perd, s'il ose entreprendre de jouer le rôle brillant, mais dangereux, d'être utile aux hommes : on n'y réussit guère que malgré eux, et cette gloire ne s'acquiert qu'autant qu'on sait résister à l'intrigue, à la calomnie, et souvent à la haine publique. Le Comte de Saint-Germain céda mollement aux contradictions, parce qu'il tenait à sa place,

qu'il craignait de perdre. Cette faiblesse fut pénétrée par quelques mal-intentionnés, qui entrevirent alors mille moyens de l'intimider, de l'embarrasser et de ne lui laisser dans son département qu'une autorité bornée et précaire. Il ne sut, ni se faire assez respecter, ni récompenser, ni punir. On assure que le chef d'un des corps privilégiés qu'il voulait réformer, eut avec lui une contestation, dans laquelle il s'oublia au point de lui tenir des propos offensans. On ajoute que le Roi le sut, et proposa au Comte de Saint-Germain de sévir exemplairement contre le coupable; mais le Ministre se piqua d'une générosité déplacée, et dissimula l'injure. Il en résulta qu'on lui manquait fréquemment et toujours avec impunité, parce que son caractère était aussi insusceptible de vengeance et de haine, que d'une vive amitié. Les contradictions journalières qu'il éprouvait finirent par le jeter dans un état d'insouciance, qui acheva d'affaiblir les ressorts de son ame, et par contre-coup ceux de son jugement. Il se livrait à une confiance et à une

défiance également aveugles : il consultait tout le monde , et ne paraissait pas distinguer ceux qui le trompaient , d'avec ceux qui lui disaient la vérité ; il voulait ensuite concilier tous les avis , variait et s'égarait. Cette conduite maladroite aliéna ses anciens amis , qui , dépouillés de l'intérêt personnel qui séduit souvent l'opinion , tentèrent plusieurs fois de le remettre dans le bon chemin ; mais voyant le mal inévitable , le bien impossible , et son extrême aveuglement , ils se refroidirent et s'éloignèrent de lui successivement. Livré alors à ses propres forces ou aux conseils de ceux qui travaillaient à sa perte , il se laissa entraîner à des inconséquences et à des variations avilissantes , qui nuisirent davantage à sa réputation et à ses desseins que ses fautes mêmes. Il avait la fatale manie d'être toujours pressé de détruire , avant de savoir comment il parviendrait à réédifier. La Nation Française , si ingénieuse à donner des ridicules , ne les lui épargna pas.

Il fit rendre au Roi , le premier de

Février, le 25 et le 28 de Mars 1776; une Déclaration et des Ordonnances qui changèrent totalement la forme de l'Ecole Militaire, et prescrivirent même la vente de ses bâtimens, au moment où M. du Pont, Intendant de cet établissement, le portait à sa perfection. Le Comte de Saint - Germain avait pris cette institution en aversion dès son origine : on peut s'en convaincre en jettant les yeux sur les lettres qu'il écrivit les 19 d'Octobre, 16 et 25 de Novembre 1753 (1), à M. du Verney, dont il est évident que les réponses, quoique péremptoires, ne firent aucune impression sur lui. Enfin, sans approfondir si les imputations dont les ennemis de l'Ecole Militaire chargeaient l'établissement et ceux qui l'avaient jusqu'alors dirigé avec tant de succès, étaient réelles ou calomnieuses, sans consulter ni les Administrateurs, ni les personnes impartiales qui pouvaient l'éclairer, il

(1) Voyez pages 53, 63 et 72 du tome 1 de cette collection.

adopta sans examen le projet informe et illégal (1) qui lui fut présenté : il nomma en même-temps une Commission , composée de MM. Taboureau , de Fourqueux et le Noir , Conseillers d'Etat , pour examiner l'administration de M. du Pont. Il en résulta que ses ennemis mêmes , ne purent lui refuser la justice d'avoir servi avec beaucoup d'intelligence , de zèle , et un désintéressement prouvé par la médiocrité de sa fortune. Il démontra que chaque Elève ne coûtait annuellement que douze cents livres au plus , et non quatre ou cinq mille , ainsi qu'on l'avait semé dans le Public ; qu'on aurait pu d'ailleurs supprimer diverses places de l'Etat-Major et autres , qui augmentaient beaucoup la dépense sans utilité ; qu'à l'expiration du privilège de Loterie , accordé pour trente ans à l'Ecole Militaire , qui en avait déjà joui dix-sept , il était possible de la soutenir avec le seul revenu des économies qu'il avait opérées et

(1) L'Ecole Militaire , établie par un Edit , fut supprimée par une simple Déclaration.

qu'il opérerait encore, quand même le Trésor royal cesserait de payer la somme substituée par M. Turgot au produit du droit sur les cartes, première dotation de l'établissement, qui alors ne coûterait réellement rien à l'Etat. Le Ministre, éclairé par ce résultat, sentit qu'il s'était trop pressé; mais son amour-propre l'empêcha pour le moment de revenir sur ses pas; et comme ses perquisitions n'avaient tourné qu'à la gloire de M. du Pont, il se hâta de faire accorder à cet habile et intègre Administrateur le brevet de Conseiller d'Etat. Les nouveaux établissemens que le Comte de Saint-Germain substitua à l'ancien ne furent pas goûtés du Public, ainsi qu'il s'y attendait. On trouva bizarre, et on tourna en ridicule l'idée de faire élever par des Moines de jeunes gens destinés à la profession des armes, et d'appeller Ecoles Militaires dix Collèges dirigés par des Bénédictins et des Minimes.

Le 18 de Mars 1776, il rendit, sur les Gouvernemens généraux et particuliers, et sur les Etats-Majors des Places,

une Ordonnance qui fut assez généralement approuvée. Le 25 du même mois, il publia un grand nombre de nouveaux Réglemens, dont on analysera seulement les principaux.

L'un formait les troupes en divisions, composées des deux armes, et destinées à être rassemblées pour manœuvrer pendant quelque temps chaque année. Cet établissement, l'un des meilleurs qu'on pût imaginer, en ce qu'il présentait l'avantage d'exercer les Généraux et les troupes aux grands mouvemens, fut un des premiers auxquels on renonça après la retraite du Comte de Saint-Germain. Un autre Règlement éteignait la finance de tous les emplois militaires, en quatre mutations. Tout le monde, même les intéressés, applaudirent à cet arrangement; mais le Ministre ayant, par de mauvais calculs, absorbé des sommes assez considérables sur les fonds de son département, il n'imagina d'autre moyen de remplir le vide, que de vendre un assez grand nombre de commissions de Capitaine dans les troupes à cheval. Cette

création d'emplois à finance, contraire à l'esprit de l'Ordonnance qu'il avait rendue pour éteindre toute finance, fournit l'occasion de le taxer d'inconséquence.

Quelques parties des Ordonnances concernant la nouvelle composition de l'Infanterie, de la Cavalerie, des Hussards et des Dragons, furent, les unes blâmées, les autres applaudies, ainsi qu'il arrive toujours. Il métamorphosa plusieurs régimens de Cavalerie en régimens de Dragons, et créa des Colonels en second : moyen infailible pour avilir ce grade et multiplier à l'excès les Officiers généraux, dont il voulait cependant diminuer le nombre. Le supplément de solde accordée à chaque Soldat était devenu nécessaire, par l'augmentation du prix des denrées, et fut généralement approuvé.

Le Règlement relatif à la discipline, à la subordination, aux récompenses, aux punitions, etc. des troupes, excita la plus grande fermentation, par les nouveautés qu'il introduisit dans l'armée. Le Ministre voulut d'abord y

établir les coups de bâton; mais de fortes représentations l'engagèrent à y substituer les coups de plat de sabre: c'étaient toujours des coups; et les embarras excités par cette innovation, prouvèrent qu'une Ordonnance ne suffit pas pour changer les préjugés d'une Nation. Un article du même Règlement dont nous parlons, contenait une Sentence de proscription *contre les incrédules en matière de religion, quelque braves qu'ils fussent* (1). Cette capucinade fut trouvée déplacée dans une Ordonnance militaire; et ceux qui connaissaient le Comte de Saint-Germain, ne pouvaient la concilier avec les sarcasmes dont il avait toujours accablé les dévots, qu'en avouant qu'il n'était plus le même homme qu'autrefois, et que son esprit baissait.

Le 31 de Mai 1776, il publia un Règlement pour l'habillement et l'équipement des troupes, au costume desquelles il en substitua un autre très-

(1) Voyez l'article 1 du titre VI, intitulé : *De la police intérieure des corps.*

vilain, qu'on ne put attribuer qu'à son goût pour la nouveauté. D'énormes chapeaux à quatre cornes, qui écrasaient la tête du Soldat, prêtèrent surtout à la raillerie.

Il renversa toute la partie économique ou administrative du Militaire, et rompit tous les marchés, d'après l'opinion que les Entrepreneurs sont tous fripons. Il en est sans doute qui méritent ce reproche ; mais il y en a d'intègres : il faut surveiller avec attention et punir sévèrement les uns, rendre justice aux autres, et ne pas les envelopper tous dans le même anathème. Il existe des objets qui peuvent s'administrer avec avantage par une Régie, lorsque les Régisseurs sont choisis parmi ceux qui connaissent le mieux la matière ; mais il en est d'autres, sur-tout en temps de guerre, qui ne peuvent être mis en Régie, sans exposer le Roi à des pertes ou à des excédens de dépense considérables. Le Comte de Saint-Germain ne fit pas cette observation : il voulait tout réduire au même principe, et il en résulta, que son administration

fut la plus dispendieuse et la plus mal ordonnée qu'on eût encore vue.

Il avait depuis long-temps, pour l'établissement des Invalides, la même aversion que pour l'Ecole Militaire, et il la manifesta pareillement dans une lettre qu'il écrivit à M. du Verney le 19 d'Octobre 1753 (1). Ce citoyen éclairé lui fit, le 24 du même mois, une réponse qui aurait dû écarter de son esprit le projet de bouleverser les Invalides : il résolut cependant d'en renvoyer le plus grand nombre dans les provinces, sous prétexte qu'ils étaient mal à l'hôtel, qui était plutôt un monument de la vanité que de la bienfaisance de Louis XIV ; cependant la somptuosité des bâtimens n'a rien de commun avec un établissement considéré en lui-même. Mais comme le Comte de Saint-Germain préférait toujours ses opinions à celles des autres, et que s'il paraissait les adopter, ce n'était pas avec franchise ; que ses idées

(1) Voyez tome 1, page 53 et suivantes de cette collection.

tenaient à son caractère , qui le portait à détruire pour réédifier ensuite bien ou mal , il conçut le projet de substituer trente-six établissemens à un seul : il avait si mal calculé la dépense , que lorsqu'on entra dans les détails , on reconnut que ce projet était illusoire , et il fallut l'abandonner. Le Comte de Saint-Germain se borna alors à rendre , le 17 de Juin , deux Ordonnances , qui tendaient à renvoyer dans les provinces un grand nombre d'Invalides ; ce qui fut exécuté peu après. Un des chariots qui les transportaient s'étant arrêté fortuitement à la place des Victoires , ces vieux Soldats descendirent , les yeux baignés de larmes , et s'agenouillèrent devant la statue de Louis XIV , leur Fondateur , l'appellant leur père , et s'écriant qu'ils n'en avaient plus. Ce trait , qui souleva tout Paris , prouve que les Invalides regrettaient l'hôtel , et que par conséquent ils ne s'y trouvaient pas aussi mal que M. de Saint-Germain le prétendait.

Il avait conçu depuis plusieurs années ses projets sur la réforme du Militaire Français.

Français. On peut s'en convaincre par plusieurs de ses lettres à M. du Verney, et par deux mémoires assez étendus, dont il lui adressa le premier le 5 Décembre 1757 (1), et le second au Ministre, au commencement de 1758 (2); mais quoique ces idées roulassent depuis long-temps dans sa tête, il ne paraît pas qu'elles s'y fussent assez perfectionnées.

Le Comte de Saint-Germain prit séance au Conseil d'Etat le 19 de Juin 1776, et le 5 de Décembre suivant, M. le Prince de Montbarey fut nommé Secrétaire d'Etat de la Guerre en survivance. Pendant cette année, le Ministre publia une multitude d'Ordonnances dont on n'a pas parlé, parce que les unes ne sont pas assez importantes pour mériter attention, et que les autres n'eurent pas d'effet. Le soulèvement des esprits était tel, même dans les bureaux de la Guerre dont le Comte de Saint-Germain se plaignait amèrement, que chacun était plus oc-

(1) Voyez page 171 du tome 1 de cette collection.

(2) Voyez page 196 *idem*.

cupé à critiquer qu'à exécuter et à obéir ; de manière que ses meilleures institutions perdirent leurs avantages , autant par le décousu qui les caractérisait , que par une suite de la prévention publique contre lui. Il s'était fait une foule d'ennemis personnels qui le harcelaient sans cesse et lui suscitaient mille embarras.

Les Ecoles Militaires monacales n'ayant pu remplir totalement ses vues , il résolut , au commencement de 1777 , de rétablir , du moins en partie , celle de Paris , et d'y admettre , outre les jeunes gens élevés gratuitement , des Pensionnaires qui partageraient l'avantage d'une éducation préférable à celle des Moines , et que le Ministre appelait *l'apprentissage du service*. Ce projet avait quelque chose d'ignoble , en ce qu'il érigeait le Roi en Maître de Pension ; d'ailleurs , sous l'administration de M. du Pont , chaque Elève coûtait annuellement , toute dépense comprise , au plus douze cents livres , et d'après les calculs des nouveaux Administrateurs , la fixation de la pension fut de

trois mille livres la première année, et de deux mille quatre cents les suivantes. Comme on ne peut supposer que le Gouvernement voulût bénéficier sur les Pensionnaires, on doit croire que l'entretien de chaque Elève revenait réellement à cette somme, qui excède de plus de moitié les résultats de M. du Pont, et que par conséquent la nouvelle Administration ne peut être mise en parallèle avec la sienne, pendant laquelle la partie de l'instruction était d'ailleurs mieux dirigée et avec plus de succès, quoi qu'aient pu dire l'injustice et la malignité, qui sont rarement conséquentes; car on rencontrait des gens assez déraisonnables pour se plaindre de ce que les Elèves de l'Ecole Militaire n'étaient pas tous des sujets de la plus grande distinction, et pour conclure qu'alors cet établissement manquait son but. Ces censeurs ne considéraient pas, que les Elèves étant pris au hasard parmi les enfans de la Noblesse du royaume, il était ridicule de prétendre trouver dans tous indistinctement, plus d'aptitude que n'en ont communément les sujets qu'on

met au collège ; l'expérience prouvant que sur cent jeunes gens , il y en a à peine quatre qui profitent de l'éducation , quelque bonne qu'elle soit , et qui deviennent capables d'appliquer ce qu'on leur a enseigné. Il était donc absurde d'exiger dans tous les Elèves de l'Ecole Militaire un privilège particulier , que la nature accorde rarement , et de n'être pas satisfait de ce que cet établissement offrait à ceux à qui elle avait donné des moyens , les ressources nécessaires pour les développer.

Le Comte de Saint - Germain eut l'idée de former un Séminaire d'Aumôniers militaires , afin de se procurer les moyens de bannir des régimens les Moines ignorans et souvent scandaleux qui y sont attachés : il voulait réunir cet établissement à celui des Ecoles Militaires. On se servit de ce projet , énoncé dans une Ordonnance du 4 de Janvier 1777 , pour mettre le Ministre aux prises avec le Parlement , à qui elle fut dénoncée en Février , comme une intrigue tendante au rétablissement des Jésuites sous une nouvelle forme. Ce

tribunal, depuis long-temps en garde contre cette dangereuse Société, agissait conséquemment, en contrariant une institution qu'on lui représentait comme destinée à servir d'asyle, et peut-être à favoriser la résurrection des disciples de Saint Ignace. Le Gouvernement lui-même devait des ménagemens à une opération consommée sans retour sous ses auspices, et ne pouvait favoriser des mesures qui paraissaient contredire la suppression de la Société jésuitique : il devait résulter de-là des embarras pour le projet du Comte de Saint-Germain, et même l'impossibilité de l'exécuter. En vain il allégua qu'on lui opposait un fantôme, que depuis cinquante ans il avait abjuré les dogmes de la Compagnie de Jésus, et que parmi les Prêtres qu'il avait choisis pour composer son Séminaire, il n'y avait pas un seul Ex-Jésuite. On ne le crut pas, ou du moins on feignit de ne pas le croire, et le Parlement rendit un nouvel Arrêt contre les *soi-disans ci-devant Jésuites*. Le Comte de Saint-Germain mérite d'être justifié ; car il est certain que dans cette circons-

tance, on flétrit par des mensonges ses intentions, qui étaient pures et droites. La liste des Ecclésiastiques qu'il destinait à former le Séminaire, et qu'on trouvera à la suite de sa Vie, prouve qu'il n'y en avait pas un seul qui eût été dans l'Ordre des Jésuites, ou qui pût même avoir intérêt d'entretenir des relations directes avec eux.

Le Comte de Saint-Germain imputait l'orage qu'il essuya dans cette conjoncture aux intrigues du parti philosophique : il disait que cette secte, non contente d'avoir influé en Europe sur la génération présente, avait senti combien il lui importait de s'emparer autant qu'elle pourrait de l'éducation de la jeunesse, pour dominer la génération future ; qu'elle s'était flattée d'occuper par un de ses détachemens la nouvelle institution de l'Ecole Militaire, mais que, trompée dans ses espérances par le parti qu'il avait pris, de n'y admettre que des Ecclésiastiques, elle n'avait rien négligé pour rendre cet établissement ridicule et odieux tout-à-la-fois. On est persuadé que le Comte de Saint-

Germain se trompait, et que les tracasseries qu'il essuya étaient, non l'ouvrage des Philosophes, mais de ceux qui désiraient lui faire quitter le Ministère. Quoi qu'il en soit, les contradictions journalières qu'il éprouvait, et le mauvais succès de ses opérations le préoccupaient continuellement, et lui donnaient de l'humeur : embarrassé d'ailleurs par les justes réclamations de ceux qu'il avait sacrifiés, il lui échappait des duretés. Les uns, intimidés par le crédit ministériel, les souffraient, d'autres, plus hardis, répliquaient de manière à l'humilier. Sa conduite n'annonçait plus qu'une tête échauffée, qui ne pouvait produire que des idées incohérentes ; devenu d'ailleurs le jouet des entours médiocres qu'il avait conservés, il ne résultait de ses opérations que du désordre. Son imagination naturellement ardente lui représentait le mal peut-être encore plus grand qu'il n'était ; et au lieu de chercher de bons moyens pour y remédier, il s'exhalait en plaintes sur la difficulté d'opérer le bien. Le Duc de Choiseul étant venu faire une visite

de curiosité à M. de Saint - Germain , celui-ci lui débita ses jérémiades accoutumées , et ajouta : *Enfin , Monsieur le Due , le Roi n'a point d'armée. — Qu'en avez-vous donc fait ?* répondit ironiquement M. de Choiseul , *car j'en avais laissé une qui existait encore lorsque vous parvîntes au Ministère.*

Quoique le Comte de Saint-Germain fût devenu triste et rêveur , son caractère caustique et goguenard lui fesait représenter d'une manière également originale et piquante , les résultats qu'il tirait des faiblesses et des travers humains. M. étant venu pour travailler avec lui , trouva dans son cabinet le C. D. M. qui lui montrait un fusil enduit d'un étamage qui avait , dit-il , la propriété de préserver le fer de la rouille. Quand il fut sorti , le Ministre dit à M. : *Le C. D. M. , que vous venez de voir , a été mon Aide-de-Camp ; alors il était dévot , allait régulièrement à la Messe , et au retour il donnait cent coups de bâton à son valet ; maintenant il est Chymiste , Médecin , et même libertin , à ce qu'on prétend. Dieu sait*

ce qu'il sera l'année prochaine. Souvent le Comte de Saint-Germain avait des saillies de gaité d'autant plus embarrassantes et désagréables pour ceux qui en étaient l'objet, qu'il se les permettait en leur présence. Un Militaire qui faisait facilement des vers, dînait chez lui avec l'Archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, et le Maréchal de Biron. Le Ministre le plaça lui-même entre eux deux, en disant au premier : *Vous serez voisin de quelqu'un qui vous dira sur la guerre les plus belles et les meilleures choses du monde, et vous, Monsieur le Maréchal, faites-le jaser sur la littérature, vous en serez très-content.* Les observateurs trouvèrent aussi gaie que mordante l'idée de faire au Prélat, supposé lettré, l'éloge des connaissances militaires de cet Officier, et de ne vanter au guerrier que les talens poétiques. Un autre jour un Commissaire des Guerres, Intendant d'armée, et fort laid, dînant avec beaucoup de monde chez M. de Saint-Germain, celui-ci, dans un moment de silence, lui dit à haute voix : *Mon cher Monsieur*

de , je me souviens que pendant la campagne de je vous rencontrai au coin d'un bois : il faisait un froid extrême qui coupait le visage et glaçait les oreilles. J'avais résolu , pour garantir les miennes , d'acheter une perruque de laine dans la première ville que nous traverserions ; or , lorsque je vous rencontrai au coin de ce bois , vous aviez une perruque de laine : elle vous rendait si effroyable , mais si effroyable , et vous me fîtes si grand' peur , quoique je fusse suivi d'une grosse colonne de troupes , que je renonçai pour toujours à la fantaisie de mettre une perruque de laine. Quoique l'esprit ne brillât pas dans cette histoire , la figure et l'embarras du patient , joints au ton sérieux , nazillard et vraiment comique du Comte de Saint-Germain , firent rire tout le monde. Peu de temps après , ce Commissaire des Guerres fut vengé publiquement par quelqu'un moins endurant ou moins facile à déconcerter. Un jeune Militaire que le Ministre employait utilement , et à qui il avait fait diverses promesses dont il éluda plusieurs fois l'accomplis-

sement, eut enfin avec lui une explication assez vive, dont le résultat fut une séparation. Au bout de quelques jours ce jeune homme alla après dîner chez M. de Saint-Germain, dont le salon était rempli de monde. Dès que le Ministre l'apperçoit, il fend la presse, l'aborde et lui demande le sujet qui l'amène. L'autre répond à voix basse, en lui remettant un mémoire : *Puisque vous ne me jugez pas susceptible de l'avancement que vous m'aviez promis, et que je n'ai rien négligé pour mériter, je ne peux espérer de fournir ici une carrière convenable. J'ai donné la démission de mon emploi, et je vous supplie de m'obtenir du Roi la permission de passer au service étranger. — Eh quoi !* réplique le Ministre d'une voix haute et avec ironie, *vous voulez nous quitter : ce serait une perte irréparable pour la France.* Aussi-tôt tous les assistans s'approchent, et, en bons courtisans, s'appêtent à rire aux dépens du jeune homme, à qui le Ministre demande quels sont ses projets, et où il veut aller : celui-ci répond sans se décon-

certes : *Je ne suis pas encore décidé, Monsieur le Comte ; mais je vais d'abord m'enfuir à Aix-la-Chapelle, où je prendrai ma dernière résolution.* A ces mots, qui rappellent au Ministre son départ de l'armée Française en 1760 et sa retraite à Aix-la-Chapelle, il se déconcerte, abandonne la partie et regagne brusquement, au bruit d'une huée, la porte par laquelle on descendait dans son cabinet. Il répondit à une femme dont il avait connu le mari, et après la mort duquel elle sollicitait une partie de sa pension : *Je ne peux vous accorder votre demande ; mais je vous réserve pour l'avenir quelque chose de bon.* Cette femme le pressant de s'expliquer, il ajoute : *Vous êtes veuve et fort aimable ; il est possible que Madame de Saint-Germain vienne à mourir : si ce malheur arrive, je m'empresserai de le réparer en vous épousant : je vous le promets ; et comme je vaudrais encore un jeune homme, vous n'aurez rien à désirer.*

Dans les derniers temps de son ministère, le Comte de Saint-Germain se séquestrait autant qu'il pouvait. Comme

il n'avait rien de satisfaisant à entendre ou à répondre, il se rendait inabordable; et les fonctions de sa place lui étaient devenues si à charge, que quand il ne pouvait se dispenser de donner audience, il écoutait à peine ceux qui lui parlaient, et répondait souvent sans avoir entendu ce qu'on lui disait : il en résultait des coqs-à-l'âne bizarres ou risibles. Il répliqua à quelqu'un qui l'avertissait charitablement que sa toilette était dérangée : *Je le mettrai incessamment sous les yeux du Roi.* Il imagina qu'on lui parlait d'un mémoire ; mais les témoins comparant l'avis qu'on lui donnait avec sa réponse, ne purent s'empêcher d'éclater de rire. Il était devenu vapoureux et hypocondriaque ; il passait presque tous les matins des heures entières avec un Médecin et un Apothicaire, et ceux qui avaient affaire à lui, réduits à perdre beaucoup de temps dans son antichambre, maudissaient également le Ministre et ses Esculapes quotidiens. Enfin, convaincu qu'il avait mal dirigé la réforme du Militaire, qu'il ne pouvait rentrer dans la route dont il s'était

écarté, et aussi fatigué de sa place et des dégoûts qu'il éprouvait journellement, que le Roi et les autres pouvaient l'être de lui, il témoigna, dans un moment d'humeur, le desir de se retirer. On le prit au mot. Quoique ses mauvais succès l'eussent dégoûté de son département, il regretta cependant l'existence ministérielle; car plusieurs témoins oculaires ont assuré, qu'il montra de la faiblesse lorsqu'il fut question d'aller porter sa démission au Roi. Il fut remplacé par M. le Prince de Montbarey, destiné depuis long-temps à lui succéder, et quitta la Cour dans les premiers jours de Septembre 1777. On lui accorda une pension de quarante mille livres, en attendant qu'il vaquât un Gouvernement de province. On croit qu'il obtint de plus la promesse d'être Maréchal de France à la première promotion. Il fut assez heureux pour recouvrer les cent mille écus dont on lui avait fait banqueroute à Hambourg, et cette somme jointe à ses économies et aux bienfaits du Roi, le mirent dans une situation aisée. Il se retira à l'Ar-

senal, où son logement lui fut conservé. Il avait acheté à Montfermeil, à quatre lieues de Paris, une jolie maison de campagne, où il alla passer quelques jours pour respirer et s'occuper du jardinage ; mais son génie de réforme et de destruction se manifesta de nouveau dans sa maison : il fit couper presque tous les arbres pour en replanter d'autres, et commença des démolitions ; de manière que ses héritiers ne trouvèrent à sa mort qu'un monceau de ruines.

Revenu à Paris, et abandonné de tout le monde, il vivait fort retiré. Quatre ou cinq amis au plus lui rendaient encore quelques soins : il était rarement visible le matin, même pour eux. Il écrivait beaucoup, et on a lieu de croire qu'il travaillait aux Mémoires publiés en 1779, et peut-être à d'autres, envoyés sans doute avec tous ses papiers qu'il avait mis en ordre, à un homme de qualité d'Allemagne, parent de la Comtesse de Saint-Germain, et pour qui il n'avait jamais eu de secret. On prétend qu'il lui laissa la liberté de faire de ces papiers, après sa mort, tel usage

qu'il croirait utile à sa réputation, exigeant toutefois que plusieurs de ses correspondances particulières ne vissent le jour, que quand ceux qu'elles intéressaient n'existeraient plus.

Dans l'intervalle de sa retraite à sa mort, le Comte de Saint-Germain ne cessa de déplorer son sort, et de regretter d'avoir survécu à sa réputation. Il se reprochait ses fautes et ses faiblesses, en même-temps que, pour adoucir ses chagrins, il disait quelquefois à ses amis: *J'ai eu des torts, je ne me le dissimule pas ; mais on m'en impute un trop grand nombre. Il y a des gens qui en ont eu de plus graves que moi. Comment pouvais-je connaître l'ame de ces êtres-là, et prévoir le résultat de leurs démarches ? Sans eux je ne serais pas en bute à la haine qui me poursuit avec acharnement, et à la calomnie qui m'outrage ; mais la vérité se découvrira un jour.* Il ne se plaignait nominativement de personne, mais il accusait en général beaucoup de monde de l'avoir trompé. Ses aveux annoncent qu'il se jugeait alors lui-même dépourvu des qualités

qualités qui constituent l'homme d'Etat. On ne peut douter que ses regrets, qui se renouvellaient à chaque instant, n'aient causé la sombre mélancolie et la maladie de langueur, qui, après avoir épuisé ses forces, le conduisit au tombeau. Il vit approcher la mort sans trouble, sans inquiétude, et avec le même sang-froid qu'il avait manifesté à la guerre dans les occasions les plus périlleuses. Il expira à l'Arsenal le 15 de Janvier 1778, dans la soixante-dixième année de son âge, et fut inhumé le lendemain soir, dans l'église de Saint-Paul, sa paroisse.

Peu d'hommes meurent à propos pour leur gloire. Si le Comte de Saint-Germain avait fini sa carrière dans sa chaumière, à Luterbach, on l'aurait apothéosé et représenté aux races futures comme un Sage, victimé par la jalousie de ses rivaux : on aurait exagéré son génie, ses talens, son courage, ses vertus civiles et militaires. Après sa défection qui suivit le combat de Corbach, il ne devait plus espérer de jouer un rôle dans sa patrie. Un

enchaînement de circonstances singulières lui procure le département de la Guerre, et le ramène sur une scène nouvelle pour lui, sur laquelle son caractère va paraître au grand jour : se fait toujours illusion à lui-même ; peut-être félicite-t-il intérieurement la Nation de ce que le Roi a enfin fait un bon choix : il s'aveugle sur le pesant fardeau du Ministère, ne calcule ni ses forces, ni ses moyens pour l'Administration ; il entasse fautes sur fautes, et sa mémoire, au lieu d'être chérie et honorée, sera déchirée par les uns et ridiculisée par les autres. Tel est le sort que doit éprouver quiconque n'est pas propre aux emplois qui lui sont confiés.

Les dispositions que le Comte de Saint-Germain apporta en entrant en place influèrent nécessairement sur sa conduite. Il était mécontent du passé, aigri par ses malheurs, rempli de mépris pour tout ce qu'avaient fait ses prédécesseurs, et persuadé que tout étant mal, il fallait tout changer sans délai ; aussi dédaigna-t-il les gradations qui sauvent les secousses toujours dan-

gereuses en administration. La manière dont il opéra prouve qu'il ne connaissait ni les hommes ni l'histoire : il crut bonnement que ses successeurs adopteraient ses principes et s'attacheraient à perfectionner ses institutions. Il ne sentit pas qu'il ne convenait nullement à un vieillard, de commencer un vaste édifice qu'il n'aurait pas le temps d'achever, et qu'il était plus sage de réparer l'ancien que de le démolir. Il avait d'ailleurs des préventions injustes contre beaucoup de personnes et de choses, une défiance telle, que sa main droite se défiait de la gauche ; aussi fut-il constamment trompé. Il ne montra aucune connaissance de la Cour, sur laquelle il croyait cependant posséder de bons résultats ; mais les courtisans lui prouvèrent bientôt la différence immense qui existe entre la pratique et la théorie. Il manifesta une ignorance absolue en matière d'administration, des idées brouillées par l'âge autant que par le tourbillon qui l'environnait, et par le chaos qu'il crut voir dans son département, et qui y

existait peut-être moins que dans sa tête. Il s'accommodait sans discernement de ceux qui étaient de son avis, les éloignait avec précipitation et sans examen, quand ils cessaient d'en être, craignait sur-tout d'approcher de lui quiconque, par expérience ou par énergie de caractère, pouvait lui opposer de la résistance ou de fortes représentations. Il avait un dégoût affecté pour les formes, qu'il multiplia cependant à l'infini dans ses Ordonnances; une certaine finesse dans sa manière de traiter les affaires; quelquefois peu de droiture dans ses procédés, souvent contraires à ses promesses verbales et même écrites; un ton goguenard, persifleur et ironique, d'autant plus offensant, qu'il annonçait de sa part la persuasion d'une grande supériorité sur les autres, qu'il méprisait réellement pour la plupart, même quelques-uns de ceux qu'il paraissait affectionner le plus. Tel se montra le Comte de Saint-Germain pendant son ministère, où on ne retrouve pas la moindre trace de la fermeté de carac-

tère qu'il manifesta à la guerre et dans ses malheurs. La haute opinion qu'on avait d'abord conçue de lui eut le même déclin que ses opérations, qui furent toutes décousues, incohérentes, enfin un véritable chaos. Son projet en général pouvait être bon, et en le morcellant, il devenait mauvais, parce que ses différentes parties n'avaient plus aucune liaison entre elles; aussi laissa-t-il, non une constitution militaire régulière, mais un fatras d'Ordonnances sans aucun ensemble, changées en partie et embrouillées par une multitude de lettres interprétatives, dont plusieurs avaient elles-mêmes besoin d'interprétation.

La plupart des vues du Comte de Saint-Germain, considérées séparément, étaient bonnes dans le fond; mais l'expérience a prouvé qu'elles péchaient presque toujours dans l'exécution, et que par conséquent il n'était pas propre à être l'ordonnateur des changemens qu'il proposa: plusieurs de ses projets ne furent pas même essayés. On trouve dans ses Mémoires,

qu'il voulait pourvoir à l'entretien des veuves des Militaires et à la subsistance des femmes d'Invalides , ainsi qu'à l'éducation de leurs enfans et de ceux des Soldats au service : il assure que ces dépenses n'auraient rien coûté au Roi ; mais il était impossible qu'elles ne coûtassent à d'autres , et c'est probablement ce qui a contrarié l'exécution de ces établissemens. Au surplus , comme il ne rapporte pas la preuve de leur possibilité , que le calcul pourrait la détruire et en faire sentir l'illusion , et que le Comte de Saint - Germain n'eut jamais d'idées nettes en matière d'administration , on pense que nous n'avons pas perdu à l'inexécution de ces projets autant qu'il paraissait le croire. Il était désintéressé , foncièrement droit et honnête , et doué de beaucoup d'esprit et de grands talens militaires ; mais avec toutes ces qualités , insusceptible de diriger un département , parce qu'il manquait de méthode , et que son inconstance naturelle le faisait varier continuellement. Nous pensons donc qu'en le tirant de

sa retraite de Luterbach , il fallait , non le charger du fardeau qui l'écrasa , mais le placer au Conseil d'Etat , et l'employer à discuter les affaires générales : il abondait en idées , et les présentait avec beaucoup de clarté et même d'agrément. Alors on ne peut douter qu'il n'eût proposé de bons expédiens , et que sur-tout on ne l'eût employé avec succès à la tête des armées , si la guerre fût survenue.

Sa vie fut un enchaînement continuél de prospérités et de revers ; mais ceux-ci , qui pour d'autres hommes sont ordinairement le résultat d'événemens aussi difficiles à prévoir qu'à prévenir , furent presque toujours , pour le Comte de Saint-Germain , l'effet de son inconstance : elle est démontrée par ses fréquens changemens de situation. Il se sauve de chez les Jésuites , et devient successivement Dragon et Officier de milice ; il s'enfuit dans le Palatinat , et entre au service de l'Electeur , auquel il préfère bientôt celui d'Autriche ; il le quitte pour entrer à celui de Bavière : en y renonçant , il s'attache

à celui de Prusse, s'enfuit et se lie de nouveau à sa patrie : il quitte brusquement l'armée Française, se réfugie à Aix-la-Chapelle, devient Ministre de la Guerre et Feld-Maréchal en Danemarck, et au bout de quelques années, il revient en France. On citera difficilement un second exemple d'une carrière aussi agitée et aussi versatile. On peut alléguer que des circonstances particulières lui furent contraires, et que la jalousie et la haine de ses ennemis le poursuivirent; mais pourquoi se brouilla-t-il avec tous les Généraux sous lesquels il servit, à l'exception du Maréchal de Saxe? Est-il vraisemblable qu'il ait eu toujours raison, et eux toujours tort?

Si nous avons représenté le Comte de Saint-Germain comme un mauvais Ministre, et comme un homme dépourvu de quelques qualités sociales, l'équité exige qu'on le montre sous les dehors qui lui sont avantageux, c'est-à-dire comme guerrier. Pendant toutes ses campagnes, on ne le vit jamais embarrassé, inquiet ni préoccupé,

même dans les conjonctures les plus épineuses. Ses mesures et ses projets étaient toujours calculés et réglés d'avance, et on ne pouvait le prendre au dépourvu. On appercevait en lui ce rare et heureux mélange de prudence, de hardiesse et d'activité qui caractérise le grand homme de guerre. Dans l'action, il avait une valeur froide et une liberté d'esprit qui lui permettaient de tout voir, de tout saisir, sans négliger le moindre détail, et même de faire quelquefois des plaisanteries qui, ainsi que sa contenance ferme et calme, encourageaient les troupes. Il ne sortait jamais de son sang-froid habituel, et ne galoppait que rarement; bien opposé en ce point à plusieurs Généraux, qui, après avoir fatigué dix chevaux dans une action, ont réellement produit moins d'effet que de tumulte. Il avait une aptitude particulière pour pénétrer les desseins de l'ennemi, et pour saisir d'un coup-d'œil les avantages et les inconvéniens d'un terrain; aussi ses dispositions et ses mouvemens étaient-ils décidés promptement et

sans tâtonner. Lorsqu'il voyait des mesures mal prises , souvent il ne se contentait pas. Pendant la campagne de 1758 , il alla visiter avec M. le Maréchal de Contades la position d'un corps considérable , commandé par le C..... de , alors Lieutenant-Général , et depuis Maréchal de France ; il ne put s'empêcher de s'écrier : *Ne serai-je jamais assez heureux pour avoir en tête un ennemi aussi mal campé !*

Quoique le Comte de Saint-Germain n'ait pas commandé de grandes armées , on ne peut guère douter que si les circonstances l'avaient porté au généralat , il ne s'en fût acquitté avec gloire et succès : il parut toujours supérieur à la besogne dont on le chargea , et né pour la guerre , dont il possédait certainement les grands principes. Lorsqu'il y avait dans sa division des Officiers supérieurs qu'il ne connaissait pas , il tentait de les pénétrer , afin de les juger : il les prenait en particulier , les entretenait de ses opérations , pesait leurs réponses , et ne les employait qu'en raison de leur capacité.

S'ils n'en avaient aucune , il ne négligeait rien pour s'assurer du moins s'ils étaient braves : il feignait de croire qu'un corps très-supérieur en nombre venait l'attaquer , et demandait à ces gens-là ce qu'ils feraient à sa place , ou bien il ajoutait quelquefois : *Je suis d'avis de rester dans mon poste , et de m'y défendre jusqu'au dernier homme.* Si ceux à qui il parlait ainsi paraissaient intimidés ou troublés , il savait alors à quoi s'en tenir sur leur courage , et se débarrassait d'eux le plutôt possible. Un Officier à qui il tenait des discours du genre de ceux dont nous venons de parler , pâlit de crainte , et lui dit : *Mais , mon Général , pourquoi ne pas nous retirer au plus vite ?* — *Non ,* répondit froidement le Comte de Saint - Germain ; *si nous partions sur-le-champ , comme vous le proposez , nous n'aurions qu'une oreille coupée , ce qui serait difforme ; au lieu qu'en restant ici encore quelques momens , on nous les coupera toutes deux , et alors le côté droit ne pourra se moquer du côté gauche.* Un jour qu'on lui donna

pour second un Maréchal-de-Camp qui joignait à une incapacité manifeste l'aversion la plus insurmontable pour les coups de fusil, il manda nettement au Général de l'armée, qu'il le priait de disposer du commandement de sa division en faveur d'un autre Lieutenant-Général, ou de lui envoyer un autre Maréchal-de-Camp. Il avait quelques manies assez singulières, notamment de porter sur l'arçon de sa selle un petit chien noir qu'il caressait beaucoup, et dont il vantait les bonnes qualités; et à propos de l'intelligence de ce chien, il distribuait des épigrammes très-mordantes à ceux des assistans à qui la nature n'avait pas prodigué l'esprit.

Lorsque le Comte de Saint-Germain était posté près de l'ennemi, il venait après souper s'établir près d'un feu à la tête de son camp, où il restait jusqu'au jour. Là, environné de ses Officiers, il s'entretenait familièrement avec eux, les instruisait et professait réellement la guerre, sur laquelle il avait réfléchi toute sa vie, et dont il parlait à merveille. Ce n'était pas son seul genre de

conversation ; comme il avait fait de bonnes études chez les Jésuites , où on prétend même qu'il régenta pendant quelques mois la Rhétorique , il avait l'esprit très-orné , beaucoup de littérature et de connaissances , qui rendaient sa conversation également agréable et instructive : il s'exprimait avec grâce , quoiqu'il eût la voix un peu capucinale , et il joignait à ses récits une finesse , un sel , un sérieux et un maintien vraiment plaisant , qui donnaient du prix aux moindres choses , et le rendaient fort aimable en société. Il aimait aussi à parler sciences , sur-tout Médecine et Pharmacie , et à moraliser. *Pourquoi , s'écria-t-il un soir , pendant la campagne de 1758 , n'existe-t-il pas une Puissance capable de bien étriller (1) les Souverains qui rendent de malheureux peuples les victimes de leurs passions et de leurs haines ? pourquoi , par exemple , le Paysan de la plaine de Cologne , dont nous mangeons le blé en herbe , est-il*

(1) Il accompagna ce mot d'un mouvement de bras très-expressif.

ainsi ruiné , parce que l'Impératrice Reine de Hongrie , l'Impératrice de Russie , et le Roi de France leur allié , sont en colère contre les Rois de Prusse et d'Angleterre ?

Le Comte de Saint-Germain était d'une taille moyenne assez régulière : il avait les cheveux et les sourcils blonds , les yeux d'un gris tirant sur le bleu , et très-vifs , la bouche grande , le visage long et peu coloré. Ce qu'on a dit de lui prouve qu'il avait un de ces caractères presque indéfinissables , par un mélange de bonnes qualités et de défauts souvent contradictoires. Il manifesta de la force et de la faiblesse , du calme et de l'inquiétude d'esprit , de la confiance et de la défiance , de l'égoïsme et de l'amour du bien public , de la reconnaissance et de l'ingratitude , de la douceur , de la causticité , de la sensibilité et de la dureté , enfin des principes d'équité et de vertu , malgré lesquels il se laissa entraîner à l'injustice et à la mauvaise foi. Un amour-propre excessif lui faisait mépriser presque tout le monde , et

lui donnait une si grande opinion de son mérite et de sa supériorité, qu'il ne voyait dans ses supérieurs et dans ses égaux, que des envieux toujours ligüés pour le perdre. Ce dernier trait établit une grande similitude entre son caractère et celui de Jean-Jacques Rousseau.

NOTICE

Des Ordonnances , Déclarations et Réglemens militaires publiés pendant le ministère du Comte de Saint - Germain.

- 12 Décembre 1775 et 25 Mars 1776. Deux Ordonnances portant amnistie générale en faveur de ceux qui ont déserté avant le premier Janvier 1776 , et qui établit de nouvelles peines contre les Déserteurs.
- 12 Décembre 1775. Ordonnance pour l'établissement d'une chaîne , à laquelle les Déserteurs seront attachés comme forçats.
- 15 Décembre 1775. Trois Ordonnances pour réformer les deux compagnies de Mousquetaires , celle des Grenadiers à cheval , et les Commissaires des Guerres employés à la conduite et police desdits corps.
- 15 Décembre 1775. Ordonnance pour supprimer les régimens provinciaux.
- 15 Décembre 1775 , 19 Janvier et 18 Mars 1776. Trois Ordonnances qui règlent la nouvelle composition des compagnies des Gardes-du-Corps.
- 15 Décembre 1775 et 19 Janvier 1776. Deux Ordonnances pour réduire la compagnie des Gendarmes et celle des Chevaux-Légers de la Garde.
- 30 Décembre 1775. Ordonnance qui licencie les deux compagnies

compagnies de Grenadiers-Royaux du régiment de Sens, établies à Saint-Denis.

- 1 *Février 1776.* Déclaration du Roi, qui donne une nouvelle forme à l'Ecole Militaire, ou fondation faite pour la Noblesse pauvre.
- 13 *Février 1776.* Ordonnance concernant le régiment des Carabiniers de Monsieur.
- 14 *Février et 22 Mars 1776.* Deux Ordonnances pour faire continuer la fourniture du pain aux troupes, la ration du poids de vingt-quatre onces.
- 24 *Février 1776.* Ordonnance concernant la Gendarmerie.
- 18 *Mars 1776.* Ordonnance portant règlement sur les gouvernemens généraux et particuliers, lieutenances de Roi, majorités, aides et sous-aides-majorités des places.
- 25 *Mars 1776.* Ordonnance portant suppression des charges d'Inspecteurs-Généraux d'infanterie, de cavalerie, de troupes-légères et des Hussards; Sa Majesté se proposant de former ses troupes en divisions, et d'y attacher des Officiers généraux pour les commander, les diriger et les inspecter.
- 25 *Mars 1776.* Ordonnance portant suppression de la finance de tous les emplois militaires des troupes d'infanterie, cavalerie, Dragons, Hussards et troupes-légères.
- 25 et 28 *Mars 1776.* Deux Ordonnances portant suppression du Conseil actuel de l'Ecole Royale Militaire, et création d'un Inspecteur-Général et d'un Sous-Inspecteur des Ecoles Royales Militaires.

- taires, avec un Règlement concernant lesdites Ecoles Militaires, en désignant dix collèges qui en prendront le nom.
- 25 Mars 1776. Ordonnance portant création de Cadets-Gentilshommes.
- 25 Mars 1776. Ordonnance concernant les légions.
- 25 Mars 1776. Ordonnance concernant l'infanterie Française et étrangère.
- 25 Mars 1776. Ordonnance concernant la cavalerie.
- 25 Mars 1776. Ordonnance concernant les Hussards.
- 25 Mars et 7 Mai 1776. Deux Ordonnances concernant les Dragons.
- 25 Mars 1776. Ordonnance portant règlement sur les recrues, rengagemens et remonte, la discipline, la subordination, la police intérieure, les récompenses, les punitions, la nomination aux emplois vacans, la formation des troupes en divisions, les congés, les sémestres, les revues des Commissaires des Guerres et celles des Officiers généraux.
- 12 Avril 1776. Ordonnance concernant le régiment d'infanterie du Roi.
- 7 Mai 1776. Ordonnance pour mettre le régiment de Quercy sous le nom de Rohan-Soubise.
- 14 Mai 1776. Ordonnance portant rétablissement du régiment Irlandais de Walsh.
- 31 Mai 1776. Ordonnance pour mettre sous le nom d'Austrasie le régiment dédoublé de celui de Champagne, qui avait pris le nom de Ponthieu par l'Ordonnance du 25 Mars précédent.

- 31 Mai 1776. Règlement pour l'habillement et l'équipement des troupes.
- 31 Mai 1776. Ordonnance concernant l'administration des fourrages pour la cavalerie, Dragons et Hussards.
- 1 Juin 1776. Ordonnance pour régler l'exercice de l'infanterie.
- 17 Juin 1776. Deux Ordonnances concernant l'Hôtel des Invalides et les compagnies détachées.
- 27 Juin 1776. Ordonnance concernant quelques objets relatifs aux troupes du Corps Royal de l'artillerie, à la visite des arsenaux et fortifications, aux enchères et adjudications des ouvrages à faire aux bâtimens militaires et aux fournitures des troupes.
- 2 Juillet 1776. Ordonnance concernant la compagnie des Cent-Suisses de la garde du Roi.
- 2 Juillet 1776. Ordonnance portant création d'un corps de Soldats pionniers.
- 15 Juillet 1776. Règlement concernant le paiement à faire aux Bas-Officiers, Soldats, Cavaliers, Dragons et Hussards retirés avec solde ou demi-solde, conformément à la réduction ordonnée par le Règlement d'administration du 25 Mars 1776.
- 7 Août 1776. Ordonnance qui fixe la paye du Dragon à sept sous deux deniers par jour, au lieu de sept sous à quoi elle avait été réglée par celle du 25 Mars.
- 11 Août 1776. Ordonnance portant règlement pour le service dans les villes et port de Brest, afin de

prévenir toute difficulté entre le département de la Guerre et celui de la Marine.

20 Août 1776. Règlement concernant les Cadets-Gentilshommes.

12 Septembre 1776. Ordonnance qui change les noms des régimens d'infanterie et de Dragons de la Marche en celui de Conti.

12 Septembre 1776. Ordonnance concernant les embaucheurs et fauteurs de désertion.

14 Septembre 1776. Ordonnance concernant les compagnies des Suisses de la garde de Monsieur et de M. le Comte d'Artois.

34 Septembre 1776. Ordonnance concernant les Commissaires des Guerres.

1 Octobre 1776. Ordonnance concernant les droits et prérogatives attachées aux charges de l'Etat-Major de la cavalerie et des Dragons.

3 Novembre 1776. Deux Ordonnances, l'une concernant l'artillerie, l'autre concernant le service des ouvriers dans les arsenaux de construction.

31 Décembre 1776 et 7 Mai 1777. Ordonnances concernant le corps du Génie.

4 Janvier 1777. Ordonnance concernant l'Ecole Militaire.

19 Février 1777. Ordonnance qui fixe le rang des régimens d'infanterie de Piémont, Navarre et Champagne.

26 Février 1777. Ordonnance concernant les Ingénieurs-Géographes.

26 Février 1777. Ordonnance concernant les hôpi-

taux militaires, et Règlement concernant les amphithéâtres militaires de Strasbourg, Metz et Lille.

1 Mai 1777. Ordonnance qui règle l'exercice de la cavalerie.

2 Juin 1777. Ordonnance concernant les dettes des Officiers.

2 Juin 1777. Ordonnance concernant le régiment provincial de l'île de Corse.

4 Juillet 1777. Ordonnance qui augmente la compagnie des Gendarmes et celle des Chevaux-Légers de la garde du Roi, chacune d'un Enseigne et de trois Guidons.

17 Juillet 1777. Ordonnance concernant le régiment des Gardes-Françaises.

17 Juillet et 18 Octobre 1777. Deux Ordonnances portant établissement d'un corps de Cadets, et d'un cours d'instruction pour les Elèves de l'Ecole Royale Militaire.

Nota. La dernière de ces Ordonnances fut rendue par M. le Prince de Montbarrey.

LISTE DES ECCLÉSIASTIQUES

*Choisis par le Comte de Saint-Germain pour
être attachés à l'Ecole Royale Militaire.*

Supérieur général des Aumôniers Militaires.

Joseph-Charles Jolly, âgé de soixante ans, Docteur de Sorbonne, Professeur dans cette maison depuis vingt-trois ans, Chanoine d'Amiens.

Chef du Cours d'instruction.

Alexis du Bois, de Colmar en Alsace, âgé de cinquante-six ans, Docteur en Théologie de l'Université de Strasbourg, Chanoine de Saint-Pierre-le-Vieux à Strasbourg, attaché pendant trente-deux ans sans interruption aux Evêques de Strasbourg en qualité d'Aumônier, frère du Commandant du Guet de Paris et du Major de Colmar.

Directeur des Etudes.

François-Guillaume Lambert, du Diocèse du Mans, âgé de quarante-un ans, Bachelier de Sorbonne, élevé à la Communauté de Sainte-Barbe, à Paris, Professeur et dernier Principal du Collège de la Flèche, Curé de Grazezy, près de Mayenne, dans le Maine.

Sous-Directeurs des Etudes.

Hubert Wandelin court, âgé de quarante-six ans,

Préfet et Professeur du Collège de Verdun depuis quinze ans.

Claude-Toussaint Longuevègne, âgé de trente-trois ans, de Paris, élevé à Sainte-Barbe, autrefois Instituteur du Marquis de Fogliani, Prêtre habitué à Saint-Paul.

Instituteurs - Professeurs de Philosophie.

Adrien-Maurice Jaulliac de la Guarigue, âgé de vingt-neuf ans, Maître de Conférence de Philosophie au Collège de Lizieux.

Antoine-Pierre Regnard, âgé de trente-sept ans, Professeur de Philosophie au Collège d'Amiens sa patrie.

Instituteurs - Professeurs de Mathématiques.

François Omo, du Diocèse d'Avranches, âgé de trente ans, Maître de Conférence au Collège de Lizieux.

Pierre Chantemerle, âgé de vingt-huit ans, du Diocèse de Clermont, Prêtre habitué à Saint-Jean en Grève.

Instituteurs-Professeurs de Belles-Lettres.

André-Charles Corosier, du Diocèse de Nevers, âgé de vingt-six ans, attaché au Clergé de Saint-Leu.

N.... Binet, âgé de trente-cinq ans, du Diocèse de Rouen.

Instituteurs et Professeurs d'Histoire.

Liévain-Bonaventure Proyard, du Diocèse d'Arras, âgé de trente-trois ans, Bachelier de Sorbonne,

premier Sous-Principal du Collège de Louis-le-Grand.

Jean-Pierre Ricordel, de Saint-Malo, âgé de vingt-sept ans, attaché au Clergé de Saint-Paul à Paris.

Confesseurs, Prédicateurs, Desservans de la Chapelle.

Pierre-Jacques de Turmenies, âgé de trente-trois ans, du Diocèse de Rouen, Docteur de la Maison de Navarre.

Jean-Léonard Ivrie, de Lyon, âgé de trente-neuf ans, ancien Vicaire dans le Lyonnais.

Bertrand du Puy, Licencié de Sorbonne, âgé de vingt-sept ans, de la Communauté de Saint-Sulpice.

N.... Conor, Chapelain à l'Ecole Militaire.

Sacristain co-Instituteur.

N.... Picot, employé à l'Ecole Militaire.

Économe.

Jean Sarron, de Mende, âgé de vingt-neuf ans, Licencié de Sorbonne, Économe du Séminaire de Saint-Louis.



CORRESPONDANCE

CORRESPONDANCE

PARTICULIÈRE
DU COMTE DE SAINT-GERMAIN,
MINISTRE D'ÉTAT.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. PARIS DU VERNEY.

Landau, le 30 Septembre 1749.

MONSIEUR,



J'avais prié M. de Crémille, qui m'a dit
 devoir passer un jour avec vous, de vous
 présenter mes obéissances. J'ai envie son
 bonheur, mais je suis attaché ici.

Nous avons visité ensemble les lignes
 de la Keich et de la Lauter. Les premières
 sont susceptibles d'une très-bonne défense,
 et il nous a paru qu'on ne pourrait jamais
 tirer un grand parti des dernières. J'enverrai
 au premier jour, au Ministre, mes idées

sur celles de la Keich : il me paraît qu'avec peu de dépense on peut les rendre aussi bonnes qu'une ligne peut l'être.

Il me semble qu'un des malheurs des lignes est, qu'il n'y a guère eu que des Généraux timides et mal-adroits qui s'en soient servi, et qui se seraient fait battre derrière vingt rivières; on ne sait pas quel parti d'habiles gens peuvent en tirer : ils ne s'en sont guère servi.

J'ai été bien fâché de n'avoir guère eu le temps d'entretenir M. de Crémille en particulier ; j'avais bien des observations à lui faire ; mais nous n'avons parlé que d'exercice et de maniement d'armes. Nous lui avons fait manœuvrer le régiment d'Alsace, dont il a été fort content. C'est assurément un des régimens de France qui est sur le meilleur pied. Il serait à souhaiter que le Roi voulût adopter cet exercice pour toutes ses troupes. Il n'y a pas de nation qui ait moins travaillé sur la Tactique que la nôtre ; nous sommes aussi les moins habiles : il est aisé de le prouver. Il n'y a pas un temps dans l'exercice de France dont le Soldat se serve devant

l'ennemi , et cependant on ne devrait le dresser qu'à des manœuvres qui le rendent agile à combattre. Je souhaiterais fort , Monsieur , que vous voulussiez bien écouter là-dessus M. de Würmser , Lieutenant-Colonel d'Alsace ; c'est un Officier très-appliqué et très-entendu , et dont je suis persuadé que vous serez content.

Il est connu que notre Officier ne sait rien et ne s'applique à rien : à deux ou trois près par régiment , aucun autre ne sait le moindre exercice ; cela est horrible.

On continue à nous accabler d'Ordonnances ; la vie d'un homme est trop courte pour les apprendre , et elles changent presque tous les ans.

M. de Crémille m'a fait entendre que l'on travaillait à une compilation comme vous l'aviez proposé , Monsieur : c'est un ouvrage bien essentiel ; il ne devrait pas être fort étendu ni d'un grand détail.

Les eaux de Plombières et une fièvre que j'y ai gagnée , m'ont empêché de courir les montagnes comme je l'aurais souhaité. Il est surprenant que nous n'ayons pas une bonne carte des Vôges.

J'ose toujours compter sur vos bontés.
 Je vous prie d'être persuadé que personne
 n'est plus empressé à les mériter, et n'est
 avec des sentimens plus distingués et un
 attachement plus sincère et plus invio-
 lable , etc.

 RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Plaisance, le 6 Octobre 1749.

MONSIEUR,

J'ai trouvé la lettre que vous m'avez
 fait l'honneur de m'écrire, à mon retour
 de Mont - Saint - Père, où j'ai passé six
 semaines. Vous voyez que je prends du
 repos, tandis que vous vous occupez plus
 que jamais de votre métier. Si tous les
 Officiers mettaient aussi bien à profit le
 temps de la paix, vous ne vous plaindriez
 pas, comme vous le faites, de leur inappli-
 cation et de leur incapacité; l'une est l'effet
 nécessaire de l'autre. Tout ce que vous voyez
 vous apprend que les soins du Ministre
 tendent à ramener la bonne discipline; ce
 n'est pas l'ouvrage d'un jour: l'école des
 Grenadiers de France ne servira pas peu
 à en avancer le succès.

J'entendrai avec grand plaisir M. de
 Wurmser; je sais qu'il n'y a qu'à gagner
 avec les Officiers de son espèce: il est à

la tête d'un régiment qui a toujours bien fait pendant la guerre , quoiqu'il ait été renouvelé plus d'une fois ; l'esprit des corps se conserve toujours : il en faudrait un général , mais on ne le fait pas tout d'un coup. Que peut-on désirer de plus que d'y avoir travaillé ?

Je conçois que la multiplicité des ordonnances embarrasse et rebute ; il faut en faire une étude sérieuse pour les savoir. Si on était une fois arrivé à un bon terme , on pourrait y appliquer et y réduire toutes les loix militaires , en abrogeant les anciennes. Une compilation ou une conférence des ordonnances serait fort utile ; mais vous sentez que c'est un travail qui demande beaucoup de temps et de soins.

Vos réflexions sur les lignes sont fort justes ; il faut convenir cependant qu'il est des cas où elles peuvent être utiles , et cela suffit pour qu'on n'en néglige pas la défense : l'habileté tire bon parti de tout. M. de Crémille et moi avons raisonné de tout cela à Mont-Saint-Père ; j'aurais eu , Monsieur , un extrême plaisir à vous y voir.

Je suis étonné que vous vous soyiez mal trouvé des eaux de Plombières; elles sont salutaires à presque tous ceux qui en boivent : vous faites exception, et j'en suis mortifié. Puisque vous ne pouvez pas encore quitter Landau, j'espère au moins que vous voudrez bien me donner de vos nouvelles ; elles me seront toujours chères, et je ne cesserai d'être toute ma vie avec l'attachement le plus inviolable et le plus respectueux, etc.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DE WURMSER

Landau, le 10 Avril 1750.

MONSIEUR,

Je ne puis assez vous remercier, de la continuation des sentimens d'amitié et de protection que vous voulez bien me conserver, et dont M. de Wurmser a bien voulu m'informer. Je regarde, Monsieur, comme le plus grand bonheur de ma vie d'avoir pu mériter l'estime d'une personne de votre distinction ; elle est pour moi au-dessus de tous les biens ; que ne ferai-je pas, Monsieur, pour la conserver et la mériter de plus en plus ! mais cette envie me fait trembler quand je me regarde de près. Je compte cependant sur votre indulgence, votre générosité, et sur mon cœur, qui vous est entièrement et pour toujours dévoué. Je suis avec un attachement aussi sincère que respectueux, etc.

LE MÊME AU MÊME.

Landau, le 13 Octobre 1759.

JE m'étais flatté tout cet été, Monsieur, d'avoir l'honneur de vous aller rendre mes devoirs chez vous, et de vous y renouveler les sentimens de reconnaissance et de vénération dont vos bontés m'ont pénétré : la situation de mes affaires ne me l'a pas permis ; et quoique le Roi me donne beaucoup, l'état que je suis obligé de tenir l'absorbe entièrement, et ne me laisse pas de quoi me procurer les satisfactions les plus justes. Je ne me plaindrais pas de cette situation si, avec cela, elle était gracieuse ; mais je trouve bien dur de me trouver réduit à passer ma vie vis-à-vis d'une grosse garnison, sur laquelle je n'ai pas la moindre autorité, et dont je ne puis me faire considérer qu'en lui faisant manger tout ce que j'ai, au hasard de me trouver hors d'état de former un équipage si la guerre venait, de laisser de quoi vivre médiocrement à une femme, et même, si je mourais, de lui laisser un sou. L'état d'un

Officier général employé est plus triste , à certains égards , que celui d'un Lieutenant ; il me devient tous les jours plus insupportable sans pouvoir le changer , parce qu'il ne me resterait pas de quoi vivre. Le Ministre voudrait peut-être bien me permettre d'établir ma famille à Paris , ou près de Paris , m'y continuer le traitement que j'ai , et m'envoyer ensuite , pendant quelques mois de l'année , par-tout où il jugerait nécessaire pour le service du Roi. Vous sentez de reste , Monsieur , combien il est désagréable pour un Officier général qui a long-temps commandé avec autorité , de se voir comme aux ordres d'un Lieutenant de Roi , d'un Major , d'un Aide-Major , et même d'un Capitaine des Portes , et de n'avoir d'autre autorité et de considération , dans une garnison , que celle qu'il sait se ménager ; il est obligé de dépenser tout ce qu'il a dans un état humilié , et avec des désagréemens indicibles.

Le pauvre s'est fort barbouillé à la Cour Palatine. J'ai su , par voix indirecte , qu'il y était chargé par la Cour de quelque commission : il y est resté

presque tout l'été , et s'y est conduit d'une façon qui l'a fait haïr de tout le monde. Il a du mérite et des talens assurément ; mais les bontés que la Cour lui a témoignées l'ont si fort enivré , et lui ont inspiré des sentimens si hauts , que la tête lui en a tourné : c'est grand dommage. M. de Ministre du Roi à la Cour Palatine , s'y est aussi attiré quelques désagrémens : je ne sais pas encore en quoi ils consistent ; mais j'aurai l'honneur de vous en informer dans peu , si vous le souhaitez. Je compte cependant que ces ouvertures , qui ne sont que pour vous , Monsieur , ne feront aucun préjudice à ces deux Messieurs , que le passé pourra corriger pour l'avenir.

Le Ministre a envoyé beaucoup d'ordonnances sur les différentes parties du service ; mais je doute qu'on se soit même donné la peine de les lire. Le Ministre ne parviendra pas à les faire exécuter s'il ne charge , chaque année , les Inspecteurs ou autres d'y tenir la main , en leur donnant l'autorité nécessaire pour remettre en vigueur ce qui aura été négligé , et redresser les abus.

Permettez-moi, Monsieur, de compter
 toujours sur votre bienveillance et votre
 protection ; j'ose dire qu'elles sont dues à
 l'attachement inviolable et respectueux
 avec lequel je suis, etc.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Mont-Saint-Père, le 21 Octobre 1750.

MONSIEUR,

J'aurais été bien charmé que vous eussiez été à portée d'exécuter le projet que vous aviez formé de me venir voir cet été, duquel vous me faites part par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 de ce mois. Outre la mortification que j'ai d'avoir été privé du plaisir de vous recevoir, j'ai celle que me causent les raisons qui m'en ont privé, sur lesquelles vous voulez bien entrer en détail avec moi. Je me flatte que vous me rendrez bien la justice d'être convaincu de ma façon de penser, et de toute ma sensibilité pour ce qui vous regarde, ce n'est pas d'aujourd'hui que je m'en occupe; et puisque vous me mettez sur ce chapitre, j'aurai l'honneur de vous dire que j'ai quelque chose en vue qui vous conviendrait très-fort, dont je n'ai encore fait d'ouverture à personne, et dont même je ne m'expliquerai pas pour

le présent avec vous , l'objet étant encore trop éloigné et trop incertain ; je ne l'abandonnerai néanmoins pas : il suffit que vous y ayiez intérêt ; mais il est des choses qu'on ne peut forcer , et que l'on doit attendre du bénéfice du temps : c'est le cas où je me trouve à cet égard , je ne puis vous en dire davantage.

Quant au peu d'autorité , Monsieur , que vous me marquez avoir , je ne comprends pas bien cela ; et votre position , telle que vous la dépeignez vis-à-vis du Lieutenant de Roi et des autres Officiers de l'État-Major de la Place , me paraît des plus surprenantes , je vous l'avoue.

Je suis réellement peiné de ce que vous me faites l'honneur de me marquer touchant M. M. de J'ai une estime toute particulière pour le premier , et le second s'est toujours conduit jusqu'ici au mieux , et à la satisfaction de cette Cour et de celle où il est employé ; mais il est bien rare et bien difficile qu'un Ministre , dans le cours de ses négociations , ne rencontre pas quelques obstacles qui l'exposent à essuyer des désagréments.

Quant aux différentes ordonnances qui ont été envoyées sur les différentes parties du service , je me borne uniquement , Monsieur , à celles qui ont trait à l'article des subsistances : le reste passe mes lumières. L'on ne peut révoquer en doute les bonnes intentions du Ministre , et je pense que si ces ordonnances ne remédient pas à tous les abus , elles les diminuent beaucoup , et c'est un grand point dans le pays où nous vivons , dans lequel il est bien plus difficile d'approcher de la perfection en ce genre que dans beaucoup d'autres : vous êtes , Monsieur , très en état d'en juger , et le Ministre pourrait vous savoir bon gré des observations que vous prendriez la peine de lui faire sur cette matière , qui est de votre compétence et digne de vos soins.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Paris, le 26 Mars 1751.

MONSIEUR,

Une malheureuse indisposition que j'ai eue, et vos différens voyages m'ont empêché d'avoir l'honneur de vous rendre mes devoirs. Je pars cette après-midi pour Versailles, où je serai obligé de rester quelques jours. J'ai eu tout le temps de réfléchir sur le projet dont vous avez bien voulu me faire part : je le trouve grand, sûr et aisé dans son exécution, et je ne doute pas qu'en le suivant, on ne se rendît maître de tout le pays dans quatre mois, sans que l'ennemi puisse y apporter aucun obstacle. J'avais toujours pensé pour moi, que si j'étais chargé d'une opération dans ce pays-là, après avoir préalablement ouvert la porte, je commencerais par M..., parce que le succès en peut devenir impossible, si l'on donne le temps à l'ennemi

de

de rassembler 30 à 40 mille hommes ; mais je n'avais pas porté mes vues plus loin , et je vous avoue bien ingénument que je n'aurais pas trouvé une idée aussi heureuse que la vôtre , et sur laquelle je ne vois pas que l'on puisse objecter un mot raisonnable. Nous devons vous regarder tous comme notre maître ; et si jamais quelque chose roulait sur mon compte , vous verriez que je le pense bien sincèrement.

Pourrai-je compter assez sur vos bontés , Monsieur , pour oser espérer que vous voudriez bien placer , si vous en avez l'occasion , deux sujets dont je suis chargé. Le premier est mon Secrétaire , âgé à peu près de quarante ans , de Franche-Comté et de très bonne famille : il est fort zélé , fort honnête homme et assez capable pour tout , excepté pour le métier qu'il fait , pour lequel il n'a pas assez de savoir. Le second me sert d'écuyer depuis douze ans , et ne m'a pas quitté d'un pas dans toutes les batailles ou affaires où je me suis trouvé ; mais comme il devient pesant , et qu'il a femme et enfans , je souhaiterais pouvoir le placer , afin qu'il pût élever sa

famille, et je ne suis pas assez riche pour lui faire sa fortune. Il n'a pas quarante ans : il est Allemand, mais il parle bien français.

Je vous demande mille excuses de la liberté que je prends ; vos bontés m'ont peut-être gâté, mais du moins je les ressens vivement, et personne n'est avec un attachement plus inviolable et plus tendre, etc.

LE MÊME AU MÊME.

A Givet, le 7 Septembre 1751.

MONSIEUR,

Le Roi vient de m'accorder le cordon rouge. L'intérêt que vous voulez bien prendre à mes avantages me répond de celui que vous prendrez encore à cette nouvelle grâce : j'en sens bien vivement toute la distinction, et je vous dois tout dessus, Monsieur, un remerciement. C'est aux idées avantageuses que vous avez bien voulu vous faire de moi, et que vous avez par-tout exagérées, que je crois devoir le bien qui m'arrive. Je vous prie, Monsieur, d'être bien persuadé de ma vive reconnaissance : elle égale la vénération et le tendre et respectueux attachement avec lesquels je suis, etc.

 RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Plaisance, le 23 Septembre 1751.

MONSIEUR,

Si j'avais pu contribuer à la justice que le Roi vient de vous rendre, ce ne serait que par le sentiment de ce que vous valez et de ce que vous méritez : vous êtes trop au-dessus de ce que je puis penser et de ce que je puis dire, pour y avoir d'autre part. Je ne desire donc, Monsieur, que de vous voir penser qu'il n'y a personne au moins qui en partage plus sincèrement la satisfaction avec vous.

Nous commençons à nous appercevoir de l'effet des ordres que vous avez donnés pour arrêter les progrès de la fraude du droit sur les cartes ; le Ministre a vu ce changement avec plaisir sur le rapport que je lui en ai fait. Je m'occupe toujours, Monsieur, des moyens de rendre vos soins plus efficaces ; mais ce n'est pas peu de chose que de monter une affaire telle que

celle-là dans tout le royaume, où j'ose dire qu'elle était presque abandonnée. Je compte que la nouvelle forme sera établie par-tout à la fin de Décembre, et vous verrez alors, Monsieur, que je n'ai rien négligé pour déconcerter la fraude.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A. M. DU VERNEX.

Givet, le 20 Janvier 1752.

MONSIEUR,

J'ai reçu les semences de bétéraves que vous avez eu la bonté de m'envoyer ; c'est une marque d'attention de votre part, et une marque d'amitié qui me touche vivement et qui excite toute ma reconnaissance. Je recevrai avec les mêmes sentimens toutes les graines que vous voudrez bien m'envoyer : un commençant Jardinier a besoin de bien des choses, et il accepte tout. Je commence à me lasser de travailler le bien d'autrui, et je sens que l'on n'a ni la même activité, ni la même satisfaction que si l'on travaillait sur son terrain. Je cherche avec grand soin une terre à acheter, quoique je n'aie point d'argent ; mais je trouverai peut-être des gens raisonnables qui voudront bien entrer dans des arrangements, et se contenter d'un paiement

successif par année, et j'espère qu'en ce cas-là M. le Comte d'Argenson voudra bien me continuer ses bontés, et me permettre de passer une bonne partie de l'année sur ma terre, pour pouvoir épargner de quoi la payer. Un homme qui n'a pas un chez soi est une ame sans corps, et si la guerre venait, je ne saurais où mettre ma famille ni mes meubles. J'avais loué ici près une maison de campagne, avec un beau jardin et un beau verger: je les ai rendus bien beaux et bien agréables; mais il faut les quitter, parce qu'on va vendre le tout. Jugez de mon chagrin par celui que vous auriez, Monsieur, à perdre Plaisance: la proportion n'est pas égale, il est vrai, dans le fond; mais je suis également touché, et l'on ne perd pas volontiers le fruit de ses travaux. Je vous prie de me regarder comme la personne du monde qui vous est le plus inviolablement attachée, et qui sera toute sa vie avec les sentimens les plus tendres et les plus respectueux, etc.

LE MÊME AU MÊME.

A Aix-la-Chapelle, le 23 Mai 1752.

MONSIEUR,

C'est ici, où je suis pour me guérir de mon rhumatisme, que j'ai reçu la lettre du 13, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire; elle m'est une nouvelle preuve de la continuation de vos bontés, qui m'est bien précieuse, et qui contribuera toujours au bonheur de ma vie, si vous voulez bien me la conserver.

La saison, jusqu'à présent, est trop mauvaise pour prendre les bains; il faut se contenter de prendre les eaux en attendant un meilleur temps. Les belles cures qui se font ici me donnent bonne espérance, et si ma santé se rétablit enfin, j'aurai l'honneur de vous voir, et M. de Chavigny, à qui j'ai bien des obligations, que j'aime et révère.

Ce n'est qu'avec beaucoup de regret, Monsieur, que j'ai abandonné le projet

d'acheter une terre, et c'est sur les réflexions que m'a fait faire M. de Lucé, Intendant du Hainaut, que j'ai changé de sentiment. Voici les raisons qui m'ont déterminé. Je n'ai point d'argent du tout ; il m'en aurait fallu chercher à gros intérêt pour faire un premier paiement, je me serais mis par-là mal à mon aise pour le reste de ma vie : quand je serais parvenu à payer avant ma mort l'acquisition que j'aurais pu faire, les loix du royaume ne m'auraient pas permis d'en disposer à ma volonté, ni d'avantager une femme que j'aime et respecte, et dont je voudrais assurer le sort. J'ai quelques parens qui sont de vrais barbares, qui ne méritent nullement mon attention, et de qui ma femme, si je mourais avant elle, n'aurait à attendre que de mauvais procédés ; ainsi, tout bien considéré, il me convient mieux de n'avoir point de bien au soleil. Si je ménage quelque argent, je pourrai trouver les moyens d'en disposer, et de laisser ma femme dans une situation tranquille. Je cherche présentement à louer une belle campagne entre Givet et Paris ; mais je voudrais

qu'elle eût quelques dépendances en terres labourables et prés, et qu'il y eût de la chasse ; car il me faut matière à travailler et à tracasser mon corps : j'ai donné commission à bien du monde de m'en chercher une, et j'attends leur réponse avec un grand empressement. On m'avait parlé du château de la Bove, qui appartenait à un Intendant dont la veuve est à Paris et les enfans encore fort jeunes ; c'est M. de Boulongne qui en est le tuteur onéraire. Je ne sais pas si cette affaire pourrait s'arranger.

Je soumets, Monsieur, toutes ces différentes idées à votre jugement, et je vous aurais un surcroît d'obligations si vous vouliez bien me faire savoir votre sentiment, que je préférerai, sans balancer, au mien.

LE MÊME AU MÊME.

A Aix-la-Chapelle, le 28 Juin 1752.

MONSIEUR,

La sensibilité que je vous marque sur l'état de votre santé est bien juste de ma part ; je voudrais que vous en puissiez connaître toute la vivacité , et que les vœux que je fais pour son entier rétablissement et pour sa continuation eussent tout l'effet que je desire. La mienne se rétablit aussi de jour en jour ; je n'y perds pas aussi de temps , et le Médecin me dit qu'il n'a jamais vu d'homme qui ait fourni sa carrière avec tant de vivacité et tant de soins. Le rhumatisme consiste dans un gravier tout rouge , dont j'ai rendu plus d'un boisseau. Je compte que ce qui en reste sera obligé , dans peu , de partir de même.

Le fief de Haudres , effectivement , ne me convient pas. Quand on ne loue qu'une maison et un jardin , on y a trop de perte ; mais quand il y a de quoi entretenir une

basse-cour, nourrir des chevaux, etc., on regagne, à peu de chose près, le loyer que l'on donne, sur-tout quand on est laborieux, et que l'on s'applique à faire valoir ce que l'on a. Je ne doute pas, Monsieur, que je ne trouve ce que je cherche si vous voulez avoir la bonté d'en charger quelqu'un ; je m'accommoderais même d'une terre à raison de loyer. J'ai grand regret au départ de M. de la Touche, qui était mon chercheur. Il s'était adressé à M. le Maréchal de Balincourt pour une terre qu'il a en Beauce ; je ne sais pas encore quel sera le succès. Une M^{lle} d'Angennes a une terre nommée Sisserme, entre Givet et Laon, où il y a un château meublé qui serait bien mon affaire : elle veut la vendre ; mais il y a encore des procès qui en retarderont la vente pour plusieurs années. Peut-être ne serait-elle pas fâchée d'en tirer parti en attendant : c'est un M. de Saint-Aumont qui fait ses affaires. Je ne lui en ai pas encore écrit.

Vous savez sans doute, Monsieur, que les appointemens des Généraux employés ne sont plus payés, et que l'on n'a point

remis de fonds aux Trésoriers pour eux. Je serais charmé de ne plus être-employé, et d'avoir un gouvernement à-peu-près équivalent, qui ne demandât pas résidence. Les appointemens d'employé vont à 26000 liv. je serais fort content si l'on m'en donnait 18000 à la place : je ne serais du moins plus en but à l'envie, à la jalousie ; mon état serait plus assuré, je vivrais plus tranquillement, et j'emploierais mieux mon temps.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

Le 5 Juillet 1752.

MONSIEUR,

Ce que vous m'apprenez de votre santé me fait grand plaisir, et augmente l'espérance que vous m'avez donnée de vous voir bientôt à Paris : nous y raisonnerons de vos projets, et en attendant, je ne négligerai rien de tout ce qui pourra en préparer le succès. Je crois qu'il faudrait faire annoncer, dans les petites Affiches de Paris, l'envie que vous avez de trouver une terre à louer. Tout Paris et une grande partie des Provinces lisent ces petites Affiches, et au lieu d'être dans le cas de chercher, il y aurait peut-être beaucoup de gens qui vous rechercheraient. Il ne s'agit que de savoir précisément ce que vous voudriez, et dans quelle Province vous préféreriez de vous fixer ; je me chargerais de le faire mettre dans les Affiches. Je vais écrire à Château-Thierry

et à Mont-Saint-Père pour faire chercher dans mon voisinage, où j'aimerais mieux que vous fussiez que par-tout ailleurs. Enfin, Monsieur, je ferai ensorte que vous ne perdiez rien au départ de M. de la Touche.

Il serait juste que l'on suppléât aux appointemens que vous perdez ; la seule difficulté serait peut-être de le faire d'une manière qui y fût à-peu près proportionnée. Il me semble, Monsieur, que vous pourriez faire quelques démarches sur cela, ou dès-à-présent, ou lorsque vous serez à Paris : vous jugez bien que je n'épargnerai pas celles que vous croirez pouvoir vous être de quelqu'utilité. La goutte ne m'a pas encore quitté tout-à-fait : je commence cependant à me promener ; mais cette longue attaque m'a affaibli, et je m'aperçois que j'ai besoin de reprendre des forces.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Aix-la-Chapelle, le 11 Juillet 1752.

MONSIEUR,

J'apprends avec bien de la satisfaction, par la lettre du 5, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, que votre santé se rétablit de jour en jour, et qu'il ne vous reste qu'un peu de faiblesse. Le bon air que vous respirez vous rendra bientôt les forces abattues: je le desire bien ardemment, et que votre santé soit toujours constante. La mienne a été un peu dérangée par du froid que j'avais pris. Mon rhumatisme, qui s'était retranché dans le pied gauche, a fait tout d'un coup une sortie vigoureuse, et s'est jetté sur l'estomac particulièrement. Comme les matières sont fort diminuées, la colique que cet accident m'a occasionnée n'a duré qu'un demi-jour, et n'a pas été, à beaucoup près, si violente que celles que j'ai eues en Flandre.

Flandre. Mon Médecin me flatte que c'est une crise qui accélérera ma guérison. Dieu le sait ; ces Messieurs sont ici comme ailleurs , un peu charlatans , à ce qu'il me paraît.

Je serais bien charmé de trouver dans votre voisinage la maison de campagne ou la terre que je cherche : quels agrémens n'y goûterais-je pas quand vous seriez chez vous ! Je serais bien assidu à vous rendre mes devoirs , Monsieur , et j'y passerais d'heureux jours ; mais comme je ne puis pas tout-à-fait compter sur ce bonheur , et que les voyages ne me coûteront jamais pour avoir l'honneur de vous voir , si je puis être un peu plus mon maître , je crois que le moyen que vous me proposez des feuilles hebdomadaires est le plus sûr pour parvenir à quelque chose , et j'ose vous prier , Monsieur , de vouloir bien y faire mettre un article pour moi. Je voudrais être à portée de Paris , sur la route de Laon à-peu-près. Je cherche le voisinage de la capitale pour plusieurs raisons. La principale cependant est que l'on y trouve plus communément des êtres pensans , intel-

ligens et sociables. Je voudrais avoir une maison meublée , s'il est possible , parce que cela m'épargnerait beaucoup de dépenses que je ne suis pas en état de faire , et qui , d'ailleurs , me seraient fort inutiles. Je souhaiterais qu'il y eût de la chasse , de beaux jardins avec de l'eau , ou du moins de quoi en faire. Les bois seraient aussi d'un grand agrément , de même qu'une rivière ; mais l'essentiel est d'avoir quelques prés et des terres labourables pour entretenir une ménagerie , nourrir des chevaux et se dédommager du loyer d'une maison. Les maisons de campagne que j'ai à Givet et que j'ai eues à Landau , m'ont toujours payé mon loyer ; mais je sens bien que cet avantage ne peut pas se trouver partout. Mon but , dans tout cela , est d'établir ma famille dans un endroit fixe. Si le malheur veut que je continue à être employé , j'aurai du moins très-aisément la permission de m'absenter de mon poste pendant six mois que j'y passerai ; mais comme mon idée est d'arranger mes affaires de façon que je n'aie plus besoin d'être employé , je partagerai mon temps , si j'y

parviens, entre ma retraite, la Cour et le service du Roi. Je suis très-zélé, assurément, sur ce dernier article, mais je ne le sers point du tout dans une garnison. Je ne suis point fâché que les fonds n'aient pas été faits pour le paiement des Officiers généraux employés : je pense bien d'abord qu'ils n'y perdront rien, et qu'il n'y a que l'attente ; je souhaiterais au contraire que le Roi levât cette pierre d'envie et de jalousie, et me donnât à la place un gouvernement, qui ne demandât point résidence. Les appointemens d'un Lieutenant-Général employé sont de 26000 livres, j'en accepterais volontiers 18000 à la place ; le Roi y gagnerait beaucoup, et je ne serais plus, du moins sur cet article, un sujet d'envie à tous mes confrères. Un gouvernement ne coûte rien au Roi d'une façon, parce qu'il doit toujours le donner à quelqu'un ; mon sort serait par-là beaucoup plus assuré. Si M. le Comte d'Argenson venait à manquer, je ne sais pas tout ce qu'il en serait. Je crains bien, Monsieur, de vous ennuyer avec mes mauvaises lettres, elles se ressentent des eaux, qui

dérangent furieusement les têtes. Je compte sur vos bontés, vous avez bien voulu me le permettre ; je les reconnais par le plus tendre attachement et le plus inviolable.

LE MÊME AU MÊME.

A Aix-la-Chapelle, le 28 Juillet 1752.

MONSIEUR,

La lettre du 20 Juillet, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, m'est une nouvelle preuve de vos bontés pour moi. Je suis pénétré de la plus vive reconnaissance. Je souhaiterais fort que l'affaire de Londé pût réussir ; je serais par-là plus à portée de vous en renouveler souvent les assurances, et de trouver les moyens de vous donner des preuves du tendre et respectueux attachement avec lequel je suis, etc.

Les pluies et le froid nous désolent depuis un mois.

LE MÊME AU MÊME.

A Aix-la-Chapelle, le 14 Août 1752.

MONSIEUR,

La lettre du 8, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, m'a tiré de grandes allarmes sur la situation et la maladie de M^{te} le Dauphin. On le disait ici mort, et tout le monde opinait à faire aussi mourir les Médecins, qui ont si souvent fait saigner ce Prince : Dieu veuille le conserver pour le bien de la France et de l'Europe.

Il y a sept semaines qu'il pleut continuellement dans ce pays-ci ; cependant je me trouve assez bien pour espérer d'en pouvoir partir à la fin de ce mois, sauf à y revenir l'année prochaine pour cinq ou six semaines. Je ne ressens plus que de l'engourdissement dans les pieds et les jambes.

Vos bontés pour moi, Monsieur, sont toujours agissantes, et j'en éprouve tous les jours de nouveaux effets. Que ne vous

dois-je pas, Monsieur ! Je vous prie d'être persuadé que le sentiment de reconnaissance est chez moi aussi vif, que celui de rendre service l'est dans votre cœur.

Il me paraît qu'il faut attendre réponse sur la terre de Londé et sur celle de M. de la Tièfle ; c'est ce qui me conviendra le mieux, et sera le plus de mon goût, puisque je me placerais à portée de vous. La première Présidente du Parlement de Metz cherche à vendre une terre de feu son gendre, dont je ne me souviens pas du nom, qui est située entre l'Aine et la Marne, à six lieues à-peu-près de Soissons. Elle est belle, bien bâtie, bien meublée. Peut-être la louerait-elle aussi en attendant qu'elle pût la vendre, et elle ne doit pas être fort éloignée de Mont-Saint-Père. J'attendrai une résolution sur Londé et la terre du feu Intendant, avant que de lui faire faire des propositions.

Me permettez-vous de joindre ici une lettre pour M. le Comte d'Argenson ? Je demande un relief pour mes appointemens de Colonel.

LE MÊME AU MÊME.

A Aix-la-Chapelle, le 2 Septembre 1752.

MONSIEUR,

Je compte de partir enfin d'ici le 10 ou le 11 du courant pour retourner à Givet. Nous avons eu la pluie et le froid pendant neuf semaines consécutives, et presque sans interruption ; cependant je me trouve assez bien pour oser espérer une entière guérison, dont on ne s'apperçoit guère que quelques semaines après avoir fini les eaux. J'espère, Monsieur, que votre santé est entièrement rétablie, et que vous jouissez d'une santé telle que je vous la souhaite. Je commence à craindre que les espérances que j'avais conçues sur Londé ou quelqu'autre terre dans votre voisinage ne s'en aillent en fumée ; si cela arrivait, il me paraît que la terre de M. de Thien, qui m'a été offerte, et qui est située près de Saint-Quentin, me conviendrait assez : c'est, je m'imagine, le Comte de Thien qui fait sa résidence à

Saint-Omer, et qui vend tout son bien par lambeaux. J'aurais peut-être occasion d'en faire l'acquisition dans les suites, et je lui écrirais pour m'arranger avec lui, s'il ne me reste plus d'espérance de vos côtés.

Je travaille à établir à Givet une manufacture d'aiguilles à la place d'une d'armes blanches, que j'avais proposée et qui a été rejetée. Je voudrais par-là relever un peu les trois villes, qui, depuis la défense des tabacs, sont tombées dans une pauvreté qui les rendra bientôt désertes. J'ai la tête encore trop faible pour pouvoir vous faire un détail là-dessus, et il n'est guère possible de le faire dans une lettre.

Je souhaiterais bien savoir quand M. de Chavigny doit se rendre en Suisse.

LE MÊME AU MÊME.

A Givet, le 28 Septembre 1752.

MONSIEUR,

Je me vois privé bien malgré moi de la satisfaction que je m'étais proposé de goûter, en vous allant rendre mes devoirs. Quelques tracasseries arrivées ici pendant mon absence, après le décès du Lieutenant de Roi, m'y arrêtent jusqu'à ce que la Cour les ait terminées, et il me paraît qu'elle ne se pressera pas là-dessus. Il y a encore une raison plus forte : on ne connaît plus l'argent dans ce pays, et nous ne savons quand la Cour nous en fera voir. Il y a une année que je n'ai rien touché de mes fourrages, sept mois de mes appointemens ; les pensions sont arriérées, et je ne suis plus payé que comme Colonel : je ne puis cependant m'en plaindre, car tout le monde est traité de même, et se trouve dans l'indigence. Si j'avais pu prévoir ce long retardement, je me serais

arrangé de façon à n'en pas souffrir , et c'est pour n'y être plus exposé , que je cherche à louer une terre où je puisse épargner de quoi me soutenir dans les temps nécessaires. M. de Mortagne en a acheté une à dix lieues de son commandement , où il passe les deux tiers de l'année sans aucune dépense : c'est un exemple qui est bon à imiter , du moins en partie. Je ne puis pas acheter présentement , je voudrais seulement en louer une à portée d'ici , dont je pusse tirer les denrées qui m'y sont nécessaires , et dont je pusse faire successivement l'acquisition : j'aimerais , pour cela , avoir affaire à une personne qui fût un peu dérangée , parce qu'on paie successivement sans être autre chose que locataire , jusqu'à ce que les deux tiers au moins soient payés. Une personne âgée ne conviendrait pas à mon dessein ; le bail peut finir , par sa mort , du jour au lendemain , et toutes mes mesures seraient déconcertées. J'avais cru devoir préférer la terre de Courcelle , près Clermont en Argonne , à cause de son voisinage de la Meuse. Je l'ai fait visiter ; ce n'est qu'une chau-

mière, et il ne s'y trouve rien de tout ce qui est annoncé dans le Mémoire : j'en ai attendu des nouvelles avant que d'avoir l'honneur de vous écrire. Je préférerais présentement à toutes celles qui sont proposées celle de M. le Comte de Danois si vous restiez, Monsieur, à Mont-Saint-Père ; mais comme vous n'y resterez guère vraisemblablement, l'objet qui me la rendait chère ne subsistant point, je dois chercher la proximité, si je puis la trouver, et je crois qu'il est bon d'attendre le terme que donne l'anonyme qui en propose une près de Laon, et qui doit s'annoncer à la fin d'Octobre ou au commencement de Novembre : en attendant, je tâcherai de déterrer qui il est et si la terre me convient, et je ferai faire des perquisitions sur celle que l'on offre près de Saint-Quentin. Celle de M. de Thien ne paraît point me convenir : elle est en régie, et d'un trop gros revenu, s'il est de 35000 liv. comme l'annonce le porte. Je ne sais d'ailleurs à qui m'adresser pour en avoir des informations. J'ai bien du regret à celle de la Motte-Saint-Lyé, près Orléans ; elle

est bien éloignée, et la Dame à qui elle appartient est fort âgée ; de sorte que le marché serait aussi-tôt rompu que formé. Peut-être annoncera-t-on quelque autre chose au sieur Mélin, votre Notaire, qui me conviendra mieux ; j'espère qu'il voudra bien m'en informer : j'aurai soin de reconnaître ses peines. Je voudrais bien qu'il voulût se donner celle de me marquer vos réflexions sur mes idées, elles me serviraient de règle : j'en ai un grand besoin, car je n'entends rien aux affaires. Je crains bien, Monsieur, de vous ennuyer. M. Mélin voudra bien vous lever cet ennui, et m'écrire directement.

LE MÊME AU MÊME.

A Givet, le 28 Décembre 1732.

MON SIEUR,

Les obligations de toute espèce que je vous ai, et la reconnaissance que je vous dois, sont toujours présentes à mon esprit, et ont gravé dans mon cœur des caractères ineffaçables. Que ne puis-je vous exprimer tout ce que je sens là-dessus, et vous bien faire connaître quelle est la sincérité des vœux que je fais tous les jours de ma vie pour votre santé, votre conservation, votre prospérité, et que je prends la liberté de vous offrir à ce renouvellement d'année ! Puissent vos jours couler long-temps dans la félicité pour ma satisfaction et le bien de l'Etat ! Je vous demande, Monsieur, la continuation de vos bontés et de votre amitié.

Après bien des recherches, et avoir couru tous les châteaux comme un autre Don Quichotte, j'en ai enfin trouvé un

qui me rapproche bien de vous : il s'appelle Bièvre , et est peu distant de Paris. Le bon marché que l'on m'a fait , les avantages que j'y trouve et la stabilité de ce domicile , quelque chose qui arrive , m'ont séduit et m'ont fermé les yeux sur le désavantage de l'éloignement , qui est cependant fort grand ; mais du moins , quelque part que je sois employé , ou que la guerre m'appelle , je ne suis point obligé de changer , et Paris est toujours le centre. Moyennant 2500 livres annuellement , on me cède un château tout meublé , de façon que je n'ai pas une chaise à y mettre. Le château est entouré d'eaux vives , remplies de beaux et bons poissons : il y a deux cours , avec pressoir , et un colombier contenant cinq cents paires de pigeons : il y a un potager de quatre arpens , bien fourni de bons arbres fruitiers , un parc de cent et tant d'arpens , dont quarante en prairies et neuf en terres labourables. Hors du parc il y a une garenne remplie de lapins , et une vigne dont je ne connais pas l'étendue. Je n'ai pas trouvé de pareils avantages en province : on m'y demandait , pour l'en-

droit qui me convenait le mieux , 3000 liv.
par année , et l'on ne me cédait qu'un
vieux château tout nud , un verger et un
jardin , la chasse et la pêche d'écrevisses
dans un petit ruisseau. Cet endroit est
Louvignies , près de Bavay , fort exposé
dans une guerre.

LE MÊME AU MÊME.

A Givet, le 21 Janvier 1753.

MONSIEUR,

Quoique j'ignore la nature de l'événement qui vous touche si fort (1), je vous prie d'être persuadé que je prends l'intérêt le plus vif au ressentiment que vous en avez. Je voudrais que le cœur eût, pour s'exprimer, un langage particulier auquel on ne pût se méprendre : je m'en servirais particulièrement dans cette occasion pour vous faire connaître à quel point je prends part à tout ce qui vous regarde, et combien vivement j'épouse vos sentimens de plaisir et de déplaisir. Cette vie est une affliction continuelle, et je ne sais par quelle fatalité les plus honnêtes gens en éprouvent plus que les autres. Un sujet

(1) Il s'agit de la mort de M^{lle} Marquet, fille naturelle de M. du Verney.

zélé , intelligent , toujours appliqué à procurer le bien , est comme assuré d'être en but aux humiliations et aux mortifications , pendant que les inutiles , vrais fardeaux d'un Etat , vont leur train tout uniment , et courent tranquillement une heureuse carrière. Ainsi a été de tout temps le monde , et il ne changera pas. Vous ne faites , Monsieur , que subir le sort de tous les grands hommes qui ont été : votre vertu et votre mérite n'en brilleront que mieux , et la postérité ne vous en rendra pas moins de justice. Conservez - vous , Monsieur , pour vous et pour vos amis : vous avez de ceux-ci cent mille contre un ennemi. Quel sujet de satisfaction et de consolation ! - Je compte d'avoir bientôt l'honneur de vous voir. Je vais à Paris l'esprit rempli d'anxiétés et de perplexités , et je ne sais pas trop où cela aboutira. Nous ne sommes pas payés , j'ai des dettes , et je me vois réduit presque aux derniers soupirs ; d'ailleurs , M. le Comte d'Argenson a témoigné quelque déplaisir de ce que j'avais loué le château de Bièvre , parce que cela me

mettra dans le cas de lui demander souvent des congés ; ce qui lui fera quelque peine, à ce qu'il dit. J'avais prévu en partie cette difficulté, mais je m'étais flatté qu'il ne voudrait pas me condamner à passer tous les jours de ma vie dans un misérable trou, en société avec quelques subalternes mal moriginés, et quelques Commis d'hôpitaux. Cette façon de vivre m'est insupportable, et je ne vois rien de plus affreux. J'ai passé presque toute ma vie avec ce qu'il y avait de plus grand ; j'étais estimé, considéré, j'avais de l'autorité, enfin ce qui fait le bonheur le plus vif et le plus sensible de l'humanité qui a de l'élévation dans l'esprit et dans le cœur. Je suis à présent enfoncé dans la rouille et dans la fange : je deviens une vraie brute. Je céderais de grand cœur une partie de mes appointemens d'Officier général employé pour avoir la permission de passer toutes les années trois mois d'hiver et trois mois d'été à Bièvre, et le reste à la garnison. Mon séjour à Bièvre n'incommodera personne. Je ne suis rien moins que tracassier, et, hors quelques amis et quelques savans, personne ne me verra. La

culture de mon jardin fera mon occupation. Je compte beaucoup sur le cœur généreux, bienfaisant et compatissant de M. le Comte d'Argenson.

Nota. Le Comte de Saint-Germain arriva à Paris peu de jours après sa lettre, à laquelle M. du Verney ne répondit pas.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN**A M. DU VERNEY.****A Bièvre, le 19 Octobre 1753.****Monsieur,**

A quoi ne rêve-t-on pas quand on est malade, et quels projets ne fait pas une tête assez inquiète, mais dont heureusement l'inquiétude n'a jamais pour objet que le bien réel ou chimérique ? Voici, Monsieur, un de mes rêves qui se sentira sans doute de l'état du corps ; mais, quel qu'il soit, je cède à l'envie de vous le conter d'autant plus volontiers, que je prends de-là occasion de vous demander des nouvelles de votre santé, et de me rappeler dans l'honneur de votre souvenir ; de vous renouveler les assurances de mon inviolable attachement, et de vous demander la continuation de vos bontés.

Je pensais dernièrement que l'établissement de l'Ecole Militaire, qui fait tant d'honneur au Roi et à ses Auteurs, dont

L'objet est d'une si grande utilité , qu'elle se fera sentir dans la postérité la plus reculée, prenait, malgré cela, un train à ne point parvenir à son état de perfection, peut-être du vivant de ceux à qui cet établissement doit être le plus cher et le plus glorieux ; qu'il serait cependant des moyens de l'amener, en peu de temps et à peu de frais, à cet état désiré, et voici celui qui m'est tombé dans l'esprit, et qui vraisemblablement est le plus mauvais de tous.

L'hôtel royal des Invalides paraît être plus propre à l'ostentation qu'à l'utilité de la chose. On y nourrit à grands frais une certaine quantité d'Officiers et de Soldats, dont la plupart sont très en état d'agir et de se rendre utiles au bien de la société, et on leur fait mener une vie indigne de Moines, qui les rend de même méprisables et inutiles à l'Etat. Il est certain qu'il n'y en a pas un dans cet hôtel qui ne préférât sa liberté avec la moitié de l'aisance dont il jouit, à l'état de gêne, d'indolence et d'inutilité où il se trouve ; d'autant mieux qu'ils sont tous gens accoutumés à une vie

active et laborieuse. Si ces Invalides avaient la permission de se retirer chez eux ou en tels endroits qu'ils choisiraient pour leur domicile , et qu'ils y reçussent une solde raisonnable et proportionnée à leurs grades et à leurs services , ils baiseraient et béniraient la main qui leur donnerait cette grâce et les rendraient à eux-mêmes ; ils travailleraient tous selon leurs différens talens ; les deux tiers au moins se marieraient et donneraient des enfans et des Soldats au Roi : objet essentiel , et qui paraît trop négligé ; ils seraient du moins une preuve parlante et bien touchante , dans toutes les parties du royaume , de la clémence (1) du Roi , et des soins que Sa Majesté prend de ces malheureuses victimes de la guerre ; l'exemple de leur aisance et de leur sort heureux ferait disparaître l'aversion que le Peuple a pour se faire Soldat , et faciliterait les levées dans le besoin.

Vous sentez de reste , Monsieur , qu'en conséquence de cet arrangement l'hôtel

(1) Sans doute qu'il voulait dire bienfaisance.

des Invalides deviendrait celui de l'Ecole Militaire ; par-là le nombre des Invalides pourrait presque être doublé , les frais pour l'établissement de l'Ecole Militaire prodigieusement diminués , et tout cela pourrait s'exécuter en très-peu de temps , et avant que les premières idées , qui sont ordinairement les meilleures , se fussent perdues ou ralenties.

Il m'a passé un autre rêve dans la tête , mais dont les idées sont encore bien confuses ; il regarde les Déserteurs , qui sont tous condamnés à mort , et dont la plupart méritent plutôt la pitié que la rigueur. Il semble en général que l'on ne doit punir les hommes que pour les corriger et donner des exemples de terreur au Public. Ne peut-on donc pas parvenir à ces deux fins sans anéantir l'humanité ? Jamais personne ne s'est avisé de tuer son cheval , parce qu'il s'est cabré : s'il n'est pas propre à être monté , on le met à la charette , et on ne se prive pas , par son anéantissement cruel , d'un bien réel. Pourquoi en agit-on différemment avec les hommes ? Sont-ils moins précieux , moins utiles , et nous

sont-ils plus indifférens que les bêtes ? Je
finis, Monsieur, crainte de vous ennuyer.
Si j'étais plus long et plus long-temps fou,
vous me souhaiteriez à mille lieues de
vous, et je ne crains rien tant que d'en
être éloigné. Je voudrais être toujours à
vos côtés pour écouter votre sagesse comme
la Reine de Saba celle de Salomon : je
serais à coup sûr plus sincère admirateur.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Plaisance, le 24 Octobre 1753.

MONSIEUR,

Il n'y a rien de mieux à faire, quand on est malade, que de rêver: c'est le seul moyen de faire distraction à ses souffrances, et je vous exhorte à faire usage de cette recette, pourvu toutefois que vous n'exerciez votre rêverie que sur des objets agréables, ou au moins étrangers à vos maux. Qui pourrait vous savoir meilleur gré de rêver Ecole Militaire que moi, qui en rêve depuis si long-temps, et qui ai réduit là mon existence. Je vois bien, Monsieur, que vous souffrez de voir si peu de progrès dans les bâtimens, et que c'est cette peine qui a porté votre imagination à nous trouver des bâtimens tout faits. L'hôtel des Invalides, que vous voudriez nous donner, est un de ces monumens qui décorera le règne de Louis XIV beaucoup plus que ses conquêtes. Si l'Ecole Militaire

eût été instituée avant l'hôtel des Invalides, on aurait pu dire qu'il ne manquait que cela à notre Etat Militaire. M. de Louvois, en ouvrant cet asyle aux victimes de la guerre, sentit bien qu'il ne faisait pas tout ce qui restait à faire, et il pensa à élever de jeunes Gentilshommes, qui pussent remplacer dans les troupes les Officiers que leurs blessures ou leurs années obligeaient d'en sortir pour se retirer dans l'hôtel de Mars; mais il voulait que cette jeunesse fût élevée dans cet hôtel même, et il fallait bien qu'un pareil projet tombât. Je reviens au vôtre, Monsieur, et vous me permettrez de vous dire que vous n'avez pas une idée juste de la composition de nos Invalides. Sur plus de vingt mille que nous en avons dans le royaume après la paix (1), il n'y en a guère que quatre mille qui restent dans l'hôtel; et ces quatre mille sont tellement hors de combat, que vous n'en pourriez pas tirer une compagnie en état de faire le service : le reste est détaché dans les citadelles, châteaux, etc., y fait

(1) De 1748.

le service comme les autres troupes du Roi , et vit au moyen d'une solde payée par l'extraordinaire des guerres : l'hôtel n'est chargé que de l'habillement. Vous voyez donc que par ce moyen l'hôtel n'est qu'une espèce d'hospice , où l'on ne garde que ceux qui ne sont plus capables de servir la patrie et le Roi. Avant cette institution , les Invalides étaient précisément ce que vous voudriez qu'ils fussent : on leur donnait des places d'oblats dans les Abbayes d'hommes , et ils pouvaient y vivre sans soins et sans fatigues. Les maisons religieuses , que de pareils hôtes incommodaient , ne négligeaient rien pour s'en débarrasser. Elles traitaient de ces places d'oblats avec ceux qui en étaient pourvus , et ceux-ci se répandaient dans tout le royaume , où , à la honte de l'Erat Militaire , ils mendiaient pour se faire encore un meilleur sort. Il y a plus , c'est que souvent on eut lieu de se plaindre de leurs brigandages et de leurs dérèglements, Henri IV , ce roi dont la mémoire est si chère à la Nation , conçut qu'il fallait retenir sous une espèce de discipline tout ce

qu'on appelait Invalides : il fit , dans le fauxbourg Saint-Marcel , un premier établissement qui tomba avec lui. Louis XIII reprit une entreprise aussi pieuse , mais elle ne réussit pas faute de fonds. Enfin Louis XIV y travailla d'une manière aussi solide que brillante en 1670. Il attacha pour revenu à cet établissement les places d'oblats , qui furent taxées à trois deniers pour livre sur toutes les dépenses de la guerre. Voilà en abrégé , Monsieur , l'histoire de nos Invalides , et je crois que vous avouerez , que ce serait grand dommage d'anéantir un établissement dont toute l'Europe a si bien fait l'éloge en l'imitant.

Votre autre réverie a été la mienne pendant bien du temps , et je vous assure qu'il en a été sérieusement question il y a deux ou trois ans : mais nous sommes dans des circonstances où il est bien difficile de suivre des objets de cette nature ; d'ailleurs la suppression de la peine de mort contre les Déserteurs n'a pas laissé que de rencontrer des obstacles du côté du Militaire même. Vous savez bien que Louis XIV , par une Ordonnance de 1684 , l'avait com-

muée en celle des galères perpétuelles pour ceux qui déserteraient dans le royaume, et qu'en 1716, sous la Régence, on fut obligé d'y revenir avec plus de sévérité que jamais. Pour moi, je pense que les Déserteurs en général, seraient plus contenus par une peine permanente et durable, que par la mort, qu'ils appellent un mauvais quart d'heure, et qui n'est en effet, rien autre chose pour eux.

Je suis enchanté, Monsieur, que vous m'ayiez fourni cette occasion de m'entretenir avec vous. Je ne vous fais pas de reproches de ne pas venir ici, parce que je compte assez sur vos sentimens pour croire que vous y seriez venu si vous l'aviez pu. Je vous invite cependant à me faire cet honneur-là, quand vous n'aurez rien de mieux à faire.

des circonstances où il est bien difficile de suivre des objets de cette nature; d'ailleurs la suppression de la peine de mort contre les Déserteurs n'a pas laissé que de rendre les obstacles du côté du Militaire. Vous savez bien que Louis XIV. par une Ordonnance de 1684, l'avait com-

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNET,

A Bièvre, le 16 Novembre 1753;

MONSIEUR,

C'est à mon grand regret que je suis privé d'avoir l'honneur de vous voir. Mes pieds sont encore enflés et si sensibles, qu'à peine puis-je faire quelques pas dans ma chambre. Je vous avais écrit des rêves, vous les avez réfutés en homme supérieur qui n'a jamais rêvé creux, et je ne puis que vous admirer. Il me reste encore une peine sur le cœur touchant l'Ecole Militaire. Je serais tenté de demander, à quel bon tant de dépenses pour l'éducation d'une jeune Noblesse destinée seulement à faire des Lieutenans, des Capitaines, et tout au plus des Lieutenans-Colonels, s'ils ont le temps de parvenir à ce grade. Cette espèce d'Officiers n'est déjà que trop éclairée chez nous, il ne lui faut que de la conduite, de la discipline et de l'obéis-

sance, et c'est ce qui lui manque. Il est vrai que les jeunes gens qui sortiront de l'Ecole auront de très-bonnes teintures de ces qualités ; mais si l'exercice leur en devient inutile pour la fortune, la paresse, si naturelle à l'homme, favorisée du mauvais exemple, ne prendra-t-elle pas le dessus, et ces jeunes fleurs ne seront-elles pas fanées au bout de quelques années ? L'intérêt est le grand mobile de la nature humaine, et il y a peu d'hommes qui aient assez de fermeté et de vertu pour faire le bien pour le bien seul, sans aucune espérance d'avantages. L'émulation manque totalement dans les troupes du Roi : rien ne l'y excite ; la durée de la vie y fait presque tout le mérite. A quoi bon donc une éducation de Princes, et meilleure même que celle des Princes, à de jeunes gens qui n'en auront jamais besoin que pour sentir leur supériorité, et combien ils sont déplacés. Tant que l'on ne donnera pas au mérite les premiers emplois des Corps, le service languira ; il y a là-dessus un exemple parlant dans les troupes du Roi : dans cent Régimens il sera difficile
de

de trouver six bons Lieutenans-Colonels, et encore plus de trouver six mauvais Majors. La majorité est donnée à la capacité, et la lieutenance-colonelle à l'âge. L'Ecole peut former un jour un corps militaire tel qu'il n'y en a jamais eu ; mais si les avantages que l'on en peut tirer ne sont pas ménagés et mis à profit, il peut arriver de ce bel établissement comme d'un beau château bâti sur le sable : vous pensez, Monsieur, que j'en fais beaucoup dans ce dernier goût. Je finis pour me ménager votre estime : j'en fais autant de cas que de votre amitié.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 21 Novembre 1753.

MONSIEUR,

Je suis bien fâché que votre santé ne permette pas que je jouisse un peu de vous ici, où vous jugez bien que je ne vous oublie pas : je compte au moins que vous me mettez sur la liste de vos premières visites.

Il n'y a, Monsieur, que les hommes qui rêvent qui soient capables de quelque chose, sur-tout quand ils rêvent aussi utilement que vous le faites. Pour moi, j'ai beaucoup rêvé en ma vie, et si je n'en ai pas tiré plus de fruit, ç'a été ma faute. Cette Ecole Militaire qui vous occupe a été long-temps l'objet de mes plus chères rêveries, et je serais fâché qu'il vous restât le moindre doute sur l'utilité et, j'ose dire, sur la nécessité de son établissement. Toute la peine qui vous reste, c'est de voir faire de grands frais

pour une éducation qui sera en pure perte pour l'Etat , parce que les Gentilshommes qui en seront l'objet , n'étant destinés qu'à des grades inférieurs , ne trouveront pas les occasions de mettre en œuvre les connaissances qu'ils auront acquises. Pour répondre à cette objection , Monsieur , il faut la prendre en général et en particulier.

Vous conviendrez d'abord , qu'abstraction faite de tous les services que la Noblesse peut rendre au Roi dans ses troupes , il n'est pas de soin plus digne de la majesté du trône que d'aller au secours de ceux qui , parmi cette Noblesse , manquent du nécessaire. Le royaume est plein d'établissemens que l'on n'a fait que pour le soulagement des pauvres ; mais ces établissemens ne sont ouverts qu'au peuple , parce qu'on n'y forme que des ouvriers dans tous les genres. Pourquoi donc la Noblesse serait-elle abandonnée ? Et , si le métier de la guerre est le seul qui lui convienne , pourquoi l'Etat ne lui ouvrirait-il pas un asyle où on puisse en même temps la soustraire à une misère

qui la dégrade et l'énerve , et lui apprendre les élémens de la seule profession qui lui convienne? Il faut convenir que la condition des nobles serait bien déplorable, si la noblesse était une exclusion à une pareille grâce.

En prenant, Monsieur, votre objection en particulier, je ne conviendrais pas que le chemin aux premiers grades militaires soit plus fermé aux élèves de l'Ecole qu'à tous ceux qui ont atteint à ces grades, en partant du point le plus inférieur. Je vois aujourd'hui beaucoup d'Officiers généraux qui ont commencé par des Lieutenances; et, si vous voulez bien en prendre la liste, vous verrez qu'il n'y a point de militaire qui, entrant dans les troupes avec l'envie de s'avancer, n'y trouve des exemples d'encouragemens. Si ces exemples ne sont pas aussi communs qu'ils pourraient l'être, c'est que le mérite est trop rare. Il est juste que le plus beau nom qui arrive dans les troupes sans connaissances et sans envie d'en acquérir, y demeure dans l'obscurité; mais, quand à ce beau nom, un sujet joint tous les fruits d'une

heureuse éducation , je ne connais point de barrière qui puisse l'arrêter.

Supposons , au surplus , Monsieur , que ces élèves n'aient jamais d'autre perspective qu'une lieutenance - colonelle ; mais faudrait-il compter pour rien , dans ce cas , l'utilité dont ils y seront ! Un jeune Colonel est trop heureux de trouver un second capable de l'instruire ; et si , de votre aveu , nous avons si peu de bons Lieutenans-Colonels , ne sera-ce pas un bien que d'en multiplier l'espèce ? Faut-il d'ailleurs compter pour rien tout le bien qu'un simple Capitaine peut faire , quand il connaît bien son métier et qu'il en a l'amour ? On se plaint du défaut de discipline et de subordination ; c'est que les Officiers ne connaissent ni l'une ni l'autre , parce qu'ils n'y ont pas été formés de bonne heure. Ils ne sont pas mieux instruits de toutes les autres parties de l'art de la guerre ; et je conviens que ce n'est pas toujours leur faute ; ils entrent ignorans au service , ils n'y trouvent aucune instruction quand ils y sont arrivés , et il faut bien qu'ils y soient toujours ignorans ; ils peuvent devenir de

bons Soldats , et jamais de bons Officiers ; parce qu'enfin la guerre est un art qui a ses principes comme tous les autres , et qu'il faut étudier ces principes et les pratiquer pour les bien savoir.

Avons-nous dans la cavalerie beaucoup d'Officiers qui sachent placer un Cavalier sur son cheval , et lui apprendre à le bien manier ? en avons-nous qui aient ce qu'on appelle la connaissance des chevaux ? Il en sortira de l'Ecole Militaire qui sauront l'un et l'autre , et qui feront , dans les régimens de cavalerie , ce que le Roi de Prusse fait faire dans les siens.

Enfin , Monsieur , on y formera des sujets pour le Génie et l'Artillerie. Vous savez que la première de ces deux branches de notre corps militaire a dégénéré de ce qu'elle était il y a soixante ans ; elle n'en est venu là que faute de sujets qui y fussent propres : on les connaîtra de bonne heure dans l'Ecole Militaire , et on les y destinera. L'autre a fait des merveilles dans les deux dernières guerres , et elle fera encore mieux quand on lui fournira de bons sujets.

Mais , sans m'étendre davantage avec

vous, je veux vous communiquer une brochure qui m'a été adressée de Hollande il y a quelque temps, et qui est fort rare ici. J'ai été surpris des détails dans lesquels on y est entré par rapport à l'Ecole Militaire (1). Je n'ai trouvé à redire, dans ce petit ouvrage, que les fautes d'impression; vous y suppléerez aisément. Je vous demande en grace de me le renvoyer quand vous l'aurez lu, car je n'en ai que deux exemplaires.

(1) Cette brochure a pour titre : *Lettre d'un ancien Lieutenant-Colonel Français à M. sur l'Ecole Militaire*. Elle est imprimée à Middelbourg, chez François Pontecaille, en 1753, et contient 132 pages.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Bièvre, le 25 Novembre 1755.

MONSIEUR,

Je n'ai pas perdu un moment à lire la lettre que vous avez eu la bonté de m'envoyer, et j'ai l'honneur de vous la renvoyer comme vous le souhaitez. Je suis si persuadé de l'utilité et de la nécessité de l'Ecole, que je crois que j'aurais fait une aussi bonne lettre là-dessus que celle du Lieutenant-Colonel (1), si la nécessité d'apprendre, dans le cours de ma vie, diverses langues barbares ne m'avait mis dans le cas de n'en savoir bien aucune. Mais, en convenant de la nécessité et de l'utilité de l'Ecole, je souhaiterais que l'on en tirât tous les avantages possibles, et de plus grands que ceux que l'on en tirera peut-être. Le secours que le Roi donne à la Noblesse est très-digne de

(1) C'est la brochure dont on a parlé plus haut.

la majesté du trône. Cette Noblesse, qui n'en est presque plus que l'ombre, vous doit, Monsieur, cette assistance et cette espèce de rehaussement; mais en lui procurant une éducation qu'elle n'est plus en état de se donner, elle devrait être mise dans une situation à ne pas enfouir les talens qu'elle aura acquis. Il faut chercher dans la nature et dans le cœur de l'homme la façon de le conduire, pour en tirer le meilleur parti. Je ne puis pas convenir avec le Lieutenant-Colonel, page 61, que l'émulation n'est excitée que par la comparaison désavantageuse que nous faisons de nous-mêmes avec d'autres que nous reconnaissons plus parfaits que nous; ce motif est trop beau et trop spirituel pour émouvoir toutes les âmes, et l'expérience nous prouve qu'il y en a très-peu qui en soient touchées.

Le Lieutenant-Colonel ne me paraît pas bien rencontrer, page 17, toutes les raisons qui rendent la Noblesse trop rare dans les régimens, et obligent souvent le Ministre à y admettre les Bourgeois. La pauvreté de la Noblesse, qui serait assez nombreuse

pour remplir tous les emplois , paraît en être l'unique cause. On ne veut pas , dans les corps , des Officiers pauvres : ils ne peuvent s'y soutenir et leur sont à charge. Cette Noblesse , mal élevée faute de moyen , vaut encore moins que les Bourgeois , à la bravoure et aux sentimens d'honneur près ; et les réformes sur-tout , qui se font à chaque paix , doivent naturellement éloigner pour toujours du service militaire tous les pauvres Gentilshommes. Ce dernier article porte avec soi un préjudice inconcevable : je n'oserais hasarder les moyens d'y remédier. Il me paraît que M. de Saxe a indiqué les meilleurs.

Je me fais une fête de pouvoir vous aller rendre mes devoirs dans peu. J'espère que vous voudrez bien recevoir un boiteux qui vous aime , qui vous respecte , et qui sera à jamais , etc.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Plaisance, le 5 Décembre 1753.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré le 25 du mois dernier. Nous acheverons de vive voix notre dissertation sur l'Ecole Militaire. J'ai cependant à vous parler de choses plus intéressantes pour vous. Je vous prie donc de vous arranger pour faire un petit voyage aussi-tôt que vos forces le permettront.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Bièvre, le 25 Février 1754.

Monsieur,

Le Ministre et le Prince de Soubise m'ont dit que je remplacerais M. de Brézé dans le commandement en Flandre. Quoiqu'il me soit défendu d'en parler, je ne crois pas devoir vous le laisser ignorer, et je vous prie de regarder cette confidence comme un tribut de ma reconnaissance. Je vous dois, Monsieur, tout ce qui m'arrive d'heureux. Je voudrais voler chez vous pour vous faire mes remercimens : je ne le pourrai cependant pas avant le mois d'Avril, et j'en suis désespéré. Ne doutez pas de mon cœur, et des sentimens de l'attachement le plus tendre et le plus respectueux, etc.

1995-1996 10/15/95 10/15/95 1:35, 50/100

...and you may find a good deal of interest

1. The first of these is the fact that the

Vous êtes assez modeste pour ne regarder que comme l'effet de l'amitié un intérêt qui n'est, de ma part, qu'une justice que je vous rendrais, indépendamment des sentimens que vous m'avez inspirés et que je vous dois. Je garderai pour moi seul l'agréable nouvelle que vous me donnez, jusqu'à ce qu'il me soit permis de faire éclater ma joie et mes applaudissemens. Il n'y a pas plus de quinze jours que je parlai de vous à M. le Prince de Soubise, dans les mêmes termes que je l'avais fait à une personne de plus haute considération encore. Mais, Monsieur, vous ne me devez rien pour tout cela; car, en supposant que j'aie contribué à ce qui vous arrive, j'y ai beaucoup mieux servi ma patrie que vous-même. Je suis fâché que je ne puisse pas avoir l'honneur de vous voir avant le mois

d'Avril : j'aurais bien des choses à vous dire relativement à la place qui vous est donnée , et à certains égards qu'elle exige et que l'on peut avoir sans nuire à ses droits. Mon frère , à qui vous avez écrit , en ressent le même plaisir que moi , et j'ose dire par les mêmes motifs : je le verrai demain.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN.

A M. DU VERNEY.

A Valenciennes, le 13 Janvier 1755.

MONSIEUR,

C'est à vos bontés que j'ai dû, l'année dernière, la gratification de dix mille livres que M. le Comte d'Argenson eut la bonté de m'accorder : il eut encore celle de me dire, en me nommant au commandement de Flandre, qu'il me la ferait continuer ; mais il me paraît qu'il l'a oublié : serait-ce, Monsieur, trop présumer de votre amitié, que de vous prier de vouloir bien lui en rappeler le souvenir & m'éviter le désagrément sensible de demander, ou jugez-vous qu'il serait à propos que je lui en écrivisse ? Si je n'en avais pas un besoin extrême, je n'en ferais nulle mention. On m'a mandé de Paris, que votre santé avait encore souffert quelque altération : j'en suis au désespoir par le vif intérêt que j'y prends.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

Le 4 Février 1755.

MONSIEUR,

Je suis persuadé que M. le Comte d'Argenson vous tiendra parole. Je me chargerais avec grand plaisir de lui en parler si je devais le voir bientôt ; mais je n'y compte pas , parce que je ne vais pas à Versailles , et qu'il ne viendra pas à Vincennes où nous avons de la rougeole ; je crois donc que vous ferez bien de lui écrire en particulier , sur l'objet qui vous occupe à juste titre. J'écrirais moi-même , s'il convenait que je le fisse , parce que vous savez bien que je n'ai rien tant à cœur que de contribuer à votre satisfaction.

Je commence à être content de ma santé ; M^{me} de Saint - Germain , qui me fit l'honneur , il y a quelque temps , de venir dîner avec moi , aura pu vous le mander.

LE

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Dunkerque , le 6 Avril 1756.

MONSIEUR,

Je suis arrivé ici le 2 , sept à huit heures avant M. le Prince de Soubise : il a fallu d'abord faire des complimens , visiter la place ; et je profite du premier moment qui est à moi , pour vous demander des nouvelles de votre santé , et me rappeler dans l'honneur de votre souvenir. Il m'intéresse au point que je le mets au - dessus de tous les bonheurs que je pourrais souhaiter.

Nous ne voyons point d'Anglais dans toute cette partie. Nous savons seulement qu'ils portent des secours dans la Méditerranée , et qu'ils préparent en outre un armement considérable qui doit être commandé par l'Amiral Anson. Cette place n'est pas à l'abri d'un coup de main ; cependant , c'est la plus exposée par la facilité que les ennemis auraient à se

mettre en sûreté sur les terres de la Reine ; au cas qu'une tentative ne leur réussît pas. Une partie de ce peuple meurt de faim , parce qu'il ne peut pas aller à la mer pour le commerce ; mais il y en va cependant , pour la pêche , sous pavillon étranger , et , quoique plusieurs s'écartent assez , ils ne sont pas attaqués. Nous avons ici de bien mauvaises nouvelles de nos affaires du côté de la Méditerranée : les partisans des Anglais , qui ne doutaient pas de nos succès , en triomphent , et les bons citoyens en sont accablés de douleur. Je souhaite fort l'arrivée de M. le Maréchal de Belle-Ile : il y a des mesures à prendre contre les événemens , et vous comprenez que je ne puis en indiquer qu'avec bien de la circonspection et de la retenue. Je suis d'ailleurs fort à mon aise : je n'ai d'autres ordres que ceux d'obéir , et je ne puis que me louer infiniment des bonnes façons que l'on a pour moi. Conservez-moi vos bontés et l'amitié que vous avez bien voulu m'accorder. Je les mériterai toujours , parce que je ne vous manquerai jamais , et que personne ne sera plus sincèrement et avec plus de respect , etc.

RÉPONSE DE M. DU VÉRNEY.

A Paris, le 11 Avril 1756.

MONSIEUR,

Je reconnais les bontés et les sentimens dont vous voulez bien m'honorer, à l'attention que vous avez de me donner de vos nouvelles. Je suis dans l'état où vous m'avez laissé, et je tâcherai de m'y maintenir.

Les secours que les Anglais ont préparés pour la Méditerranée ont été trop lents. Notre expédition doit y être bien avancée à présent, notre escadre ayant dû mettre à la voile de Toulon le 7 au plus tard, si elle n'a pas été contrariée par les vents. Vous en jugerez par les nouvelles que j'en ai reçues du premier Avril, et que je joins ici. Je ne sais pas au surplus comment vous pouviez avoir de mauvaises nouvelles de la Méditerranée, le 6, date de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, puisque nous n'en avions que

de bonnes ici dans le même temps : c'est qu'on a jugé des choses , à Dunkerque , par les lettres que des gens qui ne voient pas les choses de près y ont écrites. Je ne doute pas que vous n'ayez été désabusé depuis par M. le Prince de Soubise , qui doit être bien servi. En tout cas , pour que cela n'arrive plus , j'aurai soin de vous envoyer les bulletins qui me parviendront régulièrement , si on me tient parole.

Les Anglais commencent à être tellement agités , que je doute qu'ils entreprennent sur nous. Le gros de la nation , et ceux qui crient à la liberté , n'y verront pas arriver sans murmure les troupes Hessoises et Hanovriennes. Si le Roi mourait dans cette circonstance , je ne serais pas étonné de voir une révolution dans ce pays - là. En tout cas , il ne leur arrivera jamais autant de mal que nous avons le droit de leur en souhaiter.

(85)

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. PARIS DE MONMARTEL,

A Dunkerque, le 8 Avril 1756.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous envoyer les nouvelles que nous venons de recevoir d'Angleterre : elles désespèrent cette ville qui est fort attachée au Roi, parce qu'il paraît que le projet sur Port-Mahon dont on se flattait, doit être manqué. Il ne paraît pas que dans cette partie nous ayons rien à craindre de la part des Anglais : ils en veulent à notre marine et à notre commerce, et les tentatives qu'ils pourraient faire sur cette partie, ne serviraient qu'à les détourner de cet objet, et d'ailleurs, ils ne pourraient qu'y plus perdre que gagner. Si vous trouvez les nouvelles ci-jointes de quelque considération, je vous prie de vouloir bien les

F 3

communiquer à M. votre frère. Permettez-moi de vous demander des nouvelles de votre santé. Vous connaissez le tendre intérêt que j'y prends, il est aussi vif et aussi sincère que les sentimens d'attachement, etc.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Dunkerque, le 10 Avril 1756.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, les nouvelles d'Angleterre. Je les ai envoyées dernièrement à M. votre frère, en le priant de vouloir vous les communiquer. On y parle toujours d'un grand armement qui paraît menacer quelque partie de nos côtes. L'état de votre santé m'intéresse plus que tout cela. Je vous prie de m'en faire donner des nouvelles, et d'être persuadé qu'on ne peut être, etc.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 14 Avril 1756.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 10 de ce mois, et le bulletin concernant les nouvelles d'Angleterre qui y était joint. Je vous en suis infiniment obligé.

Suivant une lettre que j'ai reçue de M. le Maréchal de Richelieu, en date du 7, il a dû s'embarquer le même jour au soir, et mettre à la voile le lendemain 8. Si ce projet a eu son exécution, il doit être actuellement à Minorque, car il ne comptait que sur quatre jours de marche.

Je suis bien sensible, Monsieur, à l'intérêt que vous avez la bonté de prendre à ma santé : elle est toujours assez équivoque ; mais j'espère que la belle saison l'affermira. Parlez-moi, je vous prie, de la vôtre : vous savez que personne ne s'y intéresse plus que moi, etc.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Dunkerque, le 14 Avril 1756.

MONSIEUR,

Nous ne sommes pas encore aussi tranquilles ici, sur le succès de l'expédition de Mahon, que l'on paraît l'être à Paris. Des négocians qui ont toujours reçu de très-bonnes nouvelles de Londres, prétendent qu'on leur marque de cet endroit, que le Roi d'Angleterre et l'Amiral Anson, sans en rien communiquer à personne, ont fait passer successivement en secret, et de différens endroits, dix-huit vaisseaux de guerre dans la Méditerranée : il est bien à souhaiter que ces nouvelles soient fausses.

Si les Hessois et les Hanovriens débarquent une fois en Angleterre, les Anglais auront beau s'agiter, le Roi sera le maître, et ils ne pourront qu'obéir. Il ne serait pas même surprenant qu'il fit encore venir

des Russes , si cela est nécessaire à ses des-
seins. Il paraît que le Roi d'Angleterre sera
très en état de disposer de ses forces navales ,
de les envoyer où il voudra , sans avoir
besoin de grosses escadres pour observer
dans la Manche. Après l'arrivée des Hessois
et des Hanovriens , il aura , à sa dispo-
sition , plus de 80000 hommes de troupes ,
qui lui suffiront pour n'avoir rien à
craindre d'une descente de notre part.

J'ai l'honneur de joindre ici les nou-
velles que nous venons de recevoir d'An-
gleterre (1). Je vous serais bien obligé
si vous voulez bien me faire savoir ce qui
se passera du côté du Nord.

(1) Ce sont des extraits des papiers anglais
qu'on ne juge pas utile de rapporter , non plus que
ceux dont il sera question dans la suite de cette
correspondance.

LE MÊME AU MÊME.

A Dunkerque , le 17 Avril 1756.

MONSIEUR,

Quoique les nouvelles anglaises de cette
poste soient peu intéressantes , je ne laisse
pas d'avoir l'honneur de vous les envoyer ,
et de profiter de cette occasion pour vous
renouveler les assurances de ma vive
reconnaissance , et du tendre et respectueux
attachement avec lequel je suis , etc.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 29 Avril 1756.

MONSIEUR,

Je suis très-reconnaissant de l'exactitude avec laquelle vous voulez bien me donner les nouvelles du pays où vous êtes. Je voudrais pouvoir vous en envoyer de notre expédition de Mahon ; mais nous n'en avons aucune , et on commence à s'en impatienter. Je ne crois pas que le Roi d'Angleterre ait porté successivement les secours dont on vous a parlé , parce qu'enfin il n'aurait pas pu le faire assez secrètement , pour que nous n'en fusions pas instruits. Je présume qu'on a répandu ce bruit, pour justifier l'indifférence du gouvernement Anglais sur une entreprise dont nous n'avons pas fait mystère. Il n'y avait personne à Toulon qui ne la regardât comme une chimère , au moment même que M. le Comte de Maillebois est arrivé. On n'a commencé à y voir

de la réalité , que quand M. le Maréchal de Richelieu a paru. Je ne suis donc pas étonné que les Anglais aient envisagé le premier appareil de cette entreprise , comme un leurre , un appas imaginé pour les attirer dans la Méditerranée. Tout cela ne tardera pas à se développer , et je vous avoue que j'en suis plus impatient qu'un autre.

Il est certain que le Roi d'Angleterre sera le plus fort chez lui , quand il aura les Hanovriens et les Hessois à ses ordres ; mais il faut qu'avec cela ses affaires d'Amérique et de la Méditerranée tournent à bien ; sans quoi , ce que vous regardez comme sa force , pourrait devenir la première cause de son affaiblissement vis-à-vis de la nation fougueuse qu'il a à conduire.

La santé de M. le Maréchal de Belle-Isle est toujours mauvaise.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Dunkerque, le 24 Avril 1756.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous envoyer les nouvelles d'Angleterre. M. votre frère vous aura communiqué les dernières.

Je suis bien fâché que votre santé soit encore chancelante ; la mienne est assez bonne et serait meilleure si ma situation le comportait. Je n'ai jamais tant regretté que je le fais d'être né sans biens. Je sens que l'homme ne s'accoutume jamais à l'humiliation ou à cesser d'être.

LE MÊME AU MÊME.

A Dunkerque, le 3 Mai 1756.

MONSIEUR,

Je viens de recevoir la relation de nos opérations de l'île Minorque, qu'il vous a plu de m'envoyer, et dont j'ai l'honneur de vous faire mille remerciemens. Je joins ici les dernières nouvelles que nous avons reçues d'Angleterre. J'ai remarqué jusqu'ici qu'elles étaient peu certaines. Les Anglais ont commencé, d'aujourd'hui, à enlever nos chaloupes de pêcheurs : ils viennent d'en conduire deux en Angleterre. Ils ont appris qu'on avait armé, dans ce port, cinq de ces chaloupes ; ils prennent de-là occasion, comme on l'avait prévu, d'interrompre la pêche qui faisait subsister une partie de ce peuple. Je suis inquiet sur l'état de votre santé.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Plaisance , le 8 Mai 1756.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré le 3. Il faut avouer que les Anglais ne négligent pas les plus petites choses vis-à-vis de nous. Il faut bien prendre patience et remettre au temps et aux circonstances le soin de notre vengeance. Je crois que tous les mensonges , distribués dans leurs gazettes , n'empêcheront pas que notre débarquement dans Minorque ne produise chez eux une furieuse fermentation. Comment a-t-on pu voir , le 13 Avril , l'Amiral Bing sur les côtes de Portugal , tandis qu'il n'a quitté celles d'Angleterre que le 14 ; d'ailleurs , que ferait-il à Mahon , si tant est qu'il y puisse arriver ? Nous n'avons aucunes nouvelles certaines de l'armée de M. le Maréchal de Richelieu. Il n'y a ici que des lettres particulières
de

de Marseille et de Toulon auxquelles on ne peut pas ajouter beaucoup de foi.

Je me porte assez bien. Je suis à la campagne depuis le 1^{er} de Mai. Je n'ai pas eu chaud d'abord ; mais depuis vingt-quatre heures le vent a tourné au midi , et a bien dégourdi l'air.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Dunkerque, le 8 Mai 1756.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous envoyer les nouvelles que l'on vient de recevoir d'Angleterre : nous en avons aussi reçu la liste des vaisseaux suédois, qui sont au nombre de neuf, qui doivent se joindre à pareil nombre de danois pour se rendre dans la Manche.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Plaisance, le 17 Mai 1756.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré le 8 , avec les nouvelles qui y étaient jointes. Je n'en ai pas eu de Mahon depuis la date du 26. Les cinq bataillons de renfort , demandés par M. le Maréchal de Richelieu , doivent y être arrivés à présent.

M. le Maréchal de Belle-Ile entra hier au Conseil du Roi.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Dunkerque, le 8 Juillet 1756.

MONSIEUR,

Vous serez sans doute déjà informé, que M. le Maréchal de Belle-Ile est ici depuis le 5, et qu'à son arrivée, il a fait part à cette ville de la résolution que le Roi a prise, d'en faire rétablir le port et les fortifications, et, pour en donner des preuves, on a mis la main à l'ouvrage dès le lendemain matin : il se continue avec beaucoup de vivacité. Plusieurs radiers se trouvent encore entiers, ce qui diminuera beaucoup la dépense, et abrégera les travaux. Il ne s'agit encore que du rétablissement du port. Nous n'avons point de nouvelles d'Angleterre. Je souhaite que votre santé soit bonne : la mienne se soutient parfaitement.

Le Maréchal doit partir le 12 pour Calais. Le Prince de Soubise n'arrive point, et il ne donne pas de ses nouvelles.

LE MÊME AU MÊME.

A Luinen-sur-la-Lippe, le 20 Avril 1757.

MONSIEUR,

Je suis arrivé hier ici. Je marche demain sur Lipstat où le Prince Héréditaire de Hesse est encore avec deux régimens prussiens ; ils font courir le bruit qu'ils y attendent une armée de quarante-six mille hommes : fanfaronades que ces discours. Je compte qu'il voudra bien en partir avant peu de jours , ou qu'il y sera pris. Nous voyageons bien vite ; le pays est bien mauvais et fournit peu de subsistances. Je ne me permettrai aucune réflexion sur tout ce qui se passe , et c'est la raison qui m'empêche d'avoir l'honneur de vous écrire plus souvent. Le Roi de Prusse est adoré de ses sujets : ils nous aiment aussi autant que les circonstances peuvent le permettre. Ils ont ordre de leur maître de faire de bonne grace tout ce que nous exigerons , et de nous bien traiter. Comment va votre santé ? la mienne est bonne,

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 3 Mai 1757.

MONSIEUR,

Vous avez tenu parole à M. le Prince Héréditaire de Hesse, en le faisant déloger de Lipstadt; car, depuis la lettre dont vous m'avez honoré le 20, j'ai appris que, le 25, on vous avait apporté les clés de cette petite ville, et que vous aviez dû y coucher le 26. Tout cela est fort bien. Il y aurait à désirer seulement que le pays où vous êtes fût meilleur, et qu'on ne fût pas obligé d'y manger son herbe en verd.

Vous voilà maître, par votre position, du comté de la Marck; mais je ne crois pas que vous en tiriez de grandes ressources. Ne me privez pas, Monsieur, de vos nouvelles. Vous avez moins à craindre qu'un autre la démangeaison des réflexions, et je ne vous en demande d'ailleurs aucunes autres que celles qui pourront m'assurer de votre souvenir. Le Roi de

Prusse est bien généreux d'avoir recommandé à ses sujets de nous bien traiter, et de faire de bonne grace tout ce que nous leur demanderions. Ces pauvres gens ont dû craindre qu'on en usât avec eux comme leur Prince en a usé avec la Saxe ; mais nous ne portons pas si loin les raisons de convenance. J'ai eu, par M. du Mourier, quelques détails sur la manière dont il a opéré pour vos subsistances. Il me paraît qu'il y fait de son mieux, de même que M. d'Hauteville, pour lequel j'ose vous demander vos bontés.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Lipstadt, le 5 Mai 1757.

MONSIEUR,

Vous aurez déjà appris par d'autres, que j'ai forcé M. le Prince de Hesse à abandonner cette ville. Je n'ai pas voulu vous en faire part, parce que j'aurais craint de ne pouvoir pas me refuser à quelques réflexions là-dessus. M. le Maréchal d'Etrées arrivé, m'a fait dire qu'il ne pouvait pas me soutenir dans ce poste si l'ennemi passait en force le Weser. Comme j'y trouve bien des ressources, je me suis chargé de m'y soutenir par moi-même très-long-temps, et de me retirer sans échec, si une force supérieure m'y obligeait. On m'a su bon gré de ma proposition ; enfin je lutte ici depuis long-temps. M. de Cumberland est à Bilefeld, avec une armée de vingt-cinq mille hommes, et il a poussé hier quatre à six

mille hommes à Ritberg , à quatre lieues de moi. Je ne le crains pas s'il vient m'attaquer sur la partie droite de la Lippe ; mais s'il trouve le moyen de passer cette rivière au-dessus de moi pour m'attaquer sur sa gauche , je serais obligé d'abandonner la partie ; mais je me retirerai sans échec avec les dix bataillons et les volontaires royaux que j'ai fait avancer ici. Il m'en coûterait bien ; je n'aime pas à rétrograder. Je suis à trente lieues de Wesel , et à quatre de l'armée ennemie. Notre façon de faire la guerre ne me plaît pas. Les subsistances sont bien rares.

Comment vous portez-vous, Monsieur ? conservez une santé qui m'est plus chère que la mienne , et qui est bien utile à l'Etat. M. de Soubise doit arriver ici , au dans cette partie , au premier jour. Je me trouve le sixième Lieutenant-Général d'un corps de seize bataillons. N'est-ce pas là recevoir des coups de pied dans le ventre ?

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 13 Mai 1757.

MONSIEUR,

J'ai effectivement appris, aussi-tôt que cela a été possible, que vous aviez délogé M. le Prince de Hesse de Lipstadt. J'ai même eu l'honneur de vous en faire mon compliment par une lettre du 3. de ce mois. Je vois, par celle dont vous m'avez honoré le 5, que l'on paraît penser à vous déloger à votre tour. Soyez certain, Monsieur, que je ne cesse pas d'avoir les yeux sur vous, et que mon cœur et mon esprit vous suivent et vous suivront partout. Je n'en dirais pas autant de mon corps, parce qu'en vérité je ne peux plus courir la poste. Je crois bien que ce métier-là ne vous plaît pas non plus, quoique vous vous en tiriez on ne peut pas mieux. Au moins ne m'en voulez pas, car mon avis était qu'on vous fit faire beaucoup moins de diligence. J'attendrai de vos nou-

velles avec impatience , et j'en aurai certainement avant que vous m'en donniez vous-même. M. le Prince de Soubise est arrivé à Ham le 5. Je ne sais pas si ses seize bataillons et ses six escadrons le suivraient de près : il y aura moins de difficulté à les faire arriver qu'à les faire vivre , et c'est ce qui m'inquiète. Le Duc de Cumberland va balayer avec beaucoup de soin tout l'intervalle qui est entre Munster et le Weser. Quand il bornerait là ses vues , c'en serait assez pour vous incommoder ; mais cela serait peut-être arrivé d'une manière comme d'une autre : ainsi il faut s'en consoler , et prendre des mesures qui puissent y suppléer , si toutefois cela est possible.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Lipstadt, le 6 Mai 1757.

MONSIEUR,

Nous partons demain pour nous porter sur Widenbruck , près Ritberg , et prendre la droite de la grande armée. Les inondations couvrent encore toute la terre , et je ne sais s'il sera possible d'avancer : on en doute beaucoup. M. de Cumberland a rassemblé toutes ses forces près Braickvède. Son camp doit être très-fort : il s'agit de l'y attaquer et de mourir de faim. Dieu nous ait en aide.

LE MÊME AU MÊME.

A Lipstadt, le 19 Mai 1757.

Monsieur,

Voici le vingt-quatrième jour que je suis ici comme l'oiseau sur la branche. On m'a remercié de ce que j'avais conservé ce poste : on m'a promis tout secours , et me voici cependant au moment de devoir l'abandonner en fuyant. Les ennemis ont poussé hier un corps de douze mille hommes à Lipspring : toutes leurs troupes sont en-deçà du Weser. Le corps de douze mille hommes peut être renforcé jusqu'à vingt mille. M. de Cumberland est avec son armée à Bilefeld : il a un détachement à Ritberg. Vous voyez , Monsieur , que je ne suis pas mal pressé , et il n'y a que huit bataillons à portée de me secourir. Les Autrichiens sont battus en Bohême , et bien battus , et il me semble que toute cette guerre est manquée. Si on s'y obstine , on y perdra dix armées : toute l'Europe

s'en mêlera , et on fera une très-mauvaise paix.

J'aurai l'honneur de vous faire part de mes précautions et de mes succès. Enfin je ne risquerai rien ; et si je reste le maître , je ne perdrai rien ; mais je pourrai abandonner Lipstadt.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 27 Mai 1757.

MONSIEUR,

Vous ne voyez rien où vous êtes que je ne voie d'ici et que je n'aie prévu depuis long-temps. Je n'ai pas cessé d'avoir les yeux sur vous à Lipstadt ; et si mes combinaisons sont justes , et que M. le Duc de Cumberland ait fait tout ce qu'il a pu faire , il me semble , ou qu'il a dû vous attaquer le 26 , ou que vous avez pris le parti de vous replier sur M. le Prince de Soubise. J'ai appris , par des lettres du 20 , que ce Prince était parti de Ham pour vous rejoindre ; mais le renfort qu'il a pu

vous donner joint à ceux que vous pou-
 vriez avoir à portée de vous , ne forme
 qu'un corps inférieur à celui qu'on peut
 vous opposer ; et je répète , ou que M. de
 Cumberland n'est pas Général , ou qu'il a
 dû vous déloger. Enfin , Monsieur , j'at-
 tendrai avec impatience de vos nouvelles.
 Les machines les plus simples sont celles
 qui vont toujours le mieux : celles qui ne
 se meuvent qu'à l'aide de beaucoup de
 ressorts n'ont presque jamais une action
 bien réglée , par la raison que tous ces
 ressorts correspondent difficilement en-
 semble , et qu'un seul qui se dérange in-
 terrompt le mouvement de tous les autres.
 N'est-ce pas là la raison des succès rapides
 du Roi de Prusse ? J'ai grand'peur que le
 pronostic que vous tirez de la guerre ne
 s'accomplisse. On parle cependant ici d'un
 autre secours : c'est une chose qui doit
 être décidée actuellement. Quelle route
 prendra ce secours ? comment sera - t - il
 composé ? C'est ce que je ne puis vous
 dire.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY,

A Lipstadt, le 20 Mai au soir 1757.

MONSIEUR,

Que penserez-vous de ma situation ? Cette place est très-grande dans l'étendue de ses fortifications. J'ai accommodé en camp retranché le côté droit de la Lippe : celui de la gauche ne vaut rien, et je n'y ai presque pas touché, parce que l'on ne m'a pas fourni des fonds, et que l'on me promettait du secours pour le 10 du courant : je suis au 20, et à minuit, et je n'en ai pas encore reçu. M. le Prince de Soubise arrive demain avec cent Aides-de-Camp et quatre ou cinq bataillons.

Les ennemis ont pris poste aujourd'hui dans Paderborn, et ont posé leur camp à une lieue en-deçà de cette ville. Ils ont poussé un corps à Delbruck, sur la haute Lippe ; ils ont considérablement augmenté le détachement de Ritberg ; ils ont fait

marcher de la cavalerie. M. de Cumberland , qui est à Bilefeld , ou qui y était encore ce matin , a poussé un camp à Braickvède , près de Ritberg ; de sorte que , dans une marche , je puis être enfermé. Cela ne m'arrivera pas ; mais enfin il faudra fuir si l'ennemi avance. Il y a du malheur de notre côté et de nos alliés ; mais notre malheur vient de nous.

Que dites-vous à présent de M. de Brown ? ne s'est-il pas conduit comme le plus mal habile de tous les hommes ? Je veux vous faire admirer ma patience. Je vous en ai ouï faire vingt fois un grand éloge ; et moi , qui le connaissais bien , je ne vous ai jamais répondu autre chose , si ce n'est que j'avais vécu avec lui pendant douze années au moins. Vous ne m'avez jamais demandé ce que j'en pensais. Enfin je souhaite que vous vous portiez bien ; ce sera toujours pour moi une satisfaction bien sensible.

- RÉPONSE

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 28 Mai 1757.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20. Je vous fais mes remerciemens des détails dans lesquels vous avez la bonté d'entrer. En vérité, Monsieur, vous êtes dans une situation bien critique, et je vous plains bien sincèrement.

Je n'ai jamais eu d'idée qui me fût particulière sur le compte de M. de Brown : ce que je peux en avoir dit d'avantageux, n'a jamais été que d'après tous les éloges que j'en ai entendu faire par les personnes qui disaient le bien connaître. Vous le connaissez personnellement, Monsieur, puisque vous avez vécu avec lui plus de douze ans : il vous aura fallu moins de temps pour juger de ses talens militaires, ayant

des connaissances aussi étendues que vous avez sur le métier.

Je suis bien sensible à l'intérêt que vous voulez bien prendre à ma santé , dont je ne suis point du tout content : vous avez besoin de jouir de la plus parfaite , et je le desire de tout mon cœur.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Lipstadt, le 24 Mai 1757.

MONSIEUR,

Les ennemis sont , à peu de chose près , dans les mêmes positions qu'ils ont prises il y a huit jours ; ainsi ils ne songent qu'à subsister et à manger le pays entre nous et le Weser. La chose est bien avancée : ils souffrent autant que nous , et nous sommes les uns et les autres dans la plus grande disette. Ce pays n'est pas fait pour de grandes armées ; il n'y faudrait que quarante mille hommes séparés en plusieurs

corps, qui fussent toujours en mouvement. Il est difficile de pouvoir subsister plus de quinze jours dans le même endroit : tout s'oppose à la formation de gros magasins, et le pays, par lui-même, ne comporte pas de grosses armées.

Vous serez présentement au fait de tout ce qui s'est passé en Bohême. Si Prague est réduit, les forces de l'Impératrice sont anéanties ; et quoi qu'il arrive, ses troupes ne tiennent pas devant les Prussiens : elle a d'ailleurs de bien mauvais Généraux. Que ferons-nous ? Il ne nous reste guère de bons partis à prendre, et il est bien dangereux d'en prendre un mauvais. Tout ceci a été mal commencé, et on n'y remédiera plus.

Vous savez que le Roi de Prusse a fait publier, trois Dimanches de suite, au Prône, que l'on ne devait point regarder les Français comme ennemis ; que par conséquent on ne devait point abandonner le pays, mais le cultiver et vaquer à ses affaires comme à l'ordinaire ; recevoir les Français quand ils arriveraient avec politesse, et leur procurer tout ce qu'ils sou-

haiteraient. On dit ici, à présent, que ce Prince fait mettre, dans les parties de la Bohême qu'il occupe, les armes de Saxe à la place de celles de l'Impératrice, et qu'il a fait dire aux deux Princes de Saxe renfermés dans Prague, qu'ils pouvaient en sortir et se retirer en toute sûreté où ils voudraient. Il paraît qu'il cherche à renouer avec nous.

Je vous souhaite, Monsieur, une bien bonne santé, et vous prie d'être bien persuadé que personne ne vous honore plus que je le fais.

M. le Maréchal (1) est arrivé aujourd'hui à Munster.

(1) D'Errées.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 8 Juin 1757.

Monsieur,

Non, sans doute, le pays où vous êtes ne comporte pas de grandes armées ; c'est pour cela qu'avant de s'y avancer, on aurait dû former des magasins sur le Rhin, et n'y marcher en force qu'au moment où vous auriez pu y vivre avec la faux : je n'ai pas cessé de le représenter avant le départ des troupes ; et si mon avis n'a pas été suivi, ce n'est sans doute que parce que les raisons militaires ne l'ont pas permis. Mais il est trop tard de parler de ce qu'on aurait dû faire, et je ne vois de remède à tout ceci que dans la grande supériorité, qui vous permettra sans doute d'aller chercher de quoi vivre dans un autre pays. Je souhaite au moins, Monsieur, que vous n'ayiez pas où vous êtes le temps affreux qu'il fait ici depuis trois

fois vingt-quatre heures : c'est un tourment de plus pour moi.

Prague tient toujours , et il ne paraît pas même que le Roi de Prusse en ait formé le siège : ce n'est qu'un blocus ; mais en revanche il occupe une grande partie de la Bohême , et il a le passage ouvert sur le haut Palatinat et la Franconie : il en profite pour y porter l'alarme et l'effroi. M. de Brunswick-Bevern s'était emparé de Kollin ; M. de Daun l'a obligé de repasser l'Elbe , et a repris sa première position. Il serait difficile de prévoir ce que tout cela deviendra. Le Roi paraît déterminé à porter de nouveaux secours en Allemagne : la manière de les diriger décidera sans doute du sort de cette guerre. J'ai eu occasion , Monsieur , de parler de vous en bon lieu , et de vous rendre toute la justice qui vous est due. Je ne puis vous en dire davantage dans ce moment-ci.

Il me paraît que vous allez faire un mouvement sur le haut Ems. Ce mouvement pourra engager M. de Cumberland à aller joindre ou faire revenir à lui le corps qu'il a sous Paderborn ; mais je ne sais pas si vous avez encore un projet bien déterminé.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Lipstadt, le 3 Juin 1757.

MONSIEUR,

Il est bien vrai que nous avons déjà bien fait des fautes de part et d'autre dans ce pays; heureusement elles n'ont pas eu de suites fâcheuses. Nous avons fait de notre côté beaucoup plus qu'il ne fallait, et M. de Cumberland n'a pas fait, à beaucoup près, tout ce qu'il pouvait. Il est toujours dans sa même position: il occupe Ritberg, Braickvède, Bilefeld et Paderborn. Cette position nous indique les endroits où il craint. Il paraît que nous allons marcher au premier jour pour le déposter. L'armée doit, à cet effet, s'assembler en front de bandière du côté de Rheda, et la réserve de M. de Soubise marchera sur la droite, le long de la Lippe. Je ne serais pas du tout de cet avis: cette méthode me paraît longue, ruineuse pour l'armée, et ne pro-

duira aucun succès considérable. Une armée ne peut pas subsister en front de bandière. Vous avez à parcourir très-lentement un pays où tout est détruit, jusqu'à la racine de l'herbe ; vous pousserez devant vous une armée ennemie qui vous opposera bien des difficultés, qui se retirera ensuite derrière une rivière qu'elle mettra entre elle et vous, et il ne sera pas aisé de la passer devant elle. De quoi vivrons-nous sur ses bords ? Il me semble que nous devrions déjà avoir passé le Weser, et voici comment j'imaginerais que l'on devrait s'y prendre présentement. M. d'Etrées devrait se porter sur les sources de l'Ems, occuper tous les postes des environs, faire toutes les dispositions comme s'il voulait attaquer M. de Cumberland, sans cependant l'obliger à reculer : M. de Soubise, avec vingt mille hommes, marcherait légèrement à Wewelsberg, Peckelsheim, Beverungen ou Heexte : c'est l'affaire de trois ou quatre marches pour ce dernier corps, et le corps ennemi de Paderborn ne pourrait pas nous y prévenir ; mais le temps en est passé, et il est difficile à présent d'exécuter ce projet.

que nous avons eu en main pendant quinze jours. J'apprends que les six mille Hessois revenus d'Angleterre sont arrivés au camp de Paderborn. Ce camp se tient par la main avec celui de Bielefeld et de Braickvède, par une communication aisée et assurée. Ce pays-là est tout poste.

Je ne sais pas pourquoi on veut se faire illusion en France sur la situation des affaires de Bohême : elles sont dans le plus grand délabrement pour les Autrichiens, et il est certain qu'ils ne peuvent pas paraître en campagne, qu'ils sont reculés jusques sur les frontières de Moravie, et, selon toutes les apparences, Prague ne tiendra pas long-temps. Je vois, par toutes les lettres de France, qu'on en juge tout différemment, et il paraît qu'on va agir en conséquence : c'est un grand malheur pour l'Etat. Il faudrait faire la paix. Cette guerre ne peut avoir qu'une fin malheureuse : elle a été mal commencée, et trop tard ; on la soutiendra pièce par pièce : cela nous affaiblira ; et quand nous le serons, nous aurons un monde d'ennemis, parce qu'il y a plus à prendre sur nous

que sur le Roi de Prusse , et que les hommes ne méconnaissent jamais , à un certain point , leurs intérêts. Votre comparaison , Monsieur , est bien juste : on la sentira bien mieux dans les suites qu'à présent. J'ai été incommodé pendant quelque temps , et cela de chagrin , auquel je ne résiste plus comme autrefois. Il m'est insupportable d'être le septième Lieutenant-Général d'un corps de seize bataillons. J'ai fait ma fortune uniquement par mes services : me voilà hors d'état , par ma situation , d'en rendre ; ainsi je me regarde comme perdu.

Les ennemis ont laissé trois mille hommes dans Paderborn , et se sont campés à Schlangen , derrière Lipspring : leur objet est bien évident. Ils nous remettent à même de gagner le Weser avant eux : je ne sais si l'on en profitera.

Je rouvre ma lettre pour vous informer que le camp Hanovrien de Paderborn est décampé à une heure après minuit. Nous ne savons pas encore de quel côté il est marché : peut-être s'est-il porté sur Hoexter , peut-être a-t-il pris le chemin

de Hamelen , et peut-être , ce qui s'accorde au sentiment des gens du pays , il aura pris sa position derrière Nienbruge , en laissant Ritberg devant soi. Peut-être serai-je mieux instruit avant le départ de la poste. Il paraît que nous n'avons d'autre projet que celui du berger qui mène son troupeau devant lui.

LE MÊME AU MÊME.

A Neuenkirchen , le 14 Juin 1757.

MONSIEUR,

Les ennemis ont abandonné hier , à cinq heures du soir , leur camp de Braickvède , et sont marchés , à ce que j'imagine , à Lemgow. Nos troupes légères ont incommodé leur arrière-garde , qui n'a pas souffert autant qu'elle le devait. Je ne sais pas ce que l'on fera ; mais il me paraît que l'on ne veut pas faire grand'chose.

Je viens de recevoir un ordre de M. de Paulmy , de me rendre à Versailles avec M. de Soubise , pour y recevoir des instruc-

tions, et me rendre ensuite avec lui à un corps d'armée qui doit marcher sur le Danube. La lettre du Ministre est très-mielleuse : cela me ferait presque penser que l'on veut me faire du mal ; c'est du moins là presque toujours le résultat des complimens, dont je ne suis plus la dupe. Je ne veux point servir, comme un valet, uniquement pour de l'argent. La gloire et la réputation m'ont toujours conduit : on veut m'ôter tous les moyens d'en acquérir, et certainement je ne m'y prêterai pas.

Je me fais une vraie fête d'avoir l'honneur de vous voir.

Il me paraît que vous n'avez de la Bohême d'autres nouvelles que celles qui vous viennent par le canal des Autrichiens ; ainsi vous n'en aurez jamais que d'infidèles.

INSTRUCTION DU ROI

AU S^r COMTE DE SAINT-GERMAIN,
l'un des Lieutenans - Généraux de Sa Majesté,
en ses Armées.

Du 19 Juillet 1757.

LA nouvelle armée, composée de trente-deux bataillons et vingt-deux escadrons, aux ordres de Mons. le Prince de Soubise, que le Roi fait passer en Allemagne pour le secours de l'Impératrice et des autres Etats de l'Empire, commencera à déboucher de l'Alsace le 25 de ce mois : sa marche est dirigée sur Wurtzbourg, où les premières divisions arriveront dans les premiers jours du mois prochain, et la totalité y sera rassemblée entre le 20 et le 25 du même mois.

L'intention du Roi étant que cette armée se combine avec celle des Cercles qui s'assemble sur le haut Mein, il a paru nécessaire d'envoyer à l'avance un Officier général d'expérience et de réputation à Wurtz-

bourg, pour conférer avec le Commandant des troupes de l'Empire, et pour travailler à former de concert, le plan fixe des opérations ultérieures, que les deux armées du Roi et des Cercles auront à exécuter, conjointement ou séparément pendant le reste de cette campagne.

C'est en conséquence de ces vues, que Sa Majesté a jugé ne pouvoir faire un meilleur choix que de la personne du Sieur Comte de Saint-Germain, en qui elle a reconnu depuis long-temps toutes les qualités nécessaires à l'exécution de la commission dont elle le charge par la présente instruction.

Mais pour qu'il puisse la remplir également à la satisfaction des deux Couronnes, il est à propos de le prévenir, que Sa Majesté a décidé et fait annoncer ici au Comte de Stahremberg (1), que l'armée commandée par le Prince de Soubise, serait entièrement à la disposition de Sa Majesté Impériale, et toujours prête à exécuter tout ce qui

(1) Ambassadeur de l'Empereur & de l'Impératrice-Reine de Hongrie.

sera jugé utile et avantageux à ses intérêts.

En conséquence de cette décision du Roi, il n'est pas douteux que le Duc de Saxe-Hildburgshausen ne soit pleinement autorisé, par l'Impératrice, à ordonner au Prince de Soubise, tout ce qu'il jugera pouvoir aller et concourir le plus directement au secours de l'armée Autrichienne.

Jusqu'ici la Cour de Vienne a paru désirer principalement, et de préférence à tout le reste, qu'une armée Française, forte au moins de trente mille hommes, se portât par le plus court chemin sur Leipzig, et le Comte de Stahremberg en a fait expressément la demande. Le défaut de premiers établissemens en cette partie de l'Allemagne, et le peu de temps qu'il y avait pour y en former, n'a pas permis d'adhérer à une semblable proposition, qui aurait fait courir aux troupes du Roi le risque évident de manquer; en sorte que pour satisfaire, du moins autant qu'il étoit possible, aux desirs de Sa Majesté Impériale, on a pris le parti de faire rendre cette armée à Wurtzbourg, où elle sera fort près de celle de

l'Empire, et à portée de combiner toutes ses opérations avec elle.

Wurtzbourg est un point de centre qui communique également à Nurenberg, à Egra, à la Saxe par Bamberg et par Erfurt; ainsi on ne croit pas qu'il fût possible de placer l'armée du Roi dans un lieu qui donnât plus d'aisance et plus de liberté à l'Impératrice, d'en faire l'usage qui conviendra le mieux aux vues que Sa Majesté Impériale peut avoir, de la porter du côté où une diversion pourra lui procurer de plus grands avantages.

Sur quoi il est cependant à propos de faire observer, que le desir du Roi n'étant pas que l'armée du Prince de Soubise aille directement en Bohême pour y être fondue dans celle de l'Impératrice, il convient d'en prévenir adroitement la proposition, pour peu que ledit Sieur de Saint-Germain entrevoie dans le Duc de Hildburgshausen, quelque disposition à en faire la demande; au reste, on ne voit pas, jusqu'à présent, que l'Impératrice en ait encore l'idée, et il n'y a que de nouveaux malheurs qui puissent la lui faire naître.

Il serait plus naturel que le Duc de Hildburghausen proposât de s'avancer sur Egra, dont la position menace d'assez près la Saxe, et rapprocherait fort de la Bohême; ce sera au sieur de Saint-Germain à combattre cette opinion, si elle lui était communiquée, par toutes les raisons que ses connaissances militaires lui suggéreront. Les motifs sur lesquels il croira devoir fonder son opposition peuvent être :

1°. Le détour que cette route ferait prendre à l'armée pour parvenir à l'objet désiré.

2°. De se mettre en mesure de trop près vis-à-vis du Roi de Prusse, qui, rassemblant ses forces en Saxe, y deviendrait trop supérieur à l'armée combinée.

3°. La difficulté de trouver de ce côté là des quartiers d'hiver solides, assurés et qui ne coûtent rien au Roi.

4°. L'obligation où l'on serait de faire rétrograder cette armée, pour lui faire prendre des quartiers d'hiver moins ruineux, et qui la placassent plus à portée de concourir à l'ouverture de la campagne prochaine, à la grande opération du siège de Magdebourg.

Le Sieur de Saint-Germain sera donc chargé de faire entendre, que le point capital de la diversion dont le Roi veut favoriser les armes de l'Impératrice, étant de s'ouvrir cette campagne, un chemin libre pour pouvoir préparer pendant l'hiver des magasins immenses de toute espèce, qui seront nécessaires au siège de Magdebourg, par lequel Sa Majesté desire de pouvoir ouvrir la campagne prochaine, le Duc de Saxe-Hildburghausen est trop expérimenté, pour ne pas convenir que toutes les forces que le Roi va avoir en Allemagne, seront suffisantes à peine pour réussir dans une expédition d'une semblable importance; non que l'on prétende par-là avoir un dessein formé de réunir l'armée du Prince de Soubise à l'armée de Westphalie; mais on croit que, pour qu'une aussi grande opération puisse se poursuivre avec une certitude apparente de succès, il paraît nécessaire que cette armée ne soit pas obligée de s'affaiblir par aucun détachement au-dehors, et que pour se mettre en état d'employer l'armée entière aux opérations d'un siège aussi considérable, il sera

essentiel que l'armée combinée se trouve à portée de garder les bords de l'Elbe au-dessus de Magdebourg, et d'en couvrir, pour ainsi dire, l'attaque; et enfin, dans le cas où le Roi de Prusse viendrait au secours de la place avec toutes ses forces, que l'armée du siège et l'armée combinée pussent être assez à portée l'une de l'autre, pour pouvoir, par leur réunion en tout ou en partie, opposer à ce Prince des forces capables de l'arrêter, sans que pour cela l'attaque de Magdebourg en fût retardée ni interrompue.

Il paraît donc que tout devant concourir, à faciliter le siège de Magdebourg et à en assurer la conquête, il convient de travailler à persuader le Duc de Hildburghausen, des avantages qui en doivent résulter pour les intérêts respectifs des deux couronnes, et l'amener par-là plus aisément à tourner toutes ses vues du côté d'Erfurt.

Les avantages que cette position semble présenter sont :

1°. De menacer par le flanc Leipzig et la Saxe : manœuvre qui forcerait le Roi de Prusse à en abandonner la possession,

pour se réduire à la défense de la Lusace et de la Silésie contre toutes les forces de l'Impératrice ; ou à y envoyer un détachement de son armée, d'un nombre égal à l'armée combinée, ce qui diminueroit ses forces vis-à-vis celles de Sa Majesté Impériale ; ou enfin de se porter en Saxe avec des forces supérieures, pour se conserver toujours la communication de l'Elbe, dont la privation ne lui permettrait plus de reprendre ses opérations de ce côté-là l'année prochaine, et lui ôterait les moyens de se porter au secours de Magdebourg ; dont la conservation lui tiendra toujours plus à cœur que des possessions étrangères ; attendu que Magdebourg une fois pris, rien n'empêcherait plus l'armée du Roi d'attaquer l'intérieur des Etats de ce Prince, et d'aller jusqu'à Berlin même avec d'autant plus d'apparence de succès, que ce serait là un moyen infailible de déterminer les Suédois à se joindre à l'armée du Roi.

Si l'armée combinée se portait sur la Saale, elle y vivrait aux dépens des alliés du Roi de Prusse, non-seulement pendant le reste de la campagne, mais encore elle

s'y établirait dans de bons quartiers d'hiver qui ne coûteraient rien au Roi. Cette rivière couvrirait la tête de ces quartiers, et servirait parfaitement à en assurer la solidité, la tranquillité et l'aisance.

Voilà en général quels peuvent être les objets du Roi, d'après lesquels le Sieur de Saint-Germain devra se conduire vis-à-vis du Duc de Saxe-Hildburgshausen ; mais, en général, quels que soient les desseins et les propositions de ce Duc, le Sieur de Saint-Germain ne donnera son consentement à aucun mouvement ni à aucune opération, qu'on ne lui ait démontré les moyens assurés de ne jamais manquer de subsistances ; et pour cet effet, il exigera qu'on lui fasse part des mesures que le Duc de Hildburgshausen aura dessein de prendre, et il ne se rendra à rien que la solidité et la sûreté de ces mesures ne soient bien démontrées et constatées. Le Roi ne doit être chargé à cet égard, de rien autre chose que de tenir compte exactement des fournitures, qui seront faites à ses troupes, lorsqu'elles ne se prendront pas sur le pays ennemi. L'armée de Sa Majesté ne passant

en Allemagne que dans la vue de secourir encore plus efficacement l'Impératrice , il est juste que cette Princesse soit chargée de trouver les moyens de la faire opérer pour son service.

Quoique l'armée des Cercles doive être de vingt - cinq à trente mille hommes , cependant il a été convenu avec le Comte de Stahremberg , que ces troupes n'étant pas toutes d'une espèce égale , il n'y en'aurait qu'une partie plus ou moins forte , au choix du Duc de Hildburghausen , qui se joindrait aux troupes Françaises pour opérer conjointement , tandis que le reste serait occupé à garder les places et autres postes de l'Empire où il paraîtrait nécessaire d'en mettre. On évalue le nombre des troupes qui se joindront à l'armée du Roi à dix à douze mille hommes , à quoi il sera encore ajouté , selon les apparences , trois à quatre mille hommes des troupes du Duc de Wirtemberg , et deux mille hussards de l'Impératrice ; ce qui , le tout rassemblé , composera une armée d'environ quarante mille hommes. Ce calcul a paru nécessaire à faire au Comte de Saint-Ger-

main, pour qu'il puisse juger plus sûrement de la quantité de subsistances dont cette armée aura besoin dans le cours de ses opérations, ainsi que de ce qu'elle pourrait entreprendre.

Le Comte de Saint-Germain aura soin de former avec le Duc de Saxe-Hildburgshausen, un projet de convention entre eux, pour régler le rang et l'ordre du service que les Officiers généraux et autres de l'armée du Roi, auront à tenir respectivement vis-à-vis de ceux de l'armée des Cercles et du Duc de Wirtemberg, la convention passée à Vienne, entre le Comte d'Etrées et le Comte de Neuperg, ne regardant que le service des Officiers généraux et autres des armées des deux Puissances.

Il paraît juste que les Officiers généraux et autres de l'armée de Sa Majesté, tiennent vis-à-vis de ceux des Cercles et des troupes du Duc de Wirtemberg, le même rang que ceux de l'Empereur ont eu dans tous les temps le droit d'y tenir. Le Comte de Saint - Germain traitera l'affaire sur ce pied-là, et c'est un article sur lequel il

aura attention de ne se relâcher en rien. Au surplus , il se contentera de former un simple projet de service , qu'il adressera au Secrétaire d'Etat ayant le département de la Guerre , qui lui fera part ensuite des intentions de Sa Majesté.

Dès que le Comte de Saint - Germain sera convenu avec le Duc de Saxe-Hildburgshausen d'un plan d'opérations , qui sera dressé dans le plus grand détail , il en adressera de même une copie au Secrétaire d'Etat du département de la Guerre , pour qu'il puisse en rendre compte au Roi , et lui faire part ensuite des intentions de Sa Majesté.

Le Comte de Saint - Germain ne manquera pas non plus de communiquer au Prince de Soubise tout ce qui aura rapport à la commission dont il est chargé ; et il entretiendra avec lui une correspondance journalière , jusqu'au temps où le Prince de Soubise arrivera lui-même à Wurtzbourg , et entrera pour lors dans la négociation , sans que pour cela le Comte de Saint-Germain soit dispensé de la suivre , jusqu'à l'entière consommation d'un ou-

vrage duquel Sa Majesté a lieu de se promettre le plus grand succès.

Le Comte de Saint-Germain mènera avec lui le Sieur de Wimpffen, Aide-Major général de l'infanterie de l'armée, pour être employé par lui à tous les détails dont il jugera à propos de le charger. Il s'adressera au Sieur Gayot, Intendant de l'armée, pour lui demander de charger un des Commissaires des Guerres de l'armée de l'accompagner pareillement, et il se tiendra en correspondance avec lui sur tout ce qui peut avoir rapport aux détails qui sont de son ressort. Fait à Compiègne, le 19 Juillet 1757.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

Au Fort Louis, le 24 Juillet 1757.

MONSIEUR,

J'arrive ici dans le moment, et j'en repars demain pour me rendre à Wurtzbourg ou à Nurenberg auprès de M. le Prince de Saxe-Hildburgshausen, exécuter les commissions dont j'ai été chargé, et dont vous avez assurément connaissance. M. Stahremberg, avant mon départ de Compiègne, m'a répété plusieurs fois qu'il supposait que je menais avec moi un Commissaire, avec des lettres-de-change pour payer comptant les subsistances. J'en ai parlé à M. le Marquis de Paulmy, qui m'a chargé d'avoir l'honneur de vous en écrire (1). Je souhaiterais bien que vous

(1) M. de Monmartel avait donné des lettres de crédit pour payer les achats que l'on ferait à Wurtzbourg. L'armée ayant changé de destination, et se portant à Erfurt, M. de Monmartel donna un crédit sur cette dernière ville.

voulussiez me donner un plan à suivre dans cette opération. M. de Prâlin, Commissaire des guerres, qui est présentement à Manheim, me joindra à Wurtzbourg. Nous ne trouverons pas dans les Allemands toute la facilité qu'il serait à desirer : ils aiment beaucoup mieux notre argent que nous, et il ne serait cependant pas trop sûr de ne leur pas laisser de desirs sur cet article. Je ne m'en rapporterai pas à leurs discours. J'aurai grand soin de faire vérifier les choses sur les lieux. Je vous souhaite la meilleure santé : l'Etat en a bien besoin, et de celle de M. votre frère.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le Juillet 1757.

MONSIEUR,

Je reçois la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24 de ce mois. Je vous adresse ma réponse à Wurtzbourg, où je doute qu'elle vous trouve encore, parce qu'avant qu'elle vous parvienne, vous aurez appris la destination ultérieure

de l'armée pour Erfurt , et les changemens faits en conséquence dans la marche des troupes.

Les fonds sont faits à Francfort , pour le paiement des fournitures qui seront faites par le pays pendant les marches ; et ces paiemens se feront sur les reçus des troupes , immédiatement après le passage des dernières divisions. L'on a pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la subsistance de l'armée , dès le moment de son arrivée à sa destination ; et l'on a de même fait tous les arrangemens convenables , par rapport à la partie des fourages pour le mois de Septembre. L'impossibilité de prévoir où les circonstances pourront contraindre l'armée de se porter après ce temps , n'a pas permis de prendre les mêmes précautions pour le mois d'Octobre ; mais l'on espère être instruit , avant cette époque , de ce qu'il conviendra de faire à cet égard , et connaître les lieux où il faudra former des magasins. On ne négligera pas , en attendant , de prendre , vis-à-vis de la finance , les mesures nécessaires pour assurer cette partie du service.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN,

A M. DU VERNEY.

A Furth, le 17 Août 1757.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Je suis toujours ici, et j'ignore quand je rejoindrai notre armée. M. le Prince de Hildburgshausen compte de se mettre en marche vers le 25, et de se porter successivement à Erfurt par Meiningen : il attend des ordres de sa Cour, comme j'en attends de la nôtre pour finir la convention qu'il y a à régler pour la jonction des deux armées. Il y a trois points en litige : le premier regarde la préséance, nous demandons la droite sur l'armée de l'Empire, et ils prétendent que l'armée de l'Empire doit l'avoir ; le second concerne M. le Prince de Soubise, comme Général de l'armée du Roi. Je demande qu'il soit la première personne des deux armées, sous les ordres de M. le Prince de Hild-

burgshausen, et qu'en son absence il les commande en chef et de droit ; la troisième concerne nos Officiers généraux, dont les grades ont été avilis par la convention de Vienne, et je demande, après avoir établi les gradations, qu'ils soient d'égalité avec ceux des autres Puissances. La décision de ces trois articles ne peut que tirer en longueur, parce qu'elle ne dépend pas uniquement de l'Empereur, mais beaucoup de la diète de l'Empire : il me paraît cependant qu'on ne peut pas se relâcher. Oserois-je vous prier de faire présenter mes respects à M. votre frère ? Votre santé est-elle bonne ? Je le souhaite bien sincèrement : je vous prie d'en être aussi persuadé, que de l'attachement et du respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 26 Août 1757.

MONSIEUR,

Je ne doute pas que vous n'avez reçu actuellement les ordres que vous attendiez. M. le Prince de Soubise a bien voulu me faire part des points sur lesquels vous n'êtes pas d'accord avec M. le Prince de Hildburghausen. Le premier, qui concerne la préséance est décidé, et nous prendrons la gauche. J'ai mandé à M. le Prince de Soubise, que dans le fait je ne pouvais pas en être fâché, parce que par ce moyen nous pourrions donner la main à l'armée du Weser, sans avoir d'autres troupes entre nous; ce qui serait arrivé nécessairement si nous eussions eu la droite; car je suppose que nous prendrons des quartiers d'hiver derrière la Saale, et que nous pourrions nous étendre jusqu'à Bernbourg, peut-être même jusqu'à Halberstadt, que M. le Maréchal de Richelieu occupera. Du reste,

Monsieur , je souhaite que nos Officiers généraux puissent se relever du coup que leur a porté la convention de Vienne. Si toutes ces difficultés pouvaient retarder la jonction des deux armées , il n'y aurait pas grand mal.

Il s'en faut de beaucoup que le territoire d'Erfurt soit propre à faire subsister l'armée combinée. La nôtre ne pourra pas y résister si on ne tire aucun secours en fourrages d'Eisenach , de Gotha , de Schwartzbourg et de Weimar. Le pis-aller sera de nous avancer vers la Saale , lorsque nous serons rassemblés , ce qui ne sera fait que le 24 du mois prochain.

J'ai la goutte depuis trois semaines : mon frère est dans le même cas , de sorte que nous ne pouvons pas nous voir. Il a commencé à marcher , et je ne suis pas aussi avancé que lui.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Gotha, le 11 Septembre 1757.

MONSIEUR,

Il vaut mieux faire que de se faire couper les oreilles. c'est ce que nous faisons, pour éviter cet événement. Vous aurez déjà su que le Roi de Prusse marchait vers nous avec un corps de l'élite de ses troupes ; dont on ignore encore aujourd'hui la force. M. le Prince de Hildburgshausen voulait nous faire aller à la Saale, pour arrêter ce Prince à cette rivière ; mais comme nous n'avions encore que treize à seize bataillons et quatre escadrons rassemblés, que nous n'étions pas certains du temps auquel l'armée de l'Empire pouvait nous joindre, parce que l'on ne peut pas compter sur ce que dit ce Prince, que nous n'avions presque point d'artillerie, et que l'ennemi pouvait arriver à la Saale aussitôt que nous, on n'a pas cru devoir ha-

sarder cette marche , et nous nous sommes retirés hier d'Erfurt ici , parce que l'on a appris que le Roi de Prusse passoit la Saale le 10. On a laissé plusieurs bataillons des troupes de Mayence dans la citadelle d'Erfurt ; qui , je crois , n'y tiendront pas long-temps , si elles y sont attaquées. Le Roi de Prusse sera vraisemblablement demain devant cette place , si son dessein est d'y marcher ; et dans ce cas , nous nous retirerons à Eisenach , où nous tâcherons de nous soutenir , et où peut-être l'armée de l'Empire nous joindra. Ce sera pour notre malheur : on ne peut faire aucun fonds sur cette armée , et l'on n'en peut pas plus faire sur l'intelligence et la capacité du Général. Nous ne pouvons rien espérer de la grande armée Impériale qui est en Bohême. Il y a une grande division dans le Conseil de l'Impératrice : elle est égale dans l'armée de Bohême ; et outre cela la terreur y règne , et M. de Daun ne s'y mêle plus de rien. J'ai été si occupé depuis un temps , qu'il ne m'a pas été possible d'avoir l'honneur de vous écrire. Je ne fais rien , nous ne faisons rien , et je

n'ai pas une minute à moi. On m'a dit que votre santé était rétablie : j'en suis bien charmé. J'ai l'honneur d'être, avec le plus sincère attachement, etc.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 20 Septembre 1757.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 11. Il n'y a personne qui n'approuve la conduite de votre Général : sa retraite est des plus sages ; en mon particulier je ne me persuade pas que le Roi de Prusse vienne le chercher dans les défilés d'Eisenach ; mais je voudrais que votre armée y fût seule : autrement je prévois bien des mouvemens, sans parler de la difficulté des subsistances. Au reste, je me contente de désirer, car je ne m'en mêle plus du tout de cette partie. Le travail vif et forcé qu'elle m'a occasionné, et que je n'ai point discontinué pendant la dernière attaque de goutte que je viens

d'avoir, qui a été des plus violentes, et qui m'a duré près de deux mois, m'a réduit dans un tel état de faiblesse, que, pour ne point succomber tout-à-fait, j'ai été obligé d'abandonner la partie. A cette circonstance il s'en est joint d'autres, dont je vous entretiendrai un jour, qui ont aussi contribué à me faire prendre ce parti. Si la tranquillité, dont j'espère jouir en partageant mon temps, comme je me propose de le faire, et comme j'ai déjà commencé, entre l'Ecole Militaire et Plaisance, ne me rétablit pas, du moins contribuera-t-elle à me faire passer moins désagréablement le reste de ma carrière. Je compte avoir fait mes preuves depuis long-temps; et si j'ai quelque tort, je crois que c'est celui d'avoir attendu jusqu'à l'âge de soixante-quatorze ans pour prendre un parti qui aurait été, il y a quelques années, un trait de prudence, mais qui est aujourd'hui forcé, puisque mon existence en dépend.

Soyez, je vous prie, persuadé que dans ma retraite je serai également occupé, comme je l'ai toujours été, de vous, Monsieur, et de tout ce qui pourra contribuer

à votre satisfaction : ce sont les sentimens
que me dicte l'inviolable et respectueux
attachement avec lequel je suis , etc.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Eisenach, le 24 Septembre 1757.

MONSIEUR,

Je viens d'apprendre que vous aviez
quitté toute affaire : j'en suis très-fâché
pour le bien de l'Etat, mais j'en suis en-
chanté pour celui de votre santé. Je vou-
drais bien être en situation d'en faire autant.
Les choses de ce monde iront toujours leur
train à l'ordinaire : il s'y fera plus de sottises
que de bonnes choses. Vous me fesiez
l'honneur de me dire, l'été dernier, que
vous étiez plus citoyen que philosophe :
il me semble qu'il vaut mieux en général
être le dernier que le premier, et il y a
des circonstances même où il est dangereux
d'être citoyen ; mais on ne se repent jamais
d'être philosophe quand on peut embrasser

ce parti. J'espère que le repos d'esprit et la tranquillité rétabliront votre santé : je le souhaite bien sincèrement , et personne n'y prend un plus vif intérêt.

Nous sommes toujours ici , et le Roi de Prusse aux environs d'Erfurt. Nous sommes allés dernièrement escarmoucher : nous y avons ruiné cinq cents chevaux par la fatigue. Les troupes d'Empire ont eu une grande désertion ; nous avons perdu beaucoup de traîneurs et de paresseux , tant en Officiers , chevaux , que Valets et Soldats : le reste a été assez égal. Le Roi de Prusse a extrêmement gracié nos gens : je veux dire les Français. Je n'ai jamais eu tant de fatigue que dans cette campagne , et je vous assure que je ne sais pas pourquoi et à quel but.

Oserais-je vous prier de faire présenter mes respects à M. votre frère : il ne m'a pas encore été possible d'avoir l'honneur de lui écrire. Si l'on ne s'y prend pas bien , l'on verra éclore une guerre de religion. L'Allemagne est bien lasse de nous autres ; nous la saccageons de notre mieux : cela lui apprendra à faire la guerre. Nous de-

vons bientôt marcher en avant si la peur ne nous arrête. Notre Général Duc, craint de se commettre avec l'espèce de troupes qu'il mène.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Plaisance, le 4 Octobre 1757.

MONSIEUR,

Le lieu d'où je réponds à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24, semble effectivement annoncer de ma part des idées de retraite et de repos ; mais pensez-vous que lorsqu'une fois on s'est embarqué on revienne au port quand on le veut ? Ma santé a beaucoup souffert, et je vous avoue, que je ne sais pas comment j'ai pu résister au travail que j'ai fait pendant six semaines, que j'ai eu la goutte aux deux pieds. Enfin me voilà ; et sans les contradictions que j'ai essuyées, et qui m'ont fait appercevoir que je combattais une ombre, vous ne me feriez pas de compliments sur ma philosophie. S'il était permis de ne vivre que pour soi, il vaudrait mieux

sans doute être philosophe que citoyen ; il y a plus : c'est que ma propre expérience m'a prouvé qu'il valait mieux être l'un que l'autre ; mais la Providence, qui veille sans cesse à la conservation des ressorts dont la société a besoin , pour ne rien perdre de son mouvement et pour se soutenir , fait que la Philosophie est dans les hommes l'effet du caractère , comme l'amour du bien est dans le citoyen l'effet de son goût et de ses affections. Par cette raison-là , j'ai renoncé à tout , et je me trouve encore chargé de beaucoup de choses. La vérité est que j'aurais la plus grande envie de mériter votre compliment dans toute son étendue , et que cependant je ne le mérite que du côté de l'intention : je ne m'en console que parce que j'ai cela de commun avec vous , et avec presque tous les hommes qui peuvent être de quelque utilité reconnue. Il n'appartient qu'à ceux qui sont ignorés de choisir le genre de vie qui leur convient ; encore doivent-ils craindre qu'il n'entre du mécontentement et de la mauvaise humeur dans leur choix : le mieux , je pense , est de se croire destiné à ce que

l'on fait , et d'y mettre toute son application. Je conclus de tout cela , Monsieur , que , sans trop rechercher la fin pour laquelle vous agissez , vous y mettiez tout ce que le talent naturel et les connaissances acquises vous donnent de supériorité sur les autres.

Je suis instruit de tout ce qui s'est passé à votre armée. Vous avez cru le Roi de Prusse beaucoup plus fort qu'il ne l'était en effet. Vous avez ignoré le partage qu'il a fait de son armée entre Halberstadt et vous ; et c'est ainsi que profitant des avantages que lui donnent ses intelligences dans le pays , il met en l'air deux armées , dont une seule devrait le faire trembler. Je pense comme vous , qu'on pourrait faire de tout ceci une guerre de religion , si la religion n'était pas aujourd'hui le partage du peuple seul. Il faut des chefs , et je doute qu'on en trouve d'autres que le Roi de Prusse , qui en est un fort équivoque dans ce genre. Enfin , Monsieur , je vous exhorte à prendre courage , et à compter pour rien vos fatigues si elles ont une bonne fin. Je vais envoyer votre lettre à mon frère , qui sera fort reconnaissant de votre souvenir.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN**A M. DU VERNEY.****A Pegau, le 28 Octobre 1757.****M**ONSIEUR,

Je suis revenu hier de devant Leipzig, où je suis resté trois jours à une demi-lieue. Je comptois bien pouvoir y entrer et en déloger M. le Maréchal de Keith, comme je l'avais délogé depuis Butstaedt jusques-là ; et si j'avais eu huit à dix mille hommes d'infanterie, nous en serions maîtres ; mais enfin le Roi y est arrivé le 26 avec quelques renforts, et il a fallu me retirer ici. M. le Prince de Hildburgshausen s'est retiré à Tencheren. Notre armée Française arrive sur la Saale successivement. Je ne sais ce que l'on fera. Il y a une chose certaine, c'est que ce pays est dénué de subsistances de toute espèce, et nous aurons bien de la peine à y vivre. Je ne crois pas que le Roi de Prusse ait de grandes forces : s'il les avait eues, il pouvait séparer M. de Hild-

burgshausen et son armée de M. de Soubise. Il travaille beaucoup à se retrancher dans Leipzig, et je crois qu'il ne conviendrait pas de l'y attaquer, quand ce ne serait que par ménagement pour cet endroit : on pourrait aisément, ce me semble, l'en faire sortir sans tirer un coup de fusil ; mais il faudrait que tout cela fût bien conduit, et il n'est pas possible de donner des conseils, parce que tout se fait à contre-temps et hors de saison. Je souhaite bien que votre santé se soutienne : ménagez-la. Oserais-je vous prier de faire présenter mes respects à M. votre frère ? J'ai l'honneur d'être, avec un attachement bien sincère et bien respectueux, etc.

Le Prince Ferdinand est entré ce matin dans Leipzig avec un corps de troupes.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 13 Novembre 1757.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 28 du mois dernier. Les choses ont bien changé depuis ce temps, et la malheureuse journée du 5 (1) me donne de furieuses inquiétudes pour les suites : vous les partagez assurément. J'ai demandé, mais inutilement, de vos nouvelles à tout le monde : personne n'a pu m'en apprendre, et jusqu'à ce que j'en aie reçu, je ne serai pas tranquille. Que vous dirai-je, Monsieur, dans ce moment ? Je vous avoue que tout ceci me donne bien de l'humeur. Qu'est devenue votre armée ? où ma lettre vous trouvera-t-elle ? Quelque part que ce soit, ne doutez point, je vous prie, de la sincérité et de l'attachement respectueux dont elle vous porte les assurances.

(1) De Rosbach.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN.

A M^r. DU VERNEY.

A Auleben, le 11 Novembre 1757.

MONSIEUR,

Je n'ai pas été en situation de pouvoir vous informer de nos malheurs : vous en serez déjà pleinement instruit, et je pense que comme moi vous les auriez prédit il y a cinq mois. Jamais armée n'a plus mal fait, et le premier coup de canon a décidé notre déroute et notre honte. Si je ne fus pas arrivé à la fin de la bataille, qui n'a pas duré une heure, c'en était fait de toute notre armée. Les troupes fraîches que j'ai opposées à l'ennemi, l'ont arrêté tout court (1). Je suis resté jusqu'à minuit près

(1) Quelques Officiers Prussiens prétendent que le Comte de Saint-Germain pouvait et devait les attaquer avec sa réserve, et qu'il eût peut-être changé le sort du combat ; mais ce Général comptait trop peu sur ses troupes pour tenter une pareille

du champ de bataille , et j'ai fait l'arrière garde , que je continue depuis ce temps-là avec des peines , des fatigues et une indigence que je ne puis vous peindre. Je conduis une bande de voleurs , d'assassins à rouer , qui lâcheraient le pied au premier coup de fusil , et qui sont toujours prêts à se révolter. Jamais il n'y a rien eu d'égal. Le Roi a la plus mauvaise infanterie qui soit sous le ciel , et la plus indisciplinée , et il n'y a plus moyen de servir avec de pareilles troupes. Je vous prie de présenter mes respects à M. votre frère. Vous connaissez la sincérité du tendre et respectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être.

entreprise. Découragées par la déroute de l'armée , dont elles étaient spectatrices , il craignait qu'elles ne lâchassent le pied , et il trouva plus sûr de se borner à couvrir la retraite , que de risquer de faire éprouver à sa réserve le même sort qu'à l'armée.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 23 Novembre 1757.

MONSIEUR,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 11, a été un grand soulagement pour moi. Je n'avais, pour ainsi dire, rien vu jusqu'alors où il fut question de vous : j'en ai été bien dédommagé depuis, et vous n'avez rien perdu au silence des premières lettres, sur ce qui vous regarde. On est toujours fâché d'avoir été mauvais prophète; aussi en ai-je le cœur bien serré. Vous jugez bien que je me représente, sans peine, tout ce que vous avez eu à souffrir. Je ne mets aucune politique dans la manière dont j'en parle : je ne suis pas plus discret sur l'anéantissement dans lequel l'indiscipline a fait tomber les troupes du Roi : peut-être, enfin, travaillera-t-on à y apporter remède. J'ai une relation particulière qui m'a paru assez bien faite; cependant, comme les faits

pourraient n'y être pas par-tout de la même exactitude, je vous l'enverrai, pour que vous vouliez bien y faire vos observations dans vos momens de loisir. Donnez-moi donc plus souvent de vos nouvelles. J'ai fait part de votre lettre à mon frère, qui partage avec moi le sincère et respectueux attachement avec lequel je suis.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DE BOURGADE (1).

A Nordhausen, le 14 Novembre 1757.

Vous auez appris, Monsieur, notre malheureuse aventure du 5, qui devait perdre en entier l'armée combinée, si l'ennemi eût profité de tous ses avantages. Eh bien! je vous apprend aujourd'hui que cette armée est sauvée comme par miracle; qu'avec, ou plutôt y compris les prisonniers, nous n'aurons pas deux mille cinq

(1) Celui-ci envoya à M. du Verney copie de cette lettre.

cents hommes de moins; que par le même miracle, de nos trente pièces de canon établies en sept batteries, sur le front de la première ligne, après avoir été absolument abandonnées par l'infanterie, et avoir restées seules en avant sur le champ de bataille, nous en avons retiré dix-sept, et beaucoup d'effets et de munitions avec; et qu'enfin le Roi de Prusse ayant assez de nous suivre, nous allons prendre nos quartiers d'hiver à la droite de ceux de M. le Maréchal de Richelieu, derrière la Werra ou dans le Comté de Hanau.

Nous marchions pour donner le combat, et par notre peu de précautions, nous l'avons reçu. On n'avait point éclairé notre marche ni sur la droite, ni en avant, parce que nous voyions marcher l'ennemi par notre gauche; et nous nous sommes trouvés tournés par notre droite, lorsque nous croyions toucher au point de se tourner par sa gauche. Les soldats, porteurs de leurs havresacs, tentes et marmites, ont été forcés de les quitter sur le champ de bataille, et de les abandonner par leur retraite précipitée, au moyen de quoi ils

n'ont plus rien ; ni tentes , ni marmites ,
ni souliers , ni chemises.

Notre retraite s'est faite sur Freiburg ;
mais on n'en avait point reconnu ni dirigé
la marche. Tout y a passé pêle-mêle dans
une nuit , dont la grande obscurité seule
pouvait nous y être favorable. Jamais ter-
reur mieux marquée que la nôtre , et c'est
pour s'être laissé surprendre. L'Officier
principal de notre état-major , et qui a
le plus insisté à attaquer ce jour-là , en a
payé la folle enchère , car il y a péri ; et
quoique sa trop grande ardeur fût blâ-
mable , on ne peut s'empêcher de dire que
c'était un bon Officier ; mais beaucoup
plus propre au commandement d'un corps
d'infanterie , qu'aux détails dont il s'était
chargé , et par lesquels il nous a conduit
à cette dernière affaire , qui , dans aucun
cas , ne devait avoir lieu , par l'inconve-
nient qui devait résulter du mauvais suc-
cès , et le peu ou point d'avantage à en
retirer.

L'indiscipline est si grande dans nos
troupes , qu'à moins qu'on ne travaille *hâ-
te et nunc* à rétablir l'ordre , il ne faut plus

compter d'avoir des troupes : ce sont des Brigands qui pillent l'ami comme l'ennemi. Je ne vois qu'un moyen pour rétablir toutes choses ; c'est que le Roi se charge des recrues, et qu'il fasse un meilleur état à l'Officier d'infanterie, qui souffre de misère, et qui, par-là, n'a pas le ton ni le zèle convenables.

On avait été au fourrage le 5 au matin, et il y avait peut-être plus de six mille hommes en maraude le jour de l'affaire, indépendamment de quelques fourrageurs qui n'étaient point encore revenus.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DE CHAVIGNI (1) M

A Mulhausen, le 18 Novembre 1757.

Vous ne le savez que trop, Monsieur, nous commençons assez bien, et il est rare que nous finissions de même. L'impatience, les partialités et le manque de vues gâtent

(1) Ambassadeur en Suisse. Il envoya à M. du Verney copie de cette lettre.

(164)

tout chez nous. On est occupé à régler les quartiers d'hiver de concert avec M. le Maréchal de Richelieu. Il veut occuper la Hesse, et M. de Soubise le pays de Fulde et de Hanau. Nous voilà bien éloignés de l'objet qu'on s'était proposé, et si la Cour ne fait pas un changement total et en toutes choses pour la campagne prochaine, je vous annonce que nous serons au moins aussi mal que celle-ci.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Mulhausen, le 19 Novembre 1757.

MONSIEUR,

Je jouis enfin d'une certaine tranquillité depuis le 15, que je suis arrivé ici avec huit bataillons et un régiment de Hussards Impériaux, avec lesquels j'ai fait l'arrière-garde depuis le champ de bataille. Je n'ai d'autre peine que de faire subsister les troupes, et ce n'en est pas une médiocre.

Le pays à trente lieues à la ronde est saccagé et ruiné comme si le feu y avait passé : à peine nos traîneurs et marodeurs ont-ils laissé exister les maisons. J'ai eu bien des maux, occasionnés par l'indiscipline et les mauvais propos de nos troupes ; il faut espérer que la Cour y mettra ordre : il faut de grands remèdes, et couper dans la racine ; si cela ne se fait pas, il faut renoncer à la guerre. Notre perte à la bataille n'a pas été fort considérable, comme on avait d'abord eu lieu de le faire croire sur le rapport des régimens. Tel qui prétendait avoir perdu quatre-vingts Officiers n'en a perdu que quatre à cinq : ils sont revenus successivement au bout de cinq à huit jours, et les Soldats en proportion. Croiriez-vous qu'un Enseigne est arrivé à Gottingen avec son drapeau et cinq à six Soldats, et que des tymbales y sont arrivées de même toutes seules ? Enfin l'on ne finirait pas si l'on voulait rendre les désordres qui sont arrivés. La terre a été couverte de nos Soldats à quarante lieues à la ronde : ils ont pillé, tué, violé, saccagé, et commis toutes les horreurs

possibles. Si l'ennemi nous eût suivi vivement, après m'avoir culbuté, il eût détruit toute notre armée : il ne l'a pas voulu sans doute, et il est certain que le Roi de Prusse avait donné les ordres de ménager nos gens et d'écraser les Allemands : ses Hussards ont renvoyé plusieurs de nos Soldats après les avoir bien traités. On ne peut rien ajouter à la générosité et à la politesse avec laquelle il a traité nos prisonniers. Quand ils envoyèrent leurs lettres décachetées, avec prière de les faire passer, le Roi dit : *Je ne puis m'accoutumer à vous regarder comme mes ennemis, et je n'ai nulle défiance à votre égard ; ainsi cachetez vos lettres, et vous recevrez les réponses sans qu'elles soient décachetées.* Il dit aussi, qu'il ne ferait pas de réjouissance pour la victoire qu'il avait remportée ; qu'elle affligeait son cœur, et que d'ailleurs les Français ayant été mal accompagnés, et n'ayant point été en bataille, n'avaient pas pu faire usage de leur valeur. Nous allons en quartier d'hiver dans le pays de Hanau. Je pense que ce n'est pas une trop bonne politique d'écraser le pays de Hesse. L'Empire est bien ulcéré

contre nous , et il ne voit qu'avec douleur et le plus grand mécontentement , que l'on accable quelques-uns de ses membres : il ne faut pas croire d'ailleurs que le Roi de Prusse soit détesté dans l'Empire : il s'en manque beaucoup ; et même , dans la Saxe , il y a pour le moins autant de partisans que d'ennemis : les paysans y ont pris les armes contre nous , et ont fait feu sur de nos détachemens. Je pense toujours que nous avons une mauvaise guerre , et qu'il serait très-à-propos qu'on la finît : elle n'aura pas une bonne issue pour nous si elle est prolongée. Le Roi doit bien craindre d'avoir la guerre. Tout ceci ne ressemble à rien. Je ne me suis pas donné l'honneur de vous écrire souvent , parce que je n'avais que de mauvaises nouvelles à donner , et vous auriez pris mes lettres pour des déclamations d'une tête échauffée et peu sensée.

Je vous prie de faire présenter mes obéissances à M. votre frère.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère et respectueux attachement , etc.

RÉPONSE DE M. DU VERNEY.

A Paris, le 6 Décembre 1757.

MONSIEUR,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 19, de Mulhausen, a produit sur moi l'effet que vous avez dû en attendre. Les gazettes sont pleines du soulèvement de l'Allemagne contre l'indiscipline de nos troupes. On ne parle ici que des excès auxquels se sont portés vos fuyards, et j'en ai le cœur serré. Tout le monde crie au remède, et il serait bien à désirer que M. le Prince de Soubise s'en occupât aussi-tôt qu'il sera arrivé à Hanau : je ne doute pas au moins que vous n'employiez la plus grande vigueur dans votre commandement. J'ai lu votre lettre à mon frère, qui est toujours également sensible à votre souvenir, et qui me charge de vous en faire ses sincères remerciemens. Les bonnes nouvelles que nous avons reçues de Silésie ont renouvelé dans mon cœur la plaie que

L'affaire du 5 y avait faite. Dieu veuille au moins que ce soit la dernière. Continuez, je vous en prie, à me donner des nouvelles de votre santé, et ne doutez pas de l'attachement sincère et respectueux que je vous ai voué pour la vie.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Fulde, le 5 Décembre 1757.

MONSIEUR,

Vous souhaitez que je me donne l'honneur de vous écrire plus souvent : j'y trouve assurément bien de la satisfaction ; mais je crains en même temps que vous n'ayiez lieu de vous en repentir. Je suis si pénétré de tout ce que j'ai vu et de ce que je vois journellement, que je ne puis m'abstenir d'en parler et d'en écrire. Je joins ici des réflexions qui sont écrites à la hâte et dans l'embarras d'un logement avec des Prêtres (1) ; mais toutes mal détaillées

(1) Les Moines de Fulde.

qu'elles sont , le fond n'en est pas moins juste , et plutôt à Dieu que l'on y fît attention. Je n'ose indiquer que bien légèrement les remèdes aux maux : il est aisé d'en trouver , et ils réussiront promptement s'ils sont administrés par une main habile. La chose est instante. Notre Nation n'a plus l'esprit militaire , et malheureusement le sentiment d'honneur est anéanti. Faisons la paix , Monsieur. On ne peut conduire nos troupes qu'en tremblant , et l'on ne doit s'attendre qu'à des malheurs. Soyez sûr que je ne vous en impose pas.

Je verrai avec bien du plaisir la relation que vous m'annoncez , et je la rectifierai autant que je le pourrai ; mais , à vous dire le vrai , il faudrait que j'eusse l'honneur de vous parler. On peut bien écrire les opérations ; mais il faut examiner les ressorts qui les ont amenées.

Le Roi de Prusse , son frère et toute son armée rendent plus de justice au corps que j'ai commandé qu'on ne le fait en France. M. de Saint-Chamont pourra vous rendre tout ce qu'il en a ouï dire : je n'oserais pas le répéter. Il est malheureux d'être jalouxé

par son Général. Il se plaint de ma réticence ; les procédés l'inspirent , et d'ailleurs il est des circonstances où il est dangereux de donner des conseils. Je n'y puis plus tenir ; l'esprit succombe à la fin. M. d'Argenson m'a coupé la gorge ; il est cause que je passe ma vie dans l'amertume : et quel en est le fruit ? Je vous demande pardon , je ne m'oublierai plus à l'avenir.

Je vous prie de faire présenter mes respects à M. votre frère , et de lui dire mille choses de ma part.

M É M O I R E

JOINT A LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

A Fulde, le 5 Décembre 1757.

LA multiplicité d'Officiers généraux , surtout sans choix , est toujours très-nuisible dans une armée : il est difficile de nombrer tous les inconvéniens qui en résultent pour le bien du service ; ils sont infinis. Dès que la paix est faite , la plupart restent sans occupation et sans le moindre commerce

avec les troupes. Ce genre de vie rouille le plus habile homme dans six années de paix ; et quand la guerre recommence , à peine se souviennent - ils des régimens ; bien moins ils se souviennent des règles et des usages militaires , qui , selon le cours des choses de ce monde , changent imperceptiblement. Le système de laisser aux Officiers généraux leur régiment est le plus salutaire pour le bien du service , et il n'est présentement plus sujet aux inconvéniens qui pouvaient autrefois en résulter. L'Officier général qui a un régiment s'entretient dans l'exercice militaire , dans la connaissance des troupes qu'il sera dans le cas de commander , et il est certain qu'il maintiendra mieux la discipline et l'esprit militaire dans un corps , que ne fera un jeune homme sortant du collège : celui-ci devrait être seulement Colonel en second. La frivolité , la négligence ont pris , dans le service , la place de l'obéissance , de la subordination , de la fermeté d'ame , de l'élévation de sentiment , de la patience et de l'honneur. De jeunes gens , la plupart avec des mœurs de grisette , rappelleront-ils

dans le militaire les sentimens d'honneur et de fermeté, qui font la force des armées ? Ignorance, frivolité, négligence, pusillanimité sont substituées aux vertus mâles et héroïques.

La méthode de mettre les troupes au compte et aux frais des Capitaines est pernicieuse ; et tant qu'elle subsistera, il n'y aura pas de subordination. Les Capitaines ne font leurs recrues qu'à force d'argent, parce qu'ils courent sur le marché les uns des autres. On ne veut pas perdre une recrue qui coûte beaucoup, et pour la conserver, on évite de lui donner le moindre déplaisir, on lui permet tout. Il ne s'agit que de pouvoir présenter des hommes au Commissaire ; mais comme la discipline pourrait leur déplaire et en faire désertir, on n'en exige aucune. Le Lieutenant de la compagnie n'oserait dire un mot à un Soldat : ce serait couper un arbre fruitier dans la métairie du Capitaine, et on ne veut pas se brouiller avec lui. Le Capitaine absent ne laisse pas même à son Lieutenant la régie de sa compagnie ; il en charge un autre Officier, qui ne la voit pas deux fois

dans une année, et il arrive que les subalternes ne sont pas même connus des Soldats de leur propre compagnie. Aucun Officier n'oserait dire un mot aux Soldats d'une autre troupe : ils les voient tranquillement commettre toute sorte de désordres, parce que ce n'est pas le Soldat du Roi, mais l'homme du Capitaine. La négligence tolérée sur un point s'étend successivement sur tous les objets.

L'Officier est trop mal à son aise, parce qu'il y en a trop. Comme l'état militaire ne donne pas de quoi vivre, on n'y peut admettre que des gens qui ont du bien, et ce n'est pas de la Noblesse, ce qui est déjà un grand vice : il se trouve en outre, que l'Officier n'a point d'objet d'émulation ; ainsi rien ne l'attache à son état ; il ne donne pas de quoi vivre, et n'ouvre pas la porte à l'ambition : voilà cependant les deux mobiles de toutes les actions des hommes. Intérêt et ambition sont les deux ressorts qui font mouvoir toute la nature humaine. L'Officier qui ne peut pas se tirer du pair n'a point d'autre perspective que d'obtenir sa retraite ; c'est là sur quoi il

fonde son bonheur. Dès qu'il est décoré de
 la croix de Saint Louis , il force son
 Colonel , par sa mauvaise conduite , à
 solliciter sa retraite , et il l'obtient aussi
 favorable après quinze années de végé-
 ration scandaleuse , que s'il avait servi avec
 zèle pendant quarante années. On ne peut
 exprimer le mauvais esprit qu'inspirent
 dans les troupes les Officiers qui cherchent
 leur retraite , et les torts qu'ils font au bien
 du service du Roi. Ils sont les apôtres de
 l'indiscipline , ils laissent périr leurs troupes ,
 et ne sont occupés qu'à les pressurer. Ce-
 pendant le nombre en est immense , et je
 n'exagérerai pas en disant qu'il y en a plus
 d'un tiers qui la sollicitent. On ne peut pas
 forcer les sentimens de la nature. L'homme
 doit trouver dans son état des raisons qui
 l'y attachent ; il ne peut l'aimer qu'autant
 qu'il y trouve du bien-être et de la satis-
 faction ; il faut le lui rendre utile et ho-
 norable. Diminuez le nombre de vos
 Officiers pour faire aux autres un état
 honnête ; ensuite n'accordez plus de retraite
 qu'à ceux que leurs blessures ou leurs longs
 services ont mis hors d'état de les conti-

(176)

nuer , et proportionnez les retraites à la longueur et à la qualité des services rendus.

Voilà les principaux vices qui corrompent tout. Il y aurait un détail immense à faire là-dessus ; mais ils sont assez apperçus , et il paraît qu'il serait très-aisé de remédier à tout , et promptement.

M. DU VERNEY

AU COMTE DE SAINT GERMAIN

A Paris, le 7 Janvier 1758.

MONSIEUR,

Je n'ai pas pu répondre plus tôt à la lettre dont vous m'avez honoré le 5 du mois dernier. Il y a près de trois semaines que je garde ma chambre. J'ai été saigné deux fois au pied en moins de douze heures ; et je vous avoue que si j'ai encore quelque courage, il est bien vrai au moins que je manque de forces. Je vais cependant essayer de vous répondre ; ce sera une récréation pour mon esprit, et un soulagement

lagement pour mon cœur, qui est, comme vous le jugez bien, aussi malade que mon corps.

Je présume trop bien de la droiture de vos intentions, pour que je craigne d'avoir jamais lieu de me repentir de ma correspondance avec vous. Je partage les mouvemens qu'excite dans votre ame, ce que vous avez vu et ce que vous voyez tous les jours. J'ai lu votre mémoire avec cette attention que j'apporterai toujours aux choses qui me viendront de votre part. Les vices que vous avez remarqués dans la constitution de notre militaire y existent sans doute; mais ces mêmes vices sont peut-être plus relatifs aux mœurs qu'à constitution même du militaire; parce qu'enfin les effets en ont été différens dans tous les temps, suivant le plus ou le moins de discipline et de subordination qu'il y a eu dans les troupes. Quoi qu'il en soit; Monsieur, nous ne sommes pas dans un temps où l'on puisse décomposer toute cette machine. On ne peut que la raccommoder telle qu'elle est, en tâchant de

donner aux ressorts qui la meuvent , une action plus méthodique et plus réglée ; mais y parviendra-t-on ? voilà ce qui m'inquiète , et ce qui m'afflige. A votre égard , Monsieur , je vous exhorte à ne pas vous décourager. Les hommes qui valent quelque chose seraient trop heureux si on leur rendait toujours justice. De tous ceux qui sont parvenus au grand , il n'en est guère qui n'y soient arrivés par des dégoûts. Il y a une chose vraie ; c'est que si on les néglige dans un temps , on est bien aise de les retrouver dans un autre ; et que plus le besoin s'accroît , plus ils sont près du terme d'utilité personnelle et relative qu'il leur est permis de se proposer. Je vous exhorte donc , encore un coup , à tenir bon et à attendre le moment où vous pourrez , sans obstacles , donner des preuves de votre zèle pour l'intérêt commun , et de votre attachement pour la personne du Roi. C'est , Monsieur , dans les circonstances critiques qu'il faut que l'honnête homme , le citoyen , apprenne à faire le sacrifice de son person-

cieli et il me semble que si j'avais besoin de leçons sur cela, ce serait de vous que j'en prendrais.

Voici cette relation dont j'ai eu l'honneur de vous parler : faites-vous-en un objet d'amusement, et pour moi un sujet d'instruction. Vous me direz le reste quand j'aurai l'honneur de vous voir.

L'Impératrice a eu, en Silésie, des succès brillans ; le Roi de Prusse a paru, et la scène a changé de face. Il faut avouer que c'est un homme bien singulier. La providence en suscite de temps en temps de pareils, pour l'accomplissement de ses desseins. Cette guerre sera sanglante, et nous y aurons besoin d'une conduite bien différente de celle que nous y avons tenue jusqu'à présent, si nous voulons nous en tirer avec honneur, et réhabiliter celui que nous y avons déjà si fort compromis.

J'aurais bien des choses à vous dire, mais elles ne sont pas de nature à être écrites. Tout ce que je peux faire, c'est de vous assurer, Monsieur, que personne ne peut être plus attaché que moi, d'esprit et de sentiment, à tout ce qui vous re-

garde; je saisis toutes les occasions de le faire voir, et j'ai déjà éprouvé, à cet égard, des satisfactions dont je vous parlerai quelques jours.

ON rapporta, à la Marquise de Pompadour, que le Comte de Saint-Germain avait écrit à M. du Verney, des lettres, dans lesquelles il maltraitait M. le Prince de Soubise. La favorite, qui le soutenait, se déchaîna contre le Comte de Saint-Germain et contre M. du Verney, qu'on accusait d'avoir divulgué les lettres. Celui-ci résolut d'écrire à la Marquise, de soumettre sa lettre au jugement de l'Abbé Comte de Bernis, son ami, et alors favori de la favorite, et de communiquer le tout au Marquis de Paulmy, Ministre de la guerre. M. l'Abbé de Bernis n'approuva pas cette démarche, et la lettre ne fut pas envoyée à la Marquise, qu'il se chargea d'appaiser.

M. DU VERNEY
AU MARQUIS DE PAULMI.

A Paris, le 8 Décembre 1757.

MONSEIGNEUR,

Je vous prie de vouloir bien lire, avec
quelqu'attention, les deux lettres dont j'ai
l'honneur de vous envoyer copie, et de
m'en dire votre sentiment à la première
occasion. Je suis avec respect, ect.

M. DU VERNEY

A L'ABBÉ COMTE DE BERNIS.

A Paris, le 8 Décembre 1757.

MONSEIGNEUR,

Si la vérité, présentée sans aucun de ces ménagemens qui l'affaiblissent, peut vous plaire, vous serez content de la lettre dont je joins ici copie. Je ne prétends pas y justifier les pensées, mais les paroles : celles-là sont à nous, sans que qui que ce soit ait le droit de les réprimer : celles-ci sont à la société, et nous lui en devons compte ; il faut donc les justifier dans ses amis, et dans soi-même, quand on nous en impute dont nous nous sommes abstenus, et qu'on détourne le sens de celles que nous avons dites. Je suis, ect.

~~inédite~~
M. DU VERNEY
A LA MARQUISE DE POMPADOUR (1).

A Paris, le 8 Décembre 1757.

MADAME,

On vous a dit que M. de Saint-Germain m'avoit écrit des lettres, dans lesquelles M. le Prince de Soubise étoit maltraité, et que j'avois eu l'indiscrétion de les montrer. Vous vous en êtes plaint, et de - là, sans doute, le bruit qui s'est répandu, que M. le Prince de Soubise et M. de Saint-Germain, étoient fort mal ensemble. Dans tout autre temps, Madame, j'attendrais une occasion de vous désabuser; mais il faut, dans celui où nous sommes, avoir le courage de faire promptement jour à la vérité, au-travers des intérêts divers qui pourraient l'éloigner de vous.

Voici, en original, cinq lettres que

(1) Cette lettre ne lui fut pas envoyée.

M. de Saint - Germain m'a écrites depuis son départ pour Furth : ce sont les seules que j'aie reçues de lui , et heureusement que la preuve de ce fait y est écrite , sans quoi on pourrait dire que je ne vous les remets pas toutes. Vous verrez , Madame , par la seconde , du 11 de Septembre , que , *depuis un temps* , il n'avait pas pu m'écrire , et vous trouverez , dans la cinquième , du 19 de Novembre , les raisons qui l'ont engagé à s'en abstenir dans la suite.

En tout , Madame , ces lettres , bien loin d'être contre M. le Prince de Soubise , sont toutes pour lui. M. de Saint - Germain serait-il donc le seul , auquel il n'eût pas été permis de sentir l'inconvénient qu'il y avoit à réunir les troupes du Roi à celles de l'Empire , et à confier le commandement de cette armée combinée à M. le Prince de Saxe - Hildburgshausen , *sur l'intelligence & la capacité duquel on ne pouvoit pas faire plus de fonds que sur les troupes des Cercles* ? C'est ce que dit M. de Saint - Germain dans sa seconde lettre du 11 de Septembre. Faudrait-il , d'un autre

côté, qu'il se condannât au silence sur l'indiscipline qui perd les troupes du Roi, et qui dégrade aujourd'hui la Nation aux yeux de toute l'Europe ? Si cela est, il est coupable ; car ses deux dernières lettres sont pleines de l'indignation qu'ont excitée, dans son ame, les excès auxquels les troupes du Roi se sont portées, dans le pays même qu'il s'agissait de délivrer de l'oppression ; et le tableau qu'il fait de ces excès, n'est malheureusement pas trop chargé.

Or, Madame, si M. de Saint-Germain n'attaque dans ces lettres que notre combinaison avec les troupes des Cercles, s'il n'y critique que le commandement de M. de Saxe-Hildburgshausen, et s'il ne s'y plaint que de l'indiscipline affreuse des troupes du Roi, ne justifie-t-il pas M. de Soubise de l'événement du 5 Novembre ? Pouvait-il en effet arriver un plus grand malheur à ce Prince, abstraction faite de sa capacité pour le commandement, que de se trouver en second à la tête d'une armée dont le premier coup de canon a décidé la déroute ? Voilà tout ce qui résulte des

lettres dont on vous a fait un rapport si infidèle.

J'ignore, Madame, ce que M. le Prince de Soubise pense de M. de Saint-Germain ; je ne serais pas surpris que l'on fût parvenu à le lui rendre suspect : le sort de tous les Princes dans le caractère desquels la bonté domine , est d'être trompés , et celui de tous les hommes qui les servent avec le plus de fidélité , de capacité et de zèle , est d'être sacrifié à de petits intérêts qu'ils ne savent jamais prévenir , parce qu'ils les méprisent. Croyez-vous , par exemple, Madame , que tout le monde n'ait pas remarqué cette affectation avec laquelle les premières relations de l'affaire du 5 , n'ont rien dit de l'arrière-garde commandée par M. de Saint-Germain ? Pensez-vous que les gens sensés et désintéressés , ne sachent pas apprécier les efforts que l'on fait aujourd'hui pour lui ôter le mérite d'avoir couvert la retraite de l'armée ? Cent relations particulières , auxquelles il n'a eu aucune part , ont décidé l'opinion du Public sur un fait aussi important ; cependant il ne paraît pas personnellement jaloux de ce mérite. S'il me dit,

dans sa quatrième lettre, que les troupes fraîches qu'il a opposées à l'ennemi, et dont, portent des relations particulières, l'ennemi n'a pas pu voir la profondeur, l'ont arrêté tout court, il ajoute dans la cinquième, qu'il aurait été culbuté lui-même, si l'ennemi eût mis plus de vivacité dans sa poursuite, et cela, parce qu'il ne commandait que des troupes toujours prêtes à se révolter. Il ne doit donc qu'au hasard l'avantage qu'il a eu de se retirer sans être entamé, et il ne paraît pas qu'il soit dans son intention de s'en faire grand honneur.

Quoi qu'il en soit, Madame, mon objet ici n'est pas de faire valoir M. de Saint-Germain, mais de le laver d'une calomnie dont on a voulu le noircir. Vous verrez par ses lettres, qu'il n'y attaque pas M. le Prince de Soubise, comme on vous l'a dit, et vous y trouverez en même temps les choses les plus fortes sur l'indiscipline française. Le parti que je prends de vous les envoyer produira, à ce que j'espère, deux bons effets ; l'un, de vous prouver qu'on peut et qu'on ose vous en imposer ; l'autre, de vous découvrir sans voile et sans adou-

cissement des maux auxquels il est de toute nécessité de remédier , si on veut sauver la gloire du Roi et l'honneur de la Nation.

A mon égard , Madame , je pourrais me plaindre qu'en accusant M. de Saint-Germain , on m'ait imputé de partager sa faute ; mais peu sensible à tout ce qu'on a pu vous dire sur cela , je ne le suis qu'à la facilité avec laquelle vous vous êtes portée à me croire coupable. Ce ne serait pas à moi que M. de Saint - Germain se serait adressé , pour décrier M. le Prince de Soubise , s'il eût été capable de le faire ; parce qu'il connaît trop mon attachement pour la personne de ce Prince. A l'égard de mes opinions sur l'événement du 5 , et sur ses causes , vous savez , Madame , que si j'avais à m'en expliquer , ce ne serait qu'avec vous - même , ou avec les personnes auxquelles je dois compte de mes pensées , et que je crois toutes aussi empressées que moi à ne vous faire leur cour qu'en vous disant la vérité.

Je suis avec respect , etc.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN,

A. M. DU VERNEY.

A Eschweg, le 25 Décembre 1757.

MONSIEUR,

Je vous prie d'agréer les vœux que je fais pour votre santé et votre conservation : ils sont de tous les jours, et personne ne vous en offre de plus sincères.

Je suis arrivé ici ce matin, après avoir fait quarante lieues en quatre jours, par un temps terrible, et je suis menacé de marcher encore cette nuit, pour me porter sur la basse Werra. Grand Dieu ! quelle façon de mener des armées ! Il y a une compagnie, dans le régiment de Provence, où il ne reste absolument que le Capitaine : les autres sont en proportion.

Vous ne connaissez pas le terrain, de penser que nous cherchions à rétablir la discipline. Rien de tout cela, Monsieur, et je suis bien éloigné d'y travailler. Je vais vous citer deux ou trois traits qui ne

vous paraîtront pas si extraordinaires que ma complaisance à ne rien dire. J'ai vu les valets des Seigneurs vendre publiquement les chevaux des paysans. Croiriez-vous que le seul Bailliage de Marcksuhla, qui est médiocre, en a perdu deux mille sept cents et plus, qui ont été fondus dans notre armée; ainsi des autres. J'ai vu entre les mains d'un Marchand de Mulhausen, un billet d'Officier qui en avait acheté à crédit plusieurs douzaines de mouchoirs; et qui, pour ne pas payer et n'être pas connu, avait signé un faux nom, et ajouté valet-de-chambre d'un Général qui n'a jamais existé. Le Marchand et moi avons reconnu l'Officier, et nous ne disons rien. Des Officiers ont fait faire, sous mon nom, chez un Sellier, des harnois pour plus de 400 livres. Les Officiers faisaient eux-mêmes marauder leurs Soldats, et en vivaient. Quand on veut que la troupe soit bien disciplinée, il faut lui donner de quoi vivre. L'Officier et le Soldat qui n'ont jamais un sol, volent, et cela est tout simple. Le Roi fait assez de dépenses, et même plus que les autres Souverains

pour ses troupes ; mais cela est mal conduit : tout se fait en dépit du sens commun. Vous verrez la quantité prodigieuse d'Officiers qui demanderont leur retraite. Il y en a onze dans Touraine de la tête qui quitteront ; ainsi des autres régimens. Il y a un dégoût qui ne peut se rendre. Il faut refondre la cloche , et rien n'est si aisé. Je parie que dans trois mois , sans qu'il en coûte un sol de plus au Roi , tout serait remis dans le meilleur ordre ; mais je prévois que le temps n'en est pas venu.

Les bonnes nouvelles de Silésie n'ont pas duré long-temps. Si M. de Richelieu reçoit une échec , les choses iront bien mal ; et , quand même il n'en recevrait pas et qu'il battrait l'ennemi , son armée n'en sera pas moins anéantie. C'est là toujours le résultat des incursions de Tartares , comme a été la nôtre. En vérité on ne sait plus faire la guerre. Les Autrichiens , avec plus de bravoure et d'ordre , la font aussi mal que nous. Je ne puis plus servir comme je fais ; il vaut mieux périr tout d'un coup , que de mourir de chagrin successivement. Qu'on me mette à la grande

armée, et je suis content : moins harcelé, je tâcherai de perdre tout sentiment et d'imiter l'indifférence générale.

LE MÊME AU MÊME.

A Eschweg, le 20 Janvier 1758.

MONSIEUR,

Après avoir fait la tournée de la Werra à cheval, par un temps horrible, j'ai appris, à mon arrivée ici, par M. de Courcy, que vous aviez été malade ; mais que grace à Dieu, et pour le bien de l'Etat, vous étiez entièrement rétabli. J'écrivais au Docteur pour avoir de vos nouvelles, lorsque j'ai reçu la lettre du 7, dont vous avez bien voulu m'honorer. Vous auriez besoin d'une certaine tranquillité pour vous rétablir ; mais je crains bien qu'il ne soit pas en vous de la prendre. Il faudrait, à ce défaut, une meilleure gestion qui procurât des succès. Je ne serais pas en peine là-dessus, si vous étiez chargé de la besogne.

Non,

Non, assurément, Monsieur, vous n'aurez jamais lieu de vous repentir de la correspondance que vous voulez bien entretenir avec moi : je n'en parle à personne, ni de tout ce que vous me marquez ; et quelques belles et instructives que soient vos lettres, elles sont brûlées dès que je les ai lues. Je serais bien fâché que vous puissiez partager les mouvemens de mon âme à l'occasion de ce qui se passe : vous en seriez anéanti comme je le suis ; heureusement les choses ne frappent pas si fort dans l'éloignement, parce qu'on les voit moins bien, et que l'on ne peut pas les imaginer telles qu'elles sont. Je sais, et personne ne porte plus loin que je le fais cette façon de penser, qu'il faut sacrifier son personnel, dans les occasions critiques, au bien commun et au zèle pour le service de son maître ; mais il faut que ce sacrifice puisse être de quelque utilité : s'il ne l'est d'aucune à aucun égard, je ne pense pas qu'il soit vertueux.

J'ai envoyé au Ministre un Mémoire sur l'infanterie (1) : il me l'a demandé sur

(1) Il suit cette lettre.

quelques mots que je lui avais lâché dans une lettre. Je l'ai fait dans deux jours, parce qu'il me pressait, et il aurait fallu y employer un mois. Il est bien certain, et je l'ai remarqué dans ce Mémoire, que quelques vices de la constitution militaire prennent leur source dans les mœurs de la Nation : son luxe, et cet esprit d'indépendance et d'insubordination qui a gagné tous les états, est un malheur qu'il n'est pas possible de déraciner actuellement. On pourrait cependant, pour le moment, en diminuer les mauvais effets ; mais il y en a de ces vices auxquels on peut remédier à tout moment ; et si l'on ne le fait pas, nos armées seront chassées avec des vessies : j'oserais même prédire que cela arrivera en conséquence des tournures que l'on donne et que l'on prend. Il est vrai que de mauvaises causes produisent quelquefois de bons effets, comme de certains poisons opèrent quelquefois le rétablissement de la santé ; mais cela est bien dangereux.

Je ne regarde nos campagnes et celles des Autrichiens que comme des incursions de Tartares, qui finissent toujours par la

fuite et la déroute qui anéantissent les armées. J'ai toujours prévu que les Autrichiens finiraient à-peu-près comme ils l'ont fait, et cela ne pouvait pas leur manquer : je l'ai dit à trente personnes, il y a deux mois, qui peuvent en rendre témoignage : il ne fallait pas être grand sorcier pour cela, comme il ne faut pas l'être non plus, pour prévoir que notre armée périra si elle s'obstine à soutenir sa position : la prise d'un seul poste peut l'anéantir. Il est très-vraisemblable que cette guerre sera sanglante ; il ne l'est pas également que nous aurons une meilleure conduite, et je ne sais pas s'il est bien prudent de compromettre encore son honneur pour tâcher de le réhabiliter. J'ai mauvaise opinion des guerres qui se font loin de chez soi, et qui doivent durer long-temps : elles changent presque toujours de nature, et finissent contre la plus grande Puissance, sur-tout si elle s'est épuisée à un certain point. La France ne devrait pas ignorer qu'elle a toutes les Puissances pour ennemies, et que par conséquent elle doit toujours se ménager de façon qu'elle soit toujours en état de

pouvoir leur résister. Quand on veut porter la guerre au loin, il faut la préparer et la faire de façon qu'elle finisse promptement.

Je souhaite que votre santé se rétablisse entièrement. Donnez quelque relâche à votre esprit pour y parvenir.

J'aurai l'honneur de vous renvoyer la relation dans quelques jours, avec des notes.

~~Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mon respectueux service.~~

M É M O I R E

DU COMTE DE SAINT-GERMAIN

Sur les vices du Militaire Français.

Janvier 1758.

Pour pouvoir remédier efficacement à un mal, il en faut nécessairement rechercher les causes. Si l'on eût suivi cette méthode dans le travail que l'on a fait pour l'infanterie pendant la dernière paix, elle serait actuellement dans un meilleur état; mais l'on ne s'est attaché qu'à l'écorce, et le mal radical est resté et a fait

de grands progrès. Il paraît que ce mal consiste :

1°. Dans l'inapplication forcée et la multiplicité d'Officiers généraux, qui produisent nécessairement l'ignorance et le dégoût.

2°. Dans le nombre trop considérable d'Officiers, et dans leur misère.

3°. Dans le système de laisser les compagnies au compte des Capitaines.

4°. Dans les enrôlemens limités.

5°. Dans la misère du Soldat.

6°. Enfin dans cet esprit d'insubordination et d'indépendance, qui successivement a gagné toute la Nation, et qui produit nécessairement l'indolence et l'inapplication.

Il faudrait plus de temps que je n'en ai, pour développer et faire sentir tous les inconvéniens qui naissent de ces différens vices, pour démontrer qu'ils sont la source de tout le mal, pour établir des principes qui les détruisent, et pour rédiger ces principes en pratique.

Premièrement, la multiplicité des Officiers généraux avilit leur grade : ils ne

peuvent être utiles dans une armée qu'autant qu'ils sont respectés : tout ce qui est trop multiplié devient sans valeur , et tombe dans le mépris ; ce qui est bon n'est pas commun. Il n'est pas possible qu'ils apprennent leur métier , parce qu'étant trop nombreux , ils ont très-rarement occasion de servir et d'exercer leurs talens ; dès qu'ils restent sans culture et sans exercice , ils sont bientôt affaiblis et souvent éteints , quelques grands qu'ils puissent être. L'Officier général , selon notre constitution militaire , est nécessairement inappliqué , et cette inapplication produit ordinairement l'ignorance. Il sera tout au plus , pendant toute une campagne , sept à huit fois de jour : tout son service se borne à visiter les gardes , et du reste il ne se mêle plus de rien. La paix succède à la guerre , il va ou chez lui , ou à la cour ; et pendant tout le cours de cette paix , il ne voit pas un Soldat , et ne se soucie même pas d'en entendre parler : ses occupations n'ont plus aucun rapport au militaire , et il arrive de-là que , comme tout sous le ciel change successivement et imperceptiblement , cet

Officier général , au bout de dix années , ne connaît presque plus les noms des régimens , et le service de sa Nation lui est devenu aussi étranger que celui du Mogol. Il n'y a pas un Officier réfléchi qui ne puisse attester ce que j'avance ici. Que peut-on donc attendre d'un tel Général ? Il n'en serait pas de même dans la suite , si on laissait les régimens aux Colonels qui les ont actuellement ; ils resteraient dans un exercice habituel de leur métier , ils apprendraient à le connaître , parce qu'ils le suivroient , sur-tout si on les obligeait à passer chaque année un mois ou plus à leurs régimens : il en résulteroit plusieurs autres avantages ; les vieux Officiers , qui font la force et l'exemple des régimens , ne se dégoûteraient pas et ne quitteraient pas si aisément ; la jeune Noblesse placée en qualité de Colonels en second et dans d'autres grades , aurait le temps de se former , d'apprendre à obéir et à commander.

Ces Généraux , qui iroient chaque année voir leurs régimens , pourraient redresser dans les garnisons , les abus innombrables

qui s'y introduisent , et enfin la conduite des hommes , et sur-tout du militaire , qui est la chose la plus difficile. L'objet le plus intéressant , qui demande le plus de sagesse et d'expérience , ne serait pas abandonné au hasard à des jeunes têtes , qui ne sont pas encore en état d'arranger leur poupée ; les raisons d'ailleurs qui ont fait abroger la coutume de laisser les régimens aux Généraux ne subsistent plus , et ne peuvent pas renaître. Si l'on trouvait trop d'inconvéniens à laisser toujours les régimens aux Généraux , on pourrait du moins les leur continuer jusqu'à ce qu'ils deviennent Lieutenans - Généraux , en leur donnant des Colonels en second qui auraient le temps de se former. La puissance humaine ne peut pas intervertir l'ordre que la nature a établi , sans qu'il en résulte les plus grands inconvéniens ; la vieillesse doit conduire la jeunesse ; les vieux Officiers ne s'accoutumeront jamais et ne se plieront pas aux enfantillages et aux inconséquences continues des jeunes Colonels ; mais les jeunes gens se plient naturellement à la raison de la vieillesse , par la raison que la nature

leur inspire du respect pour elle. Tout ceci, quoique maximes générales et certaines, peut, à la vérité, souffrir quelques exceptions.

2°. Le nombre excessif d'Officiers qu'il y a dans les troupes du Roi, en avilit l'état par la raison qui a été dite : il est certain qu'il est peu considéré dans la société, et il arrive de-là qu'il méprise et rougit bientôt lui-même de son état, au lieu de s'y attacher et de le suivre par goût. Deux choses attachent les hommes, la considération et l'utile : l'une élève l'ame et les sentimens, et l'autre soutient le corps. Il n'est pas dans la nature qu'un homme s'attache à une profession qui le prive de ces deux avantages, qui joints à la crainte de la punition, font les trois mobiles de toutes les actions humaines. Dans l'état actuel, on ne peut plus recevoir d'Officiers qu'ils n'achètent leurs emplois et qui n'aient des pensions de chez eux. Ainsi, toute la pauvre Noblesse qui, par sa naissance, est destinée à servir, et qui ferait la force des armées, en est absolument exclue, et les troupes sont remplies de roturiers qui de-

vraient être employés ailleurs , qui ne remplacent assurément pas la Noblesse qu'ils en chassent , et qui ne servent pas longtemps. Les choses en sont au point , que la plus flatteuse espérance d'un Officier est de pouvoir obtenir une retraite ; dès qu'il est décoré de la croix de Saint Louis , il ne sert presque plus que dans cette vue. Il est inutile de détailler tous les maux qui résultent de cette façon de penser : ils sont ou doivent être assez connus. L'abandonnement et le délabrement de leur troupe , la négligence , le mauvais exemple et les propos de toute espèce caractérisent presque tous les Officiers qui sollicitent leur retraite. Si l'état de l'Officier était meilleur du côté de la considération et du bien-être , on ne devrait lui accorder de pension de retraite , que dans le cas où sa santé dérangée en raison de ses services , ne lui permettrait plus absolument de les continuer ; ces pensions devraient même être proportionnées à la longueur des services , et l'on pourrait établir une règle là-dessus. Ceux qui sont en état de servir , n'ont aucun droit à des récompenses quand ils veulent se retirer.

L'augmentation de solde de l'Officier ne fera pas une dépense pour le Roi ; elle se prendra sur la diminution du nombre , et cette diminution emporte avec elle une considération plus grande pour ceux qui restent. Je pense que pour avoir de bons régimens et conserver une proportion convenable à une bonne tactique , ils devraient tous être de quatre et de trois bataillons , les bataillons de neuf compagnies de fusiliers et une de grenadiers , et chaque compagnie de quatre-vingts hommes. Cet établissement fait ne devrait jamais varier. Un régiment de deux bataillons ne vaut pas grand'chose , et ceux d'un seul bataillon ne peuvent rendre aucun service. Il est encore aussi essentiel pour le bien du service du Roi , il est même de l'humanité et de la bonté de son cœur , de ne jamais réformer d'Officiers à la paix , qu'il est nécessaire au bien de l'Etat de réformer des Soldats , pour rendre à la société des cultivateurs et des artisans. On peut réformer de ces derniers tel nombre que l'on veut sans altérer la bonté des troupes , parce que , une guerre survenant , les qua-

trièmes bataillons , dans les régimens de quatre , et les troisièmes , dans ceux de trois , compléteraient d'un tiers , d'une moitié ou de deux tiers les bataillons qui marcheraient en campagne ; on pourrait même emprunter , pour une année , des volontaires de la milice , qui achèveraient le complet. Les bataillons qui auraient complété , resteraient dans les garnisons pour faire et former des recrues , et par ce moyen l'infanterie serait toujours bonne. Il n'est pas hors de propos d'observer dans cette occasion , qu'une troupe n'est jamais bonne quand les recrues surpassent et même égalent les vieux Soldats : il doit toujours y avoir deux tiers de vieux sur un tiers de nouveaux ; et si cette proportion n'est pas gardée , l'infanterie n'est pas solide. Il est bien démontré , qu'un nouveau régiment n'est en état de bien servir qu'au bout de cinq à six campagnes , et pendant ce temps-là il fait une consommation étonnante d'hommes.

3°. Je sens combien il est difficile de remédier au mal , qui résulte de la méthode de laisser les compagnies aux frais des

Capitaines; mais, tant qu'elle durera, on ne peut guère se flatter de remettre la discipline et la règle dans les troupes. Comme les recruteurs courent sur le marché les uns des autres, les recrues sont montées à un prix excessif qui ne peut qu'augmenter encore; un Capitaine ne veut pas perdre un recrue qui lui coûte beaucoup; et, pour le conserver, il croit devoir lui permettre tout, ne le gêner en rien, et il ferme les yeux, colore et cache même toutes ses fautes. S'il ne dit rien à son Soldat; il osera encore bien moins reprendre le Soldat d'une autre compagnie, crainte de déplaire à son camarade; de-là s'est introduit le malheureux usage, que les Officiers subalternes n'osent pas se mêler de la discipline des compagnies auxquelles ils sont attachés, parce qu'ils les regardent comme la métairie et le bien propre de leur Capitaine; qu'ainsi la discipline et la police d'un régiment ne sont soutenues que par les Officiers de l'Etat-Major qui ne peuvent pas être par-tout; et ne peuvent voir que très-peu; de sorte que, de mille fautes qui se commettent, il n'y

en a pas quatre de punies , et que le Soldat peut impunément commettre toutes sortes de désordres sous les yeux de tout autre Officier. Il n'en serait pas de même si le Soldat n'était que le Soldat du Roi ; chaque Officier trouverait son intérêt à le discipliner, le service y gagnerait à tous égards , et les armées ne feraient pas une si grande consommation d'hommes ; parce que l'indiscipline en est la perte. Il serait assez inutile de relever ici une pratique très - connue , qui est d'employer toutes sortes de moyens pour enrôler des enfans de famille , que les parens rachètent à grands frais ; mais qui , jusques-là , sont dispensés de tout service et de toute règle , et ne joignent pas même le régiment.

Si le Roi se chargeait des recrues ; qu'il fixât un prix , que le Soldat fût un peu mieux traité , comme cela se peut , sans qu'il en coûte beaucoup à Sa Majesté , qu'il pût sur-tout s'imaginer qu'il est quelque chose de plus distingué qu'un simple paysan ; je suis persuadé que l'on en ferait également , parce que personne ne hausserait le prix réglé. Des Officiers

commandés de chaque régiment dans les différentes provinces, selon les Etats de la Cour, feroient ces recrues ; et je suis persuadé que, tout évalué, il n'en coûterait pas plus au Roi, que selon la méthode qui se pratique. Il n'y aurait dès-lors plus de gratifications, plus de non-complet, et le Roi ne payant que ce qui serait réellement effectif, cet article seul emporte une épargne et des avantages qu'on ne peut évaluer.

4°. Les enrôlemens limités font un grand mal dans les troupes. Le Soldat ne s'affectionne pas à un état qu'il ne doit pas continuer ; son imagination est continuellement occupée des moyens qu'il peut employer pour avancer le temps de son congé ; il se dégoûte à la moindre souffrance, parce qu'il se représente l'état qu'il veut ensuite prendre comme beaucoup plus heureux, et je pense que cette disposition d'esprit occasionne souvent la désertion, et infailliblement la négligence. Dans un état à choisir, tout dépend, dans la plupart des hommes, de monter là-dessus son imagination : elle se plie à sa situation quand elle ne peut pas la

changer. Il résulte encore des enrôlemens limités, qu'une troupe est sans cesse renouvelée, et qu'après une paix de dix années, il ne reste plus de vieux Soldats dans le corps: tout y est milice; il serait cependant essentiel qu'il y eût toujours deux tiers, ou une moitié, de vieux Soldats: il me paraît qu'il ne serait pas difficile d'y parvenir.

5°. La misère du Soldat est si grande, qu'elle fait saigner le cœur, et malgré cela, tout concourt à le rendre toujours plus malheureux. Quelle triste situation que celle d'un homme qui souffre toujours de grands besoins, qui ne peut se permettre aucune fantaisie, souvent plus forte que les besoins, qui passe ses jours dans un état abject et méprisé, et qui vit comme un chien enchaîné que l'on destine au combat! Rien n'avilit tant l'ame qu'une pareille position; on a tout gâté en multipliant trop cet état; on a cru pouvoir réparer par la quantité le défaut de la qualité, et l'on s'est trompé. M. de Turenne ne voulait que de petites armées, mais elles étaient bonnes, bien aguerries,

aguerries, et conduites par de bons Généraux et de bons Officiers. Le Roi de Prusse, avec vingt mille hommes, dans une demi-heure de temps, nous a mis dans la plus terrible déroute qu'on ait jamais vue, quoique nous fussions au moins cinquante mille hommes, et commandés par une armée de Généraux.

Le Roi fait beaucoup plus de dépense qu'un autre Prince pour l'entretien et la conservation de ses troupes ; mais de toutes ces dépenses, il n'en tourne guères au profit du Soldat ; il aimerait mieux de l'argent à sa disposition : il lui serait plus utile et plus profitable que la viande et le riz qu'on lui donne. Le Général et l'Intendant n'auraient qu'à faire abonder les vivres dans le camp, le quartier-général et les régimens avoir des bouchers et vivandiers, dont les denrées seraient taxées ; ainsi, le Roi pourrait épargner une moitié de dépense, et accorder l'autre en argent aux Soldats. Pendant la guerre, il leur faut nécessairement de l'argent : ils languissent quand ils n'en ont pas, et, pour s'en procurer, ils pillent et saccagent sans qu'on

puisse les en empêcher. On devrait toujours arranger les quartiers d'hiver , de façon que le Soldat pût ménager au moins une partie de sa solde pour soutenir la campagne suivante. J'ai bien commandé des corps de troupes , et n'ai jamais vu mes Soldats piller , ni s'écarter , ni tomber malades. Le secret consiste dans l'aisance qu'on leur procure. Tout ce que le Roi donne au Soldat est si retourné , et passe par tant de formes , qu'à la fin il ne reste rien à ce malheureux , et il n'est pas étonnant qu'il s'abandonne à toutes sortes d'excès. La misère jette dans le vice , comme l'aisance porte à l'honnêteté : il ne serait pas si aisé de grapiller sur l'argent qu'on lui donnerait que sur les denrées ; il passerait par moins de mains , et la Cour réglerait les retenues à faire , et ce qui devrait lui rester de net. Il est connu que le Soldat qui est de service et de détachement , ne peut pas recevoir la viande et le riz , mais il peut recevoir l'argent par-tout. Pendant la paix , on peut secourir le Soldat , en donnant beaucoup de congés limités ; il serait à propos d'en accorder

au moins à la moitié des compagnies , dès que le temps des exercices est fini ; et ce temps ne devrait durer que trois semaines ou un mois. C'est une erreur très-grossière de s'imaginer qu'il faut beaucoup de temps , et qu'il soit nécessaire de tenir les Soldats à l'attache dans une garnison pour les former et les discipliner ; cette méthode produit un effet tout contraire , et je ne connais rien de si pernicieux pour la santé et la conservation des hommes , que de les tenir enfermés et entassés les uns sur les autres. Rien ne rend l'homme plus vigoureux que la liberté et le travail , et rien ne l'énerve tant et ne le porte plus à la débauche que l'oisiveté. Ce qu'un Soldat doit savoir est bientôt appris , quand on y emploie une bonne méthode ; d'ailleurs ce ne sont pas quelques temps et quelques mouvemens de plus ou de moins qui font la bonté des troupes ; mais c'est l'esprit qu'on y introduit , c'est l'obéissance , la discipline , l'application et la vigueur du corps.

6°. L'esprit d'indépendance et d'insubordination qui s'est glissé dans tous les

états , et entr'autres dans le militaire , est une preuve certaine qu'il n'y a plus d'autorité. La subordination est le lien qui unit les hommes , et fait l'harmonie de la société ; quand il n'y en a plus , tout est confondu , et le chaos et la subversion suivent bientôt. Il est inutile de s'étendre sur cet article , personne n'ignore que c'est par-là que sont tombés les Empires les plus florissans. Quand personne ne sait obéir , personne ne sait commander.

LE COMTE DE SAINT-GERMAIN

A M. DU VERNEY.

A Bremen , le 19 Février 1758.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous renvoyer votre relation , à laquelle je n'ai pu joindre que quelques notes. Mes voyages et mes occupations ne m'ont pas permis de faire mieux. Vous voudrez bien vous souvenir que j'ai eu l'honneur de vous marquer , il y a déjà du temps , que notre armée périrait si elle

restait dans la position qu'elle avait prise pour ses quartiers d'hiver. Vous n'ignorez pas que la mort nous détruisait à petit bruit ; les ennemis commencent à lui aider : ils attaquent , depuis hier , Rotenbourg sur la Wumme ; ce poste tiendra tout au plus deux ou trois jours , et Werden qui en était couvert , et où on n'a pas remué un potice de terre , tombe dans le moment avec lui. Les troupes qui sont dans Werden seront obligées de se replier sur Bremen , à cause des inondations. Voilà ce qui se passe sur la gauche , qui va être mise à découvert. Je ne doute pas que les ennemis ne nous attaquent également sur notre droite. Je vous réponds que vous entendrez parler de nos voyages : tout en force la nécessité. Enfin , j'ai eu l'honneur de vous le dire , nous ne savons pas faire la guerre. Nulle Nation n'est moins militaire que la nôtre , et ceux qui sont à la tête des choses , l'énervent le plus qu'ils peuvent. On dirait que tout est en démence , et les choses sont au point que l'on souhaite que les choses aillent toujours plus mal , parce que tout est déplacé. Je suis un malheureux pro-

phète en noir : j'en suis bien fâché. Je voudrais bien pouvoir rire de tout ce que je ne puis redresser ; mais cela n'est pas en moi. Vous saurez déjà la marche des Prussiens : ils pourront assembler un corps de seize à vingt mille hommes ; et avec les Hanovriens , à-peu-près soixante mille hommes.

J'espère que votre santé est meilleure : je le desire bien sincèrement.

Oserais-je vous prier de faire présenter , à M. votre frère , mes obéissances très-humbles.

RELATION
DE LA BATAILLE DE ROSBACH,

Apostillée par le Comte de Saint-Germain.

A Urbach, près de Nordhausen et de Heringen
en Turinge, le 11 Novembre 1757.

J'AI souffert, Monsieur, de ne pouvoir, après la perte de la bataille, me procurer la consolation de vous rendre mes devoirs et compte de la cause de nos malheurs ; je croirois même ne devoir plus en parler, si je ne savais que vous ne dédaignez point les différentes répétitions, quelques tardives qu'elles soient, quand c'est sur des choses aussi intéressantes. Il ne m'a pas été possible de vous instruire plutôt, parce que le régiment faisant l'arrière-garde de l'armée, depuis le moment de son désastre, nous avons toujours été occupés soit à marcher, soit à nous garder la nuit dans les bois.

Le 30 Octobre, M. de Soubise ayant pris le parti de repasser la Saale, en

occupant le poste de Mersebourg , laissa cependant , dans Weissenfels , M. de Crillon avec deux bataillons Bava-rois et dix compagnies de Grenadiers Français (1). M. de Saint-Germain étoit resté à Naumbourg (2). Le Roi de Prusse à qui il importait tant que nous n'occupassions rien en Saxe , ayant formé le projet de nous en éloigner , sépara fort hardiment , la nuit du 30 au 31 , l'armée qu'il avait assemblée au nombre de vingt - huit mille hommes (3) sous Leipzig , en trois

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

(1) Il resta dans Weissenfels quatre bataillons de l'Empire et dix - sept compagnies de Grenadiers Français. M. de Hildburgshausen y coucha et manqua d'y être pris le matin.

(2) M. de Saint-Germain revenait de Leipzig , et eut bien de la peine pour arriver de Pegau sur la Saale dans une nuit.

(3) Le Roi de Prusse n'avait que vingt-deux mille hommes. Il marcha de Leipzig sur Lutzen , porta seulement quelques troupes sur Mersebourg , fit attaquer Weissenfels , d'où tout le monde se sauva en désordre ; ensuite il partagea ses forces depuis Weissenfels à Mersebourg.

corps , pour montrer deux têtes vis-à-vis Mersebourg et Naumbourg , et attaquer sérieusement Weissenfels qui lui faisait un poste aussi bon qu'il était mauvais pour nous. Après une marche de sept lieues , il tomba sur ce dernier poste au moment qu'on s'y attendait le moins (1) ; la plupart des Bavares qui se sauvèrent la culotte à la main , abandonnant le reste , auraient presque tous été pris , si nos Grenadiers , plus alertes , n'avaient arrêté l'ennemi pendant quelques instans ; mais on les serra de façon qu'ils furent obligés de mettre le feu au pont. Cette manœuvre fit un mauvais effet dans l'armée ; on en chargea M. de Crillon qui , dit-on , alors avait

Apostille du Comte de Saint-Germain.

(1) L'armée Prussienne , avant le jour de l'attaque de Weissenfels , avait couché à quatre lieues de cet endroit , et ses postes avancés n'en étaient qu'à une lieue. Il était donc bien évident qu'il l'attaquerait le lendemain à la pointe du jour. Toutes nos troupes ont été fort mal conduites dans cette occasion , et personne n'y a exécuté les ordres qu'il avait.

reçu ordre d'évacuer son poste à minuit. Le Roi de Prusse n'ayant voulu que se montrer à Naumbourg, rassembla, pendant la nuit, presque toute son armée à Weissenfels, vis-à-vis notre camp; & le lendemain, premier Novembre, par diverses marches et contre-marches faites en notre présence, il s'étendit vis-à-vis de Mersebourg, où était M. le Duc de Broglie avec six bataillons : il tâta seulement le poste, le trouvant en bon état. Nous portâmes aussi notre camp à Nieder-Peina, derrière cette ville. M. de Hildburgshausen, qui avait résolu d'éviter le combat, ne voulut point suivre le même parti; il se contenta de laisser ses Cuirassiers à M. de Soubise, resta campé vis-à-vis Weissenfels, et envoya relever M. de Saint-Germain à Naumbourg par un corps d'Impériaux sous les ordres du Prince de Bade-Dourlach (1).

Apostille du Comte de Saint-Germain.

(1) M. de Saint-Germain n'a fait que passer par Naumbourg en se retirant des environs de Leipzig, et n'a point été relevé. Ce passage se fit pendant que Weissenfels était attaqué.

Le 2, le Roi de Prusse s'étant rapproché de Halle, M. de Soubise prit le parti de rassembler toute son armée dans le camp avantageux de Mucheln ; ce qui obligea le Roi de Prusse de retourner à Mersebourg, que nous avions abandonné (1). Ce Prince n'osa pas hasarder de passer la rivière à Halle (2), parce que, ne pouvant attaquer notre camp que par notre droite, il nous aurait prêté le flanc pendant quatre lieues.

Le 3, M. de Hildburgshausen craignant apparemment que le Roi de Prusse ne s'attachât à lui, vint nous rejoindre avec son armée à Mucheln (3) tandis que les en-

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

(1) Tout cet article est mal. Le camp de Mucheln était détestable à tous égards, et nous ne pouvions qu'y être battus ou y périr de faim. Nous y pritions le flanc et le dos à l'ennemi, qui vint aussi camper derrière nous le 3 au soir.

(2) Le Roi de Prusse n'avait aucun danger à courir.

(3) Le Prince de Hildburgshausen s'était porté fort loin sur notre gauche, et n'avait rien à craindre. Il nous joignit la nuit du 3-au 4.

nemis passaient la Saale à Mersebourg et à Weissenfels, et vint le soir même prendre une position avantageuse au-dessus de Bedra, à une lieue de notre flanc droit, qui était en l'air de ce côté-là. Dès qu'on s'aperçut de cela, on battit la générale à notre armée, et on nous rangea tous en bataille dans un bel ordre, à un quart de lieue de l'endroit où finissait la droite de notre camp. La droite de la première ligne appuyait à un bois, et sa gauche, en plaine, était fortifiée d'une batterie de douze pièces de canon et de deux mortiers. Tous les quatrièmes bataillons de cette ligne étaient en colonne. On déploya toute la cavalerie entre cette ligne et la seconde, et l'on tira quatre bataillons de la réserve (1) pour former deux larges et épaisses colonnes sur un plateau dans le centre, qui paraissait, ainsi que la droite, l'endroit le plus menacé (2).

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

(1) Huit bataillons furent mis en réserve et fort mal placés.

(2) Notre position était aussi mauvaise que notre

Les ennemis vinrent pendant la nuit se mettre en bataille à une demi-lieue de nous et vis-à-vis (1). Ils poussèrent quelques pièces de canon en avant d'eux, qui, sur l'éminence avec une vingtaine de boulets, nous obligèrent d'éteindre les feux à la gauche de la première ligne que fermait le régiment de la Marine.

Le 4 au matin, le Roi de Prusse ayant reconnu la bonté et la fermeté de notre ordre de bataille, prit le parti de se retirer dans son camp (2); et pour couvrir sa retraite, fit pousser nos Hussards et Coureurs,

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

ordre de bataille; et si nous eussions été attaqués, notre défaite aurait été plus complète qu'elle ne le fut le 5.

(1) Les ennemis ne furent point en bataille pendant la nuit, et ne poussèrent au jour que quelques escarmoucheurs en avant, soutenus de quelques troupes.

(2) Le Roi de Prusse n'avait pas besoin de nous attaquer le 4. Quelque mauvaise que fut notre position et notre ordre de bataille, il ne jugea pas à propos de hasarder. Il était bien assuré que nous ne lui échapperions pas.

ce qui nous amusa quelques heures. M. de Soubise ennuyé de cela , fit avancer son armée (1) : elle était dans un ordre bien renforcé , le corps des Impériaux fortifiant toute l'aile droite ; mais nous ne vîmes plus dans la plaine que l'arrière-garde de l'ennemi. On la fit sonder par quelque artillerie et nos Dragons ; mais le Roi de Prusse ayant envoyé un gros corps de cavalerie , nos Dragons furent obligés de se replier sur la nôtre , qui avançait pour les soutenir (2). Les ennemis profitèrent de ce moment pour finir leur retraite. Notre armée fut alors camper sur son champ de bataille. Si j'ose le dire , on prit là un mauvais parti. Si on voulait forcer le Roi de Prusse à combattre , ou même à se retirer , nos troupes auraient été bien mieux , si on avait appuyé

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

(1) Nous avançâmes quelques cents pas fort imprudemment.

(2) Il n'y eut que quelques escarmouches entre les Hussards , et quelques coups de canon pour amuser la jeunesse.

la gauche où nous avions la droite (1) : outre que l'armée aurait été plus près de l'ennemi, elle aurait été en écharpe sur son flanc gauche, qui était le côté de l'attaque; et bordant un bois, elle y aurait trouvé plus de ressource contre la dureté du temps pendant la nuit, se trouvant presque toute sans tentes.

Le 5 au matin, le Roi de Prusse paraissant tranquille dans son camp (2), nous ne croyions pas qu'on voulût l'y troubler, lorsqu'à huit heures du matin, on battit la générale dans le nôtre, et l'on nous mit en marche sur le champ. L'armée crut que c'étoit plutôt pour faire une retraite (3)

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

(1) Il n'étoit pas possible de prendre la position proposée ici, à cause d'une vallée très-profonde, et d'ailleurs nous ne pouvions pas être plus près de l'ennemi que nous étions. Il n'y avait aucune position à prendre dans cette partie, et il ne falloit pas s'y trouver.

(2) Il y eut encore le 5 au matin une grande escarmouche entre les troupes légères.

(3) La retraite étoit impossible, et aurait été aussi honteuse que périlleuse.

que pour aller combattre. On tira du corps de l'armée, les deux brigades de la Marine et de Touraine avec deux de la cavalerie, que l'on donna à M. de Saint-Germain pour faire l'arrière-garde; il fut en conséquence se poster en panne vis-à-vis le centre du camp des ennemis. Notre armée tournait pendant ce temps-là le flanc gauche de ce même camp; mais elle fit une trop grande pointe, si effectivement on ne voulait que se porter sur le chemin de Freibourg pour en profiter la nuit. Le Roi de Prusse paraissait tranquille dans son camp qui, pendant toutes nos manœuvres, restoit tendu, les chevaux au piquet; mais ce n'étoit qu'une feinte bien combinée: il n'y avoit que très-peu d'infanterie dans les tentes, il l'avoit déjà postée et cachée dans le ravin (1), sur lequel même il avoit fait jeter quelques ponts pour se porter sur nous quand il le jugerait à propos;

Apostille du Comte de Saint-Germain.

(1) Il n'y avoit aucuns ravins, et par conséquent aucuns ponts. Le reste du stratagème est également imaginaire.

avantage

avantage que nous ne pouvions avoir , ne connaissant pas ces passages - là. Sur les deux heures et demie de l'après-dînée , le Roi de Prusse nous voyant engagés , fit en une demi - heure disparaître ses tentes , mettre ses équipages en chemin , filer le reste de ses troupes du côté dudit ravin qu'il avait masqué par un corps de cavalerie (1), et courut lui-même (2) avec le reste de sa cavalerie , se poster en écharpe sur son flanc gauche. M. de Broglie qui conduisait notre avant - garde , composée de presque toute notre cavalerie , ne s'aperçut pas de ce mouvement , à cause des hauteurs qui le lui cachaient (3) ; il n'y avait que le

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

(1) Les troupes du Roi de Prusse se postèrent sur des éminences qui nous cachèrent tous leurs mouvemens.

(2) Le Roi de Prusse ne court pas , et tous ses mouvemens sont prévus et bien dirigés.

(3) Il est essentiel de voir ; mais quand même on ne verrait pas , on ne doit pas moins marcher en gens de guerre , sur - tout quand on marche à la demi-portée du canon de l'ennemi.

corps de M. de Saint - Germain qui pût bien le voir. Le Duc de Broglie se croyant donc supérieur au corps de cavalerie ennemie qui lui étoit opposé, crut pouvoir, vers les quatre heures, le pousser sans conséquence, et sans attendre que l'infanterie qui le suivait fût même arrivée (1). Il fit effectivement plier deux fois ce corps ; mais, en un clin d'œil, le Roi de Prusse fond, avec un grand corps de cavalerie et d'infanterie, sur son flanc droit, fait démasquer le reste de son artillerie et déboucher son infanterie sur la nôtre, qui, étant encore en colonne et ne se trouvant pas disposée à la recevoir, prit l'épouvante (2), et

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

(1) M. de Broglie ne fut pas le maître d'éviter le combat : il fut attaqué très-vivement, se soutint un moment, et fut culbuté et dispersé. Il ne s'attendait nullement à cette attaque : on se réjouissait du plaisir que l'on se proposait à poursuivre l'ennemi, que l'on disait s'en aller à vauderoute, lorsqu'il accabla notre cavalerie.

(2) Il n'y eut que six à huit bataillons ennemis qui se portèrent sur notre flanc droit, et rempla-

le Roi de Prusse plia de même toutes les deux lignes à-la-fois : la cavalerie en fit autant , il ne fut plus possible de rien rallier. M. de Saint-Germain persuadé que l'on n'attaquerait pas , accourut avec son corps aussitôt qu'il vit le combat engagé (1) ; mais il ne put arriver que pour être témoin d'une déroute incroyable. Ce corps , dont les ennemis ne pouvaient voir la profondeur , non-seulement arrêta une colonne d'infanterie et une de cavalerie de l'aîle droite qui allaient envelopper le reste de notre armée , mais y répandit encore une si grande confusion , que le Roi de Prusse , au dire des déserteurs , ne put rallier ses troupes

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

cèrent la cavalerie qui poursuivait la nôtre. Les deux lignes d'infanterie ennemie descendirent de leurs hauteurs , comme notre infanterie se mettait déjà en désordre.

(1) M. de Saint-Germain se mit en marche pour joindre l'armée , dès qu'il vit prendre à l'ennemi une position pour combattre. Il avait déjà fait un tiers du chemin pour la joindre , quand le premier coup de canon se tira.

qu'à un gros quart de lieue de-là (1). Nous nous aperçûmes effectivement de quelque désordre, et M. de Saint - Germain dit même, qu'il en profiterait si on pouvait rallier deux brigades à notre droite; mais que la nuit arrivant, il n'était pas prudent de hasarder les deux seules brigades en état de protéger la retraite de tant de fuyards. Les mêmes déserteurs ont assuré, que le Roi de Prusse s'étant méfié de ce qui avoit pu se passer à la queue du corps de M. de Saint-Germain, n'osa coucher sur le champ de bataille, qui ne fut cette nuit-là occupé que par les morts et les blessés.

Mais qu'elle dût être la surprise de ce

Apostille du Comte de Saint-Germain.

(1) L'armée ennemie s'arrêta tout court, quand elle vit former devant elle et près d'un bois les deux brigades; mais il n'y eut nulle confusion dans cette armée, qui coucha très-tranquillement en' bataille près de Reichertz-Werben, village qui avait été derrière notre droite pendant la bataille; et le lendemain 6, à dix heures du matin, elle vint par détachemens piller le champ de bataille en ordre.

Monarque (1), de voir, le lendemain matin, tous les trophées que nous laissions à sa gloire : presque toute notre artillerie, celle d'une partie de notre infanterie, des timbales, beaucoup de drapeaux, une quantité infinie de blessés, sur-tout en Officiers, et les chemins jonchés de fuyards et d'équipages. M. de Saint-Germain ne s'éloigna du champ de bataille, que sur les huit heures du soir ; mais il ne put porter aucuns secours aux blessés, faute de moyens : il se retira, ainsi que l'armée Française, à Freiburg, et l'armée Impériale à Pomnitz, dirigeant sa marche sur Weimar. M. de Saint-Germain continue à faire l'arrière-garde de notre armée, avec beaucoup d'ordre et de prudence (2). Sur l'incertitude du parti que prendraient les ennemis, nous avons couché trois nuits

Apostilles du Comte de Saint-Germain.

(1) Le Monarque n'eut aucune surprise. L'auteur a regardé comme crainte la grande discipline de l'ennemi.

(2) Jamais il n'y eut un plus grand désordre et plus de mauvaise volonté.

dans les bois ; mais quand on a su que nous n'étions suivis que par quelques troupes de cavalerie, on nous a fait cantonner. M. de Soubise a pris aussi le même parti pour son armée ; il est maintenant à Nordhausen, ville Impériale, à deux lieues derrière nous. Il y a apparence qu'il séparera bientôt son armée, qui a perdu une grande partie de ses équipages, sur-tout le Soldat.

Je croirais démentir la confiance que j'ai en vous, si je vous cachais mes réflexions sur la cause de notre désastre. J'ai toujours pensé qu'on opposait à un Roi, Ministre de son Etat, Général habile, savant dans l'art de la guerre, fin, rusé, entreprenant, connaisseur en hommes, qui a l'amour et la confiance des troupes qu'il mène, après les avoir aguerries par le gain de sept batailles et la perte d'une, et qui forme lui-même ceux qui commandent sous lui ; qu'on lui opposait, dis-je, deux Généraux de différentes Nations, qui ne peuvent encore avoir que de la bravoure et de la bonne volonté, traînant après eux une armée de troupes combinées, qui croient

leurs intérêts opposés, dont la méfiance est réciproque ; une armée composée de deux réunies , dont l'Impériale n'a pris les armes que par force, et la Française formée de beaucoup de régimens étrangers, à qui la Religion dit de ne point abaisser celui qui est le soutien de leur secte, et de Français, à qui le cœur saignait encore de l'injustice qu'ils pensaient avoir essuyée de la part de M. de Richelieu ; une armée enfin qui n'avait aucune confiance en ses chefs, à cause de la mésintelligence qu'elle voyait parmi eux, et du peu d'ordre établi dans des troupes qui se faisaient des ennemis par-tout où elles passaient, et qui, par-là, s'exposaient à manquer de tout. Voilà ce qui m'a toujours fait trembler pour les intérêts du Roi. Mais à ces causes générales se sont jointes celles-ci, pour hâter la perte de la bataille de Rosbach : le peu d'ordre et de précaution dans une marche si près de l'ennemi, notre peu d'artillerie, la faiblesse des chevaux et des Soldats ; les troupes ayant passé deux nuits au bivouac par un temps fort froid, avec peu de pain et point du tout de vin ni d'eau-de-vie ; enfin

le parti que prirent presque tous les Géné-
raux , M. de Soubise lui-même, de charger
à la tête de la cavalerie , sans que pas un
d'eux s'occupât à mettre l'infanterie en
bataille.

Fin du premier volume.

